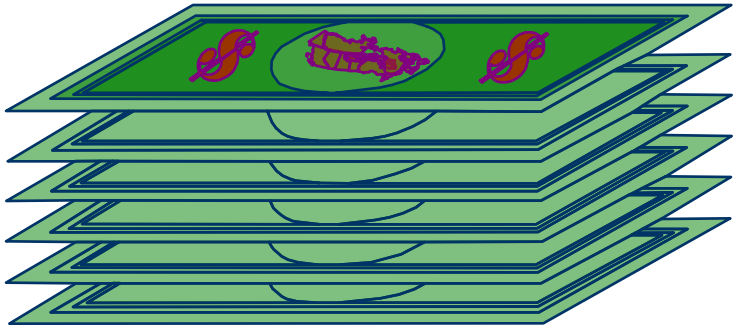
National Defence | Défense nationale

MAKING SENSE OUT OF DOLLARS

AU-DELÀ DES DOLLARS

JULY 2015 EDITION



ÉDITION JUILLET 2015

PREPARED BY THE DIRECTOR COSTING SERVICES

DIRECTOR GENERAL – FINANCIAL MANAGEMENT

ASSISTANT DEPUTY MINISTER (FINANCE AND CORPORATE SERVICES)

NATIONAL DEFENCE HEADQUARTERS

PRÉPARÉ PAR LE DIRECTEUR – SERVICES D'ÉTABLISSEMENT DES COÛTS

DIRECTEUR GÉNÉRAL – GESTION FINANCIÈRE

SOUS-MINISTRE ADJOINT (FINANCES ET SERVICES DU MINISTÈRE)

QUARTIER GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Canada

PREFACE

January 2016

This Financial Information Overview has been prepared by the Chief Economist within the Directorate of Costing Services. It is an updated version of the January 2015 issue.

Its aim is to provide you with finance related details that you may find informative and useful to incorporate in presentations, internal and external to your organization. The booklet includes financial and economic information on the Federal Government and National Defence, including comparisons with other countries. An explanation of each graph/table is included with details and caveats related to the information portrayed.

We would appreciate, again this year, any comments on the content and format of this booklet. These should be addressed to the Chief Economist, Director Costing Services, NDHQ, Pearkes Building, Ottawa, Ontario K1A 0K2.

AVANT-PROPOS

janvier 2016

Le présent document est un survol de l'information financière préparé par l'économiste en chef à la direction des Services d'établissement des coûts. Il constitue une mise à jour de l'édition de janvier 2015.

Son but est de vous fournir une information financière utile qui pourrait être intégrée aux présentations données tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de votre organisation. Ce cahier contient de l'information financière et économique sur le gouvernement fédéral et le ministère de la Défense nationale ainsi que des comparaisons avec d'autres pays. Les graphiques et tableaux sont accompagnés de notes explicatives.

Cette année encore, nous aimerions recevoir vos commentaires sur le contenu et la présentation du cahier. Ceux-ci devraient être adressés à l'économiste en chef à la Direction des services d'établissement des coûts, QGDN, Édifice Pearkes, Ottawa (Ontario) K1A 0K2.

Directeur – Services d'établissement des coûts

Allan Weldon
Director Costing Services

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

FEDERAL GOVERNMENT	Page	GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
Federal Government Revenues, Expenditures, Deficits and Surpluses …..	01 ….	Recettes, dépenses, déficits et excédents du gouvernement fédéral
Trend in Share of Federal Government Revenues .....……	03 ….	Évolution de la répartition des recettes du gouvernement fédéral
Trend in Share of Federal Government Expenditures .....…….	05 ….	Évolution de la répartition des dépenses du gouvernement fédéral
Federal Government Spending as Percentage of GDP .....……..	07 ….	Dépenses du gouvernement fédéral en pourcentage du PIB
Federal Government Budgetary Expenditures as Percentage of Total Expenditures …….....……	09 ….	Dépenses budgétaires du gouvernement fédéral en pourcentage des dépenses totales
Comparison of Federal Government Revenues With Federal Program Expenditures Plus Debt Charges ...……...…..……..……...	11 ….	Comparaison des recettes du gouvernement fédéral avec les dépenses de programme et les frais de la dette
Trend in Annual Federal Deficit and Federal Debt (Accumulated Deficit) in $Billions …….	13 ….	Tendance du déficit annuel et de la dette fédérale (déficit accumulé) en milliards de $
Trend in Annual Federal Deficit and Federal Debt (Accumulated Deficit) as Percentage of GDP …..……...……	15 ….	Tendance du déficit annuel et de la dette fédérale (déficit accumulé) en pourcentage du PIB
Trend in Government Spending by Level of Government as Percentage of GDP …….....……	17 ….	Tendance des dépenses des différents ordres du gouvernement en pourcentage du PIB
ECONOMIC ANALYSIS		**ANALYSE ÉCONOMIQUE**
G-7 Countries Real GDP Growth ……...…….	19 ….	Croissance du PIB réel - Pays du G-7
G-7 Countries – Fiscal Balance ……...	21 ….	Pays du G-7 – Solde budgétaire
Real GDP Growth by Major Component ....……	23 ….	Croissance réelle du PIB par composante majeure
Provincial GDP per Capita Relative to National Average .....…….	25 ….	PIB provincial par habitant par rapport à la moyenne nationale
Provincial GDP Shares ……...	27 ….	Part du PIB par province
NATIONAL DEFENCE IN PERSPECTIVE		**PERSPECTIVE SUR LA DÉFENSE NATIONALE**
Gross Domestic Product (GDP) in Perspective ...…….....……	29 ….	Perspective sur le Produit intérieur brut (PIB)
Defence Share of Federal Expenditure by Object .....……	31 ….	Part du MDN des dépenses du gouvernement fédéral par article
DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE (DND) EXPENDITURES		**DÉPENSES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE (MDN)**
CAF Military Installations……..…	33 ….	Installations militaires des FAC
Our Economic Presence……..	35 ….	Notre présence économique

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page	
Defence Expenditures Historical Trend	37	Tendance des dépenses de la défense
DND Estimates by Program Activity Architecture	39	Dépenses prévues du MDN selon l'Architecture des activités du programme
Trend in DND Expenditure Breakdown	41	Évolution de la répartition des dépenses du MDN
DND Expenditure Breakdown (Voted Authorities)	43	Répartition des dépenses du MDN (Autorisations Votées)
Personnel Share of DND Spending	45	Part des dépenses du MDN consacrée au personnel
DND Gross Operations and Maintenance (O&M) Spending	47	Dépenses brutes de fonctionnement et d'entretien (F&E) du MDN
DND Capital Spending	49	Dépenses en capital du MDN
Selected DND Capital Projects	51	Sélection de projets d'immobilisations du MDN
Allied Spending in Local Economies	53	Dépenses des alliés dans les économies locales
Defence Industrial Activities	55	Activités industrielles de la défense
NATIONAL DEFENCE PERSON-YEARS		**ANNÉES-PERSONNES DE LA DÉFENSE NATIONALE**
Trend in Canadian Armed Forces (Regular and Reserve) and DND Civilian Personnel Strength	57	Évolution des Forces armées canadiennes (Force régulière et Réserve) et du personnel civil du MDN
COMPARISON WITH OTHER COUNTRIES		**ÉVALUATION COMPARATIVE AVEC D'AUTRES PAYS**
NATO Defence Budgets in American Dollars	59	Budgets de défense de l'OTAN en dollars américains
NATO Defence Expenditures as a Percentage of GDP	61	Dépenses de défense de l'OTAN en pourcentage du PIB
NATO Defence Expenditure Growth Relative to Economic Performance	63	La croissance des dépenses de défense de l'OTAN comparativement à la croissance économique
NATO Equipment Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures	65	Dépenses d'équipement de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires
NATO Personnel Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures	67	Dépenses en personnel de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires
NATO Armed Forces	69	Forces armées de l'OTAN
Comparison of NATO Countries' Regular & Reserve Personnel Strengths	71	Évaluation comparative des forces régulières et de réserve des pays de l'OTAN
ANNEX		**ANNEXE**
Annex	A1	Annexe
NATO Defence Budgets in American Dollars (2011 Estimates)	A2	Budgets de défense de l'OTAN en dollars américains (estimations de 2011)
NATO Defence Budgets in American Dollars (2011 Actuals)	A3	Budgets de défense de l'OTAN en dollars américains (réalisés en 2011)

TABLE OF CONTENTS

TABLE DES MATIÈRES

	Page	
NATO Defence Expenditures as a Percentage of GDP (2011 Estimates)	A4 ….	Dépenses de défense de l’OTAN en pourcentage du PIB (estimations de 2011)
NATO Defence Expenditures as a Percentage of GDP (2011 Actuals)	A5 ….	Dépenses de défense de l’OTAN en pourcentage du PIB (réalisées en 2011)
NATO Equipment Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures (2011 Estimates) …….	A6 ….	Dépenses d'équipement de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires (estimations de 2011)
NATO Equipment Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures (2011 Actuals) ……...…….	A7 ….	Dépenses d'équipement de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires (réalisées en 2011)
NATO Personnel Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures (2011 Estimates) …….	A8 ….	Dépenses en personnel de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires (estimations de 2011)
NATO Personnel Expenditures as a Percentage of Defence Expenditures (2011 Actuals) ...…….	A9 ….	Dépenses en personnel de l'OTAN en pourcentage des dépenses militaires (réalisées en 2011)
NATO Armed Forces (2011 Estimates) ……..……	A10 ...	Forces armées de l'OTAN (estimations de 2011)
NATO Armed Forces (2011 Actuals) ……..……...	A11 ...	Forces armées de l'OTAN (réalisés en 2011)

National Defence / La Défense nationale

A National Institution /
Une institution nationale

FEDERAL GOVERNMENT REVENUES, EXPENDITURES, DEFICITS AND SURPLUSES

Budgetary revenues are expected to increase from $279.3B in FY 2014-15 to $290.3B in FY 2015-16. The increase is expected to be driven by higher revenues from taxes. It would be the fifth consecutive increase in budgetary revenues.

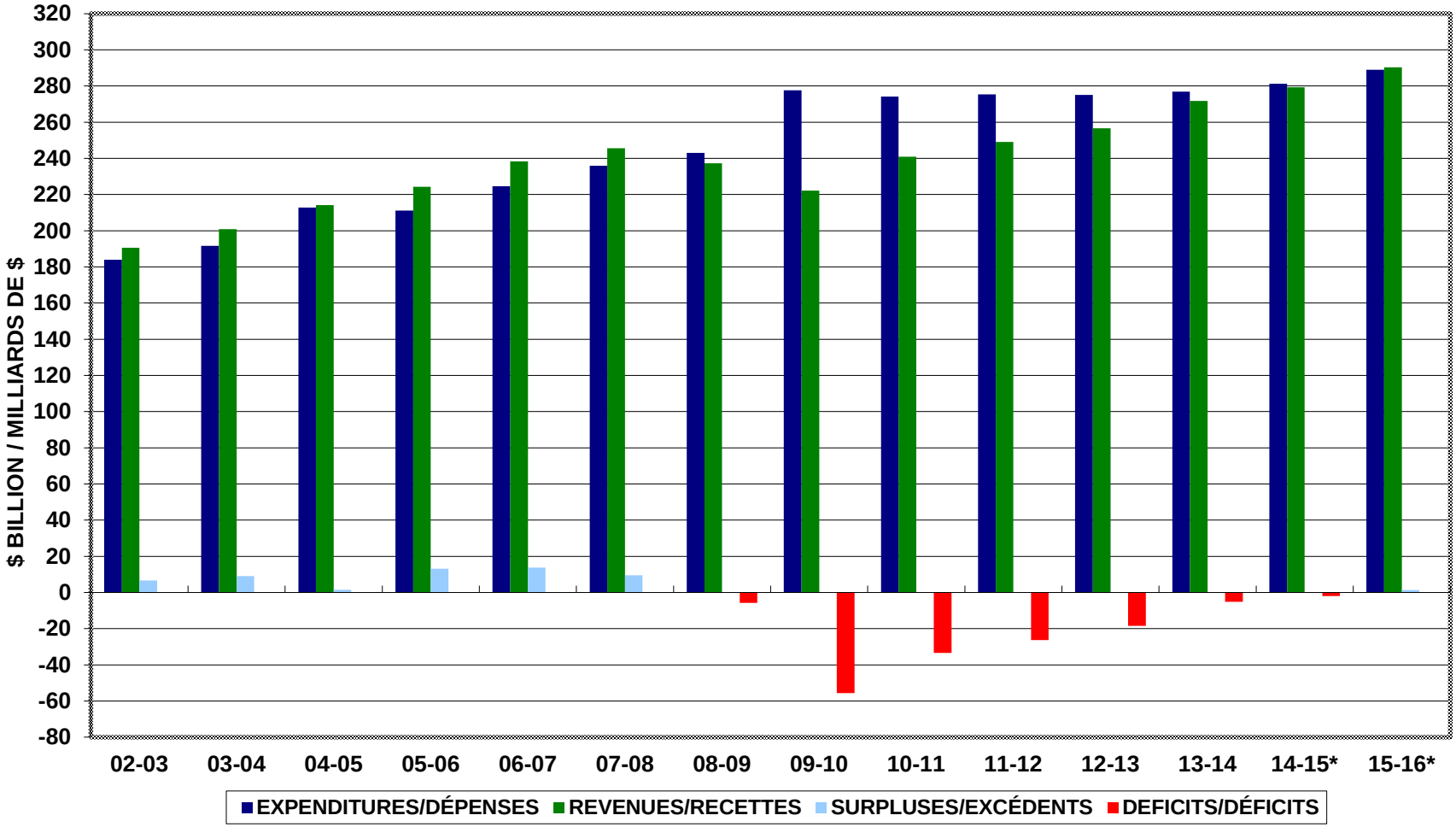
On the expenditure side, the combined effect of Budget 2015 measures to support jobs and growth and update Defence spending leads to an increase in expenditures from $281.3B in FY 2014-15 to a projected $288.9B in FY 2015-16. The budgetary surplus in FY 2015-16 is expected to be $1.4B, which would end a string of seven consecutive budgetary deficits since FY 2008-09.

RECETTES, DÉPENSES, DÉFICITS ET EXCÉDENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

On prévoit que les recettes budgétaires augmenteront de 279,3 G$ pour l'AF 2014-2015 à 290,3 G$ pour l'AF 2015-2016. On prévoit que l’augmentation sera favorisée par des recettes plus élevées des impôts. Ce serait la cinquième augmentation consécutive des recettes budgétaires.

Du côté des dépenses, on s’attend à ce que l'effet net des mesures du budget 2015 pour soutenir les emplois et la croissance et mettre à jour les dépenses en capital de la Défense amène à une augmentation des dépenses de 281,3 G$ pour l'AF 2014-2015 à 288,9 G$ pour l'AF 2015-2016. Un excédent budgétaire de 1,4 G$ est prévu pour l'AF 2015-2016, ce qui mettra fin à sept années consécutives de déficit budgétaire depuis l’AF 2008-2009.

FEDERAL GOVERNMENT REVENUES, EXPENDITURES, DEFICITS AND SURPLUSES / RECETTES, DÉPENSES, DÉFICITS ET EXCÉDENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014) AND BUDGET 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014) ET BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES

This chart depicts the six federal revenue categories as a percentage of total Federal Government revenues. Budgetary revenues increased by 2.8% in FY 2014-15 and are expected to increase by 3.9% in FY 2015-16.

Personal income tax revenue is clearly the largest component of budgetary revenues, representing approximately half of total federal revenues. The Government's projected revenue breakdown, as detailed in Budget 2015, is provided below. A similar breakdown for federal government expenditures is provided on page 5.

PROJECTED FEDERAL REVENUES:

	Billions	Percent
Personal Income Tax	$143.4	49.4
GST revenue	32.7	11.3
Corporate Income Tax	36.8	12.7
EI Contributions	23.1	8.0
Excise Tax and Duties	16.3	5.6
Other Revenues	38.0	13.0
TOTAL	$290.3	100.0

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

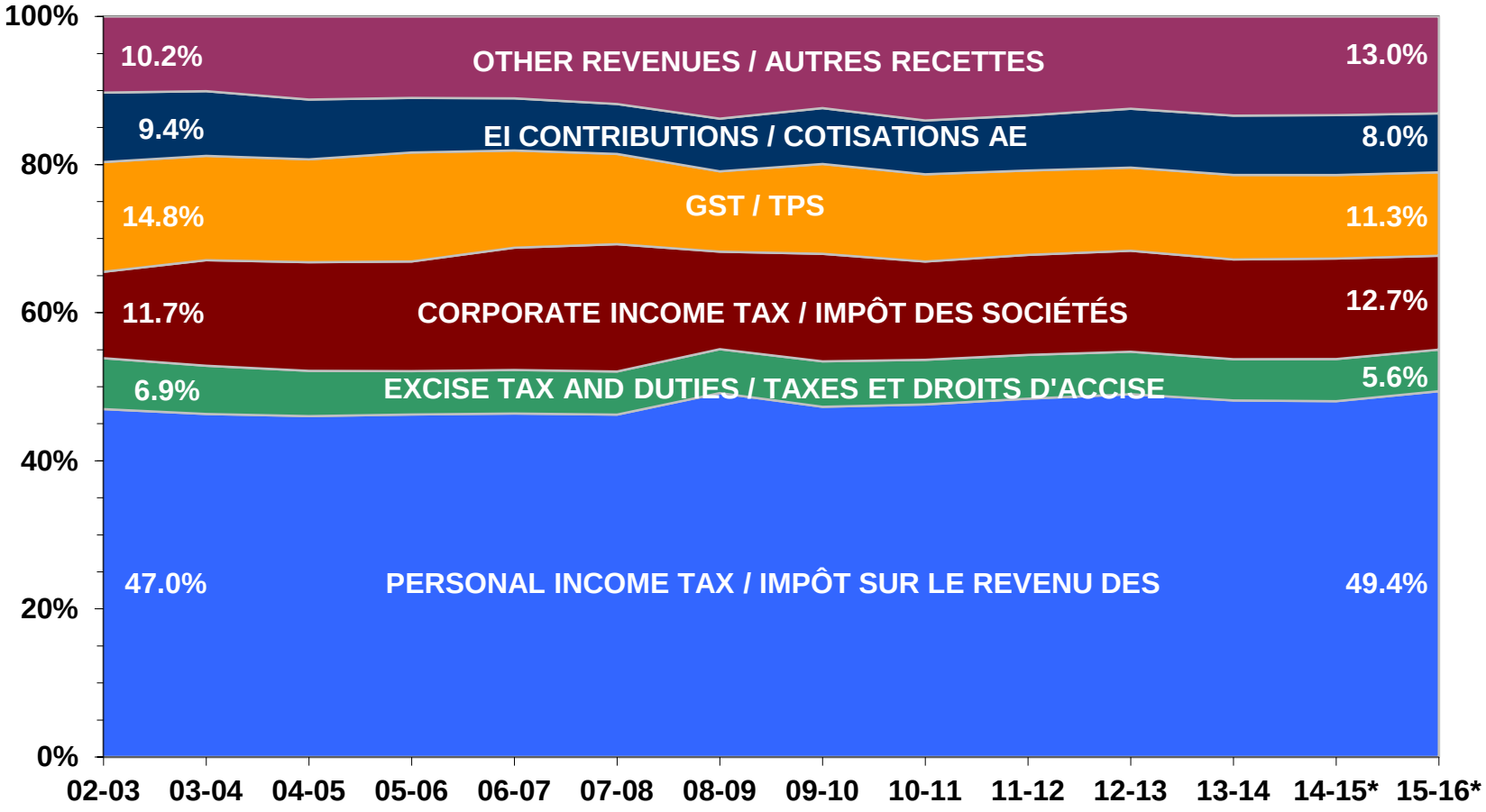
Le graphique qui suit présente les six catégories de recettes fédérales en pourcentage des recettes totales du gouvernement fédéral. Les recettes budgétaires ont augmenté de 2,8 % pour l'AF 2014-2015 et on prévoit une augmentation de 3,9 % pour l'AF 2015-2016.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont la principale composante des recettes budgétaires représentant approximativement la moitié des recettes fédérales totales. La projection de la répartition des recettes du gouvernement telle que décrite dans Budget de 2015 est présentée ci-dessous. Une décomposition similaire des dépenses du gouvernement fédéral est présentée à la page 5.

RECETTES FÉDÉRALES PRÉVUES :

	Milliards	Pourcent
Impôt sur le revenu des individus	143,4$	49,4
Recettes de la TPS	32,7	11,3
Impôt des sociétés	36,8	12,7
Cotisations d'AE	23,1	8,0
Taxes et droits d'accise	16,3	5,6
Autres recettes	38,0	13,0
TOTAL	290,3$	100,0

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES / ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014) AND BUDGET 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014) ET BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

* ESTIMATE / ESTIMATION

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT EXPENDITURES

Federal Government expenditures have been categorized as:

- Defence;
- Transfers to Individuals - includes such items as Elderly Benefits and Employment Insurance;
- Transfers to Other Levels of Governments - includes such Items as Canada Health and Social Transfer (CHST), Medical Equipment Fund, Fiscal arrangements and alternative payments for standing programs;
- Public Debt Charges - the cost of financing the Federal Public Debt; and
- Other Expenditures - includes direct program spending such as operating cost of all government departments, payments to Crown Corporations and other transfers and subsidies, such as farm income assistance, transfers to Aboriginal communities and international assistance.

From FY 2002-03 to FY 2014-15, public debt charges as a share of federal expenditures more than halved from 20.3% to 9.5% due to lower interest rates and a string of budget surpluses. It is projected to decline to 8.9% in FY 2015-16. In FY 2002-03 Defence accounted for 6.4% of Federal Government expenditures while in FY 2015-16 it is expected to account for approximately 6.6%. In nominal terms, Defence spending increased from $11.8B in FY 2002-03 to $18.5B in FY 2014-15. It is projected to be $18.9B in FY 2015-16. Over the same period, Transfers to Other Levels of Government have increased, as percentage of total expenditures, from 16.7% in FY 2002-03 to a projected 22.6% in FY 2015-16 while Transfers to Individuals have remained between 24% and 27.1% during the same period.

In FY 2015-16, Defence is expected to account for approximately 16.4% of total direct program spending of $115.8B and 6.6% of total government spending of $288.9B.

The following information is calculated using Budget 2015 and the 2015-16 Main Estimates. The table depicts the estimated expenditure levels (fiscal treatment) for FY 2015-16:

PROJECTED FEDERAL EXPENDITURES

	Billions	Percent	Percent
Defence	$18.9	6.6	16.4
Other Departments	96.9	33.5	83.6
DIRECT PROGRAM SPENDING	$115.8	40.1	100.0
Transfers to Individuals	82.0	28.4	
Transfers to Other Levels of Government	65.4	22.6	
Public Debt Charges	25.7	8.9	
TOTAL	$288.9	100.0	

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Les dépenses du gouvernement fédéral ont été réparties comme suit :

- Défense;
- Transferts aux particuliers - y compris les prestations aux aînés et à l'assurance- emploi;
- Transferts aux autres paliers de gouvernement - y compris le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS), Fonds pour le matériel médical, les Accords fiscaux et les paiements de remplacement pour les programmes permanents;
- Frais de la dette publique – le coût du financement de la dette publique;
- Autres dépenses, y compris les dépenses directes de programmes telles que : les dépenses de fonctionnement du gouvernement, les dépenses reliées aux sociétés d'État et d'autres transferts et subventions tels que l'aide au revenu agricole, les transferts aux collectivités autochtones et l'aide internationale.

De l'AF 2002-2003 à l'AF 2014-2015, la part des dépenses fédérales au service de la dette publique a diminué de plus de la moitié, soit de 20,3 % à 9,5 %, dû principalement aux bas taux d'intérêt et à une série d'excédents budgétaires. Elle est censée baisser à 8,9 % pour l'AF 2015-2016. Pour l'AF 2002-2003, les dépenses de défense comptaient pour 6,4 % de celles du gouvernement fédéral alors qu'on prévoit qu'elles compteront pour 6,6 % en l'AF 2015-2016. En terme nominal, les dépenses de la Défense ont augmenté de 11,8 G$ en l'AF 2002-2003 à 18,5 G$ en l'AF 2014-2015. Il est prévu qu'elles s'élèvent 18,9 G$ en l'AF 2015-2016. Au cours de la même période, les transferts aux autres ordres de gouvernement en pourcentage des dépenses totales ont augmenté de 16,7 % en l'AF 2002-2003 à un taux estimé à 22,6 % pour l'AF 2015-2016 alors que les transferts aux particuliers sont demeurés stables entre 24 % et 27,1 %.

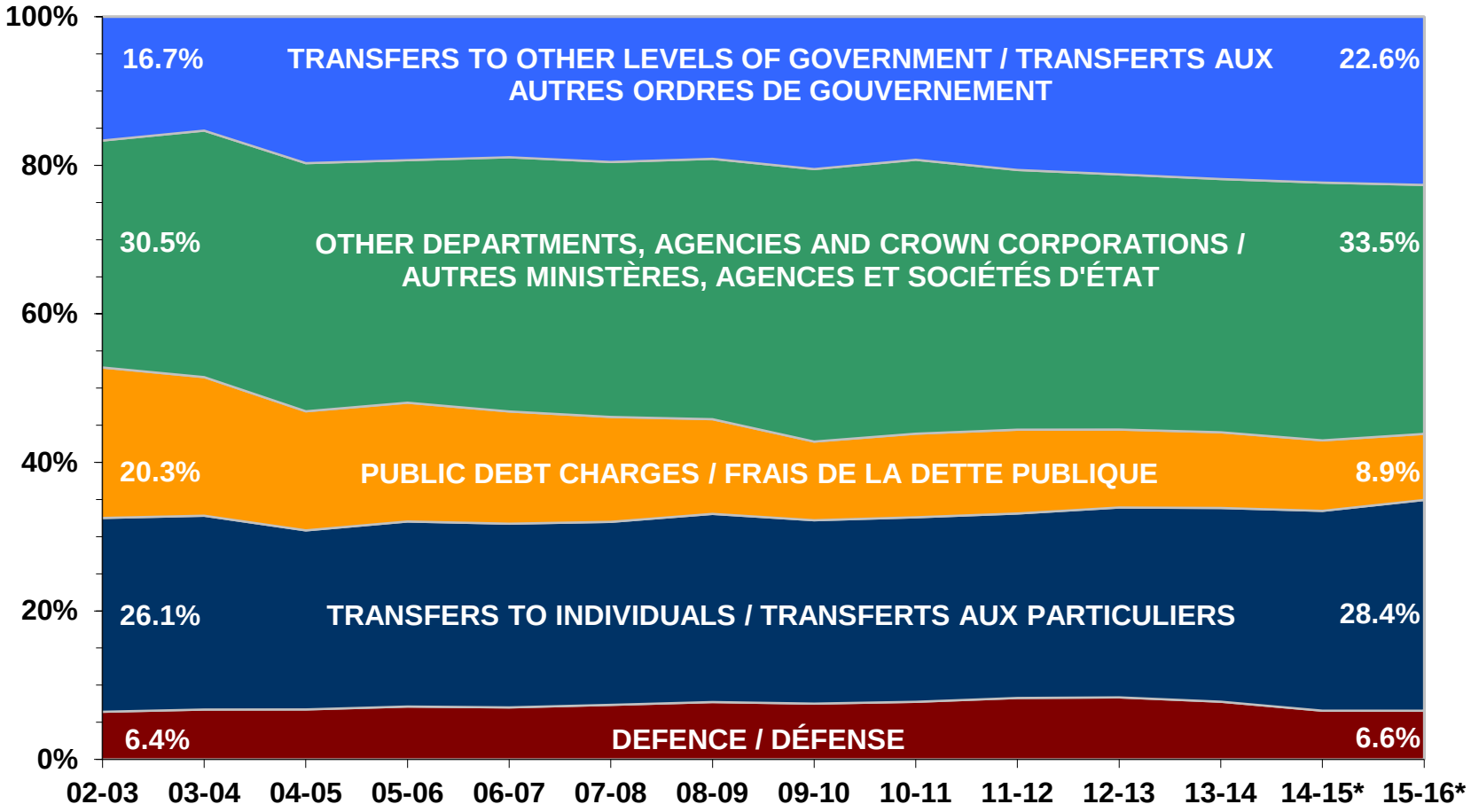
Pour l'AF 2015-2016, il est anticipé que les dépenses de la Défense compteront pour environ 16,4 % des dépenses totales des programmes directes de 115,8 G$ et 6,6% des dépenses totales de 288.9 G$ du gouvernement.

Les renseignements ci-dessous sont calculés à partir de Budget de 2015 et du Budget principal des dépenses 2015-2016. Le tableau illustre la répartition des niveaux de dépenses prévus (traitement financier) pour l'AF 2015-2016:

DÉPENSES PRÉVUES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

	Milliards	Pour cent	Pour cent
Défense	18,9$	6,6	16,4
Autres ministères	96,9	33,5	83,6
CHARGES DE PROGRAMMES DIRECTES	115,8$	40,1	100,0
Transferts aux particuliers	82,0	28,4	
Transferts aux autres ordres de gouvernement	65,4	22,6	
Frais de la dette publique	25,7	8,9	
TOTAL	288,9$	100,0	

TREND IN SHARE OF FEDERAL GOVERNMENT EXPENDITURES/
ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014), BUDGET 2015 (APRIL 2015) AND 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014), BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015) ET BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES 2015-2016

FEDERAL GOVERNMENT SPENDING AS PERCENTAGE OF GDP

The chart below shows that Federal Government expenditures, as a percentage of GDP, declined from 15.3% in FY 2002-03 to 14.9% in FY 2008-09 before rising again to 17.5% in FY 2009-10 due to fiscal stimulus spending. The ratio is expected to decrease to 14.2% in FY 2015-16 as the government pursues its objective of a balanced budget.

Public debt charges have declined steadily from 3.1% of GDP in FY 2002-03 to 1.3% in FY 2014-15. It is expected to be 1.3% in FY 2015-16. Over the same period, transfer payments have varied between 8.4% and 10.8% and expenditures by other departments and crown corporations between 2.8% to 3.5%.

From FY 2002-03 to FY 2014-15, Defence expenditures as a share of GDP remained relatively stable in a range between 0.9% and 1.3%. It is expected to be 0.9% in FY 2015-16.

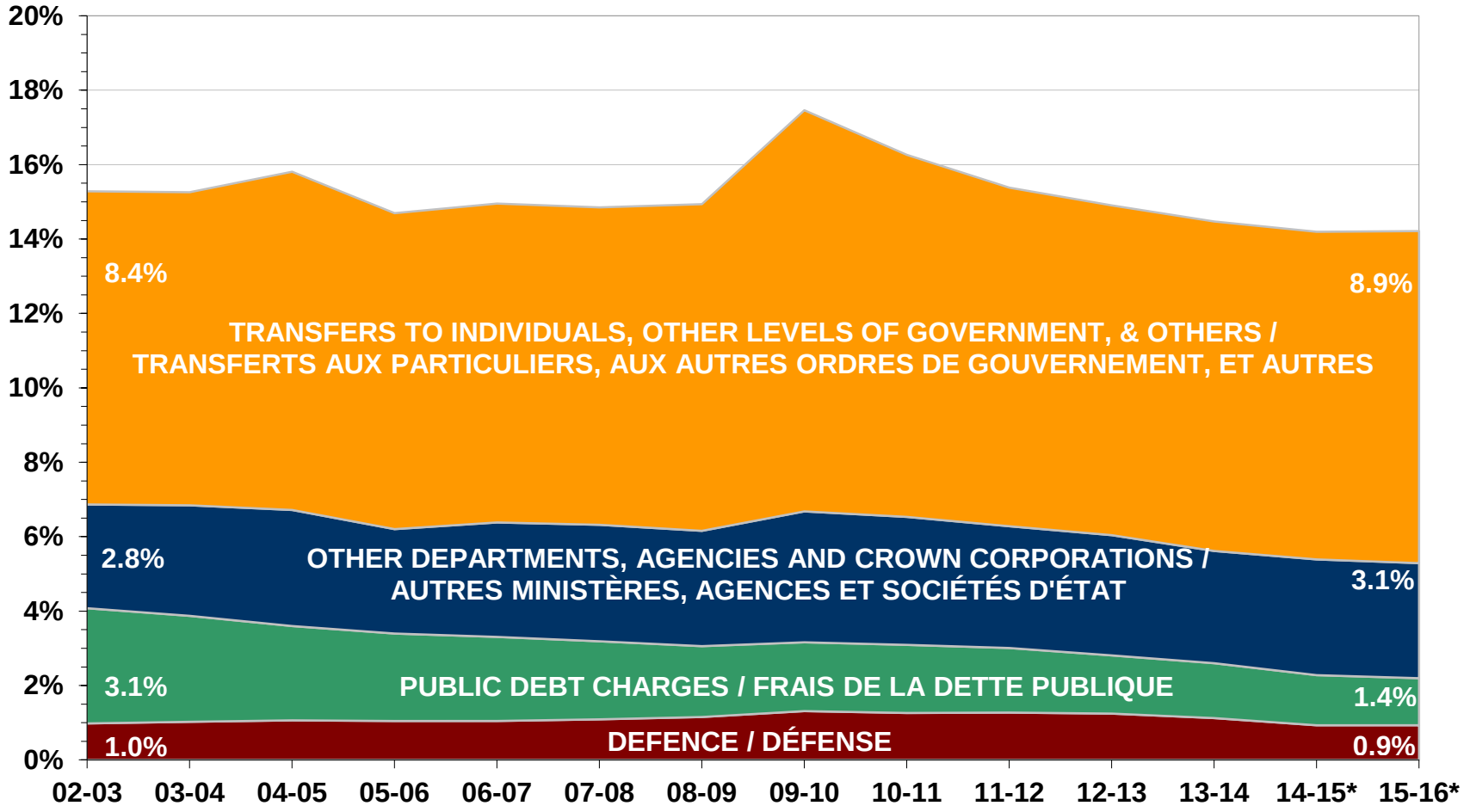
DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN POURCENTAGE DU PIB

Le graphique ci-dessous indique que les dépenses du gouvernement fédéral, en pourcentage du PIB, ont diminué de 15,3 % pour l'AF 2002-2003 à 14,9 % pour l'AF 2008-2009 avant d'augmenter à 17,5 % pour l'AF 2009-2010 dû aux dépenses associées aux mesures fiscales de stimulation économique. On prévoit que le rapport baissera à 14,2 % pour l'AF 2015-2016 alors que le gouvernement continue de poursuivre son objectif d'équilibrer le budget.

Les frais de la dette publique ont diminué de façon constante de 3,1 % du PIB pour l'AF 2002-2003 à 1,3 % pour l'AF 2014-2015. Il est anticipé qu'elle demeure à 1,3 % pour l'AF 2015-2016. Au cours de la même période, les paiements de transfert ont fluctué entre 8,4 % et 10,8 %, tandis que les dépenses d'autres ministères et agences ont varié entre 2,8 % et 3,5 %.

De l'AF 2002-2003 à l'AF 2014-2015, les dépenses de la Défense en pourcentage du PIB sont demeurées relativement stables entre 0,9 % et 1,3 %. Il est anticipé qu'elles atteindront 0,9 % pour l'AF 2015-2016.

FEDERAL GOVERNMENT SPENDING AS A PERCENTAGE OF GDP / DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN POURCENTAGE DU PIB



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014), BUDGET 2015 (APRIL 2015) AND 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014), BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015) ET BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES 2015-2016

FEDERAL GOVERNMENT BUDGETARY EXPENDITURES AS PERCENTAGE OF TOTAL EXPENDITURES

This comparison of Federal Government spending patterns illustrates the fluctuations within major expenditure types between FY 1995-96 and FY 2015-16.

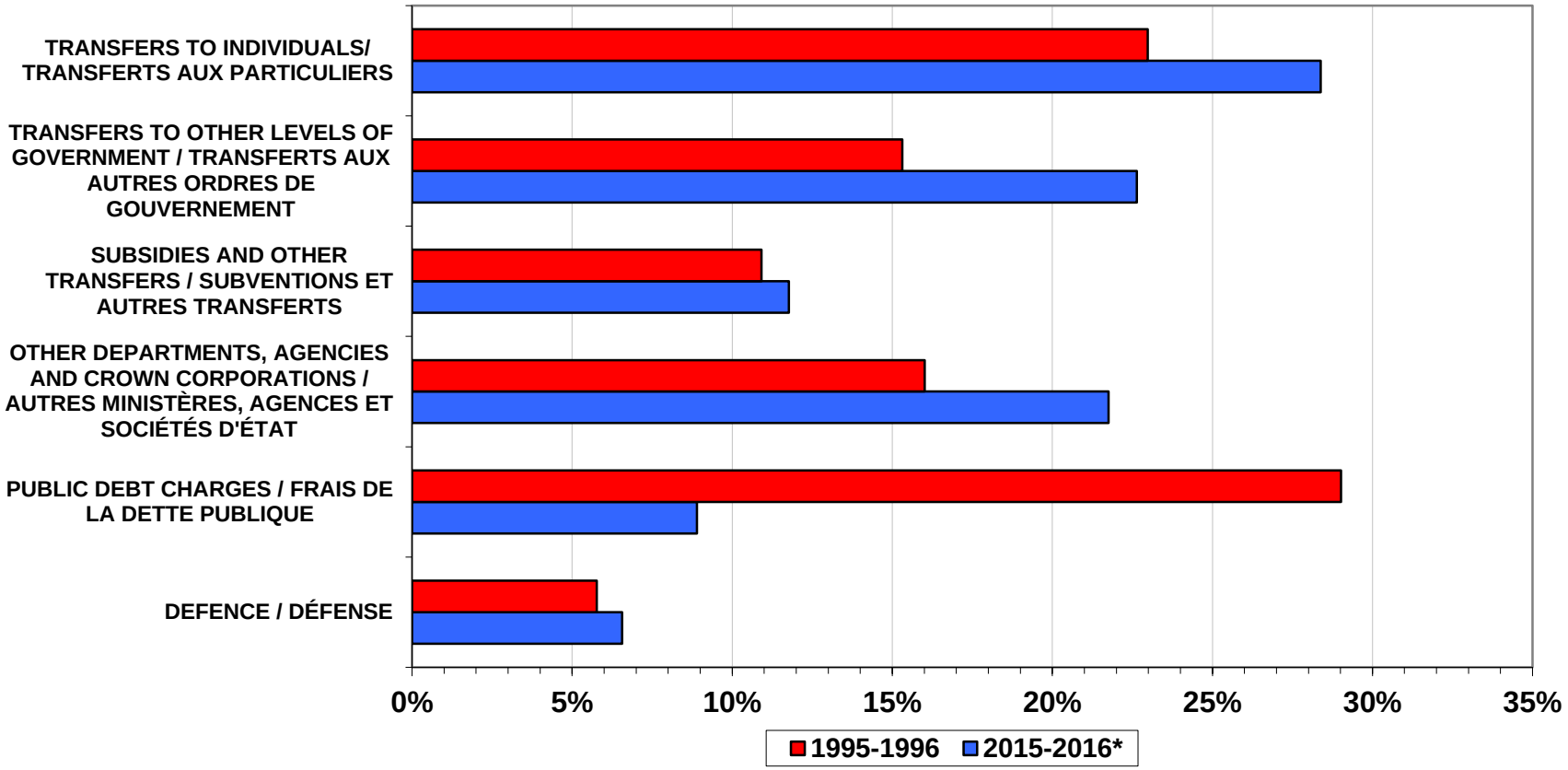
All expenditure categories saw increases in their respective shares of total expenditures. The only exception is public debt charges, which in FY 2015-16 is expected to be less than half of the FY 1995-96 level. The decrease is primarily the result of decreasing federal debt due to the string of budgetary surpluses in the 2000s and lower interest rates.

DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES

La comparaison des tendances des dépenses du gouvernement fédéral montre les fluctuations des principaux types de dépenses entre l’AF 1995-1996 et l'AF 2015-2016.

Toutes les catégories des dépenses ont affiché une augmentation de leurs parts des dépenses totales respectives. La seule exception est le fardeau de la dette publique qui est anticipé d’être réduit de moitié pour l'AF 2015-2016 par rapport au niveau de l’AF 1994-1995. La baisse est principalement attribuable à une baisse de niveau de la dette fédérale, résultant des surplus budgétaires au cours des années 2000, et aux taux d’intérêt plus bas.

FEDERAL GOVERNMENT BUDGETARY EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF TOTAL EXPENDITURES / DÉPENSES BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014), BUDGET 2015 (APRIL 2015), AND 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014), BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015) ET BUDGETS PRINCIPAL DES DÉPENSES 2015-2016

COMPARISON OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES WITH FEDERAL PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES

For FY 2015-16, total budgetary expenditures are projected to be $288.9B against projected revenues of $290.3B, with program expenses totaling $263.2B (91%) and Public Debt Charges at $25.7B (9%). This will result in a budgetary surplus of $1.4B. This chart presents these figures in the perspective of relative percentage shares.

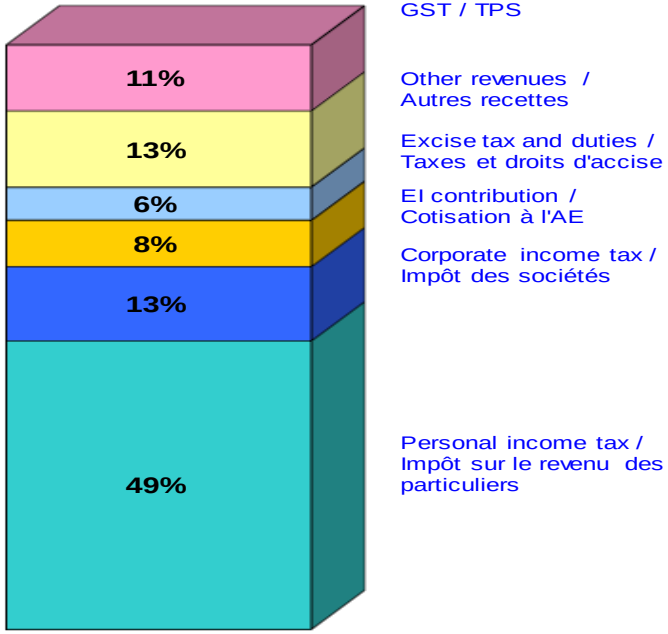
COMPARAISON DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AVEC LES DÉPENSES DE PROGRAMME ET LES FRAIS DE LA DETTE

Pour l'AF 2015-2016, on prévoit que les dépenses budgétaires totales seront de 288,9 G$ face aux recettes de 290,3 G$, avec des dépenses de programmes totalisant 263,2 G$ (91 %) et les frais de la dette publique à 25,7 G$ (9 %). Ceci se traduira en un excédent budgétaire de 1,4 G$. Ce graphique présente les données sous forme de pourcentages relatifs.

COMPARISON OF FEDERAL GOVERNMENT REVENUES WITH FEDERAL PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES / COMPARAISON DES RECETTES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AVEC LES DÉPENSES DE PROGRAMME ET LES FRAIS DE LA DETTE

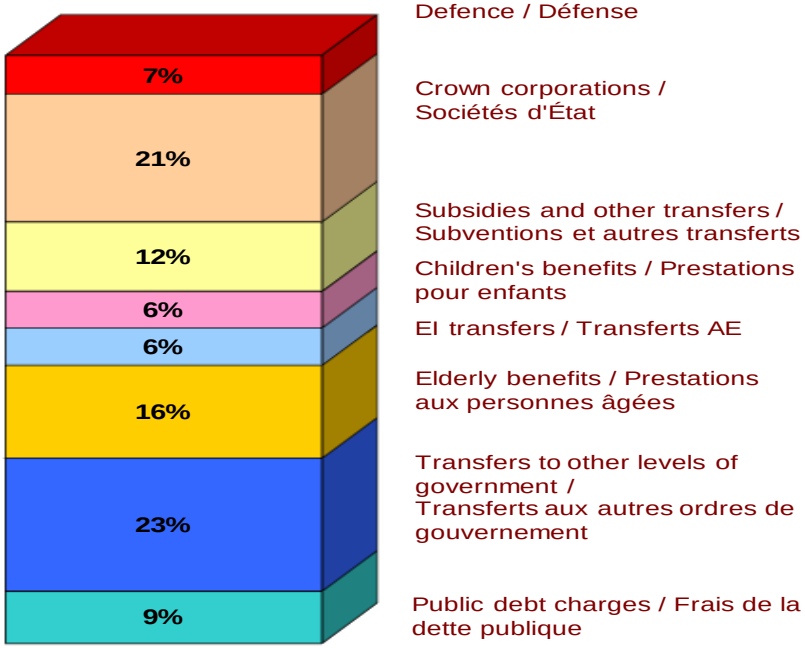
2015-16 ESTIMATED SURPLUS $1.4 BILLION / 2015-2016 EXCÉDENT ESTIMÉ DE 1,4 MILLIARDS DE $

$290.3 BILLION* / 290,3 MILLIARDS DE $*



REVENUES / RECETTES

$288.9 BILLION* / 288,9 MILLIARDS DE $*



PROGRAM EXPENDITURES PLUS DEBT CHARGES / DÉPENSES DE PROGRAMMES ET FRAIS DE LA DETTE

SOURCE: BUDGET 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

* ESTIMATE / ESTIMATION

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND FEDERAL DEBT (ACCUMULATED DEFICIT) IN $ BILLIONS

The $5.8B budgetary deficit in FY 2008-09 ended a streak of eleven surpluses from FY 1997-98 to FY 2007-08. The FY 2009-10 deficit of $55.6B, driven by stimulus spending, was the largest annual budgetary deficit in Canadian history. The deficit has declined since then as the Government pursues its objective to balance the books by FY 2015-16. According to Budget 2015, a surplus of $1.4B is projected for FY 2015-16.

The recession and subsequent budgetary deficit has had a significant impact on the federal debt. Prior to the economic recession, the federal debt had been reduced from $539.9B in FY 1999-00, to $457.6B in FY 2007-08 as a result of the eleven consecutive surpluses. According to Budget Plan 2015, however, it is expected to rise to $617.0B by the end of FY 2015-16. As a reference, the previous all-time high for the federal debt ($562.9B) was recorded in FY 1996-97, immediately prior to the eleven straight years of budgetary surpluses.

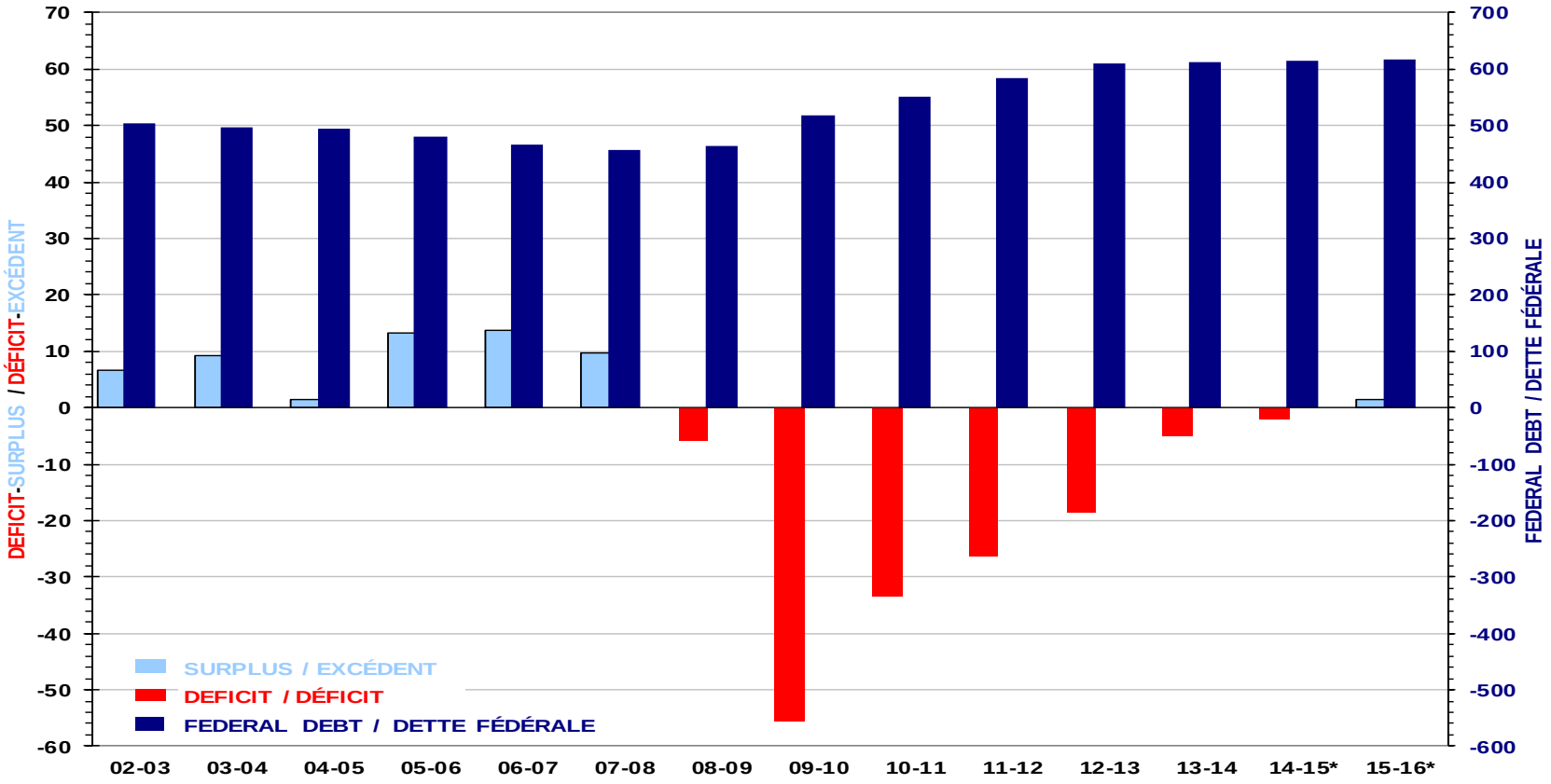
TENDANCE DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE FÉDÉRALE (DÉFICIT ACCUMULÉ) EN MILLIARDS DE $

Le déficit budgétaire de 5,8 G$ pour l'AF 2008-2009 a mis fin à une série de onze excédents budgétaires consécutifs de l'AF 1997-1998 à l'AF 2007-2008. Le déficit de 55,6 G$ pour l'AF 2009-2010 dû aux dépenses reliées aux mesures de stimulation économique a été le plus important de l'histoire du Canada. Le déficit a diminué depuis, alors que le gouvernement continue de poursuivre son objectif d'équilibrer les comptes pour l'AF 2015-2016. Selon la mise à jour des projections économiques et budgétaires de 2015, l'excédent sera de 1,4 G$ pour l'AF 2015-2016.

La récession et le déficit budgétaire subséquent ont eu un impact important sur la dette fédérale. Avant la récession économique, la dette fédérale avait été réduite de 539,9 G$ pour l'AF 1999-2000 à 457,6 G$ pour l'AF 2007-2008, suite aux onze excédents consécutifs. Selon la mise à jour des projections économiques et budgétaires de 2015 cependant, la dette publique augmenterait à 617,0 G$ d'ici la fin de l'AF 2015-2016. À titre de référence, le précédent record de la dette fédérale (562,9 G$) a été enregistré au cours de l'AF 1996-1997, juste avant les onze années consécutives d'excédents budgétaires.

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND FEDERAL DEBT (ACCUMULATED DEFICIT) / TENDANCE DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE FÉDÉRALE (DÉFICIT ACCUMULÉ)

$ BILLIONS / MILLIARDS DE $



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014) AND BUDGET PLAN 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014) ET BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND FEDERAL DEBT (ACCUMULATED DEFICIT) AS PERCENTAGE OF GDP

Since FY 1996-97 the federal debt has decreased steadily from $562.9B to $457.6B in FY 2007-08. According to Budget Plan 2015, it is expected to increase to $617.0B in FY 2015-16. This chart portrays the size of Canada's federal debt and annual deficits/surpluses in relation to the economy, as measured by the Gross Domestic Product (GDP). The federal debt as a percentage of GDP peaked at 68.4% in FY 1995-96 before decreasing to 28.5% in FY 2008-09. In FY 2015-16 the debt is projected to be 30.4% of GDP.

From FY 1997-1998 to FY 2007-08, the Federal Government reported surpluses that varied between 0.1% and 1.8% of GDP. The historic-high deficit in FY 2009-10 was 3.5% of GDP. The FY 2015-16 surplus is expected to be 0.1% of GDP.

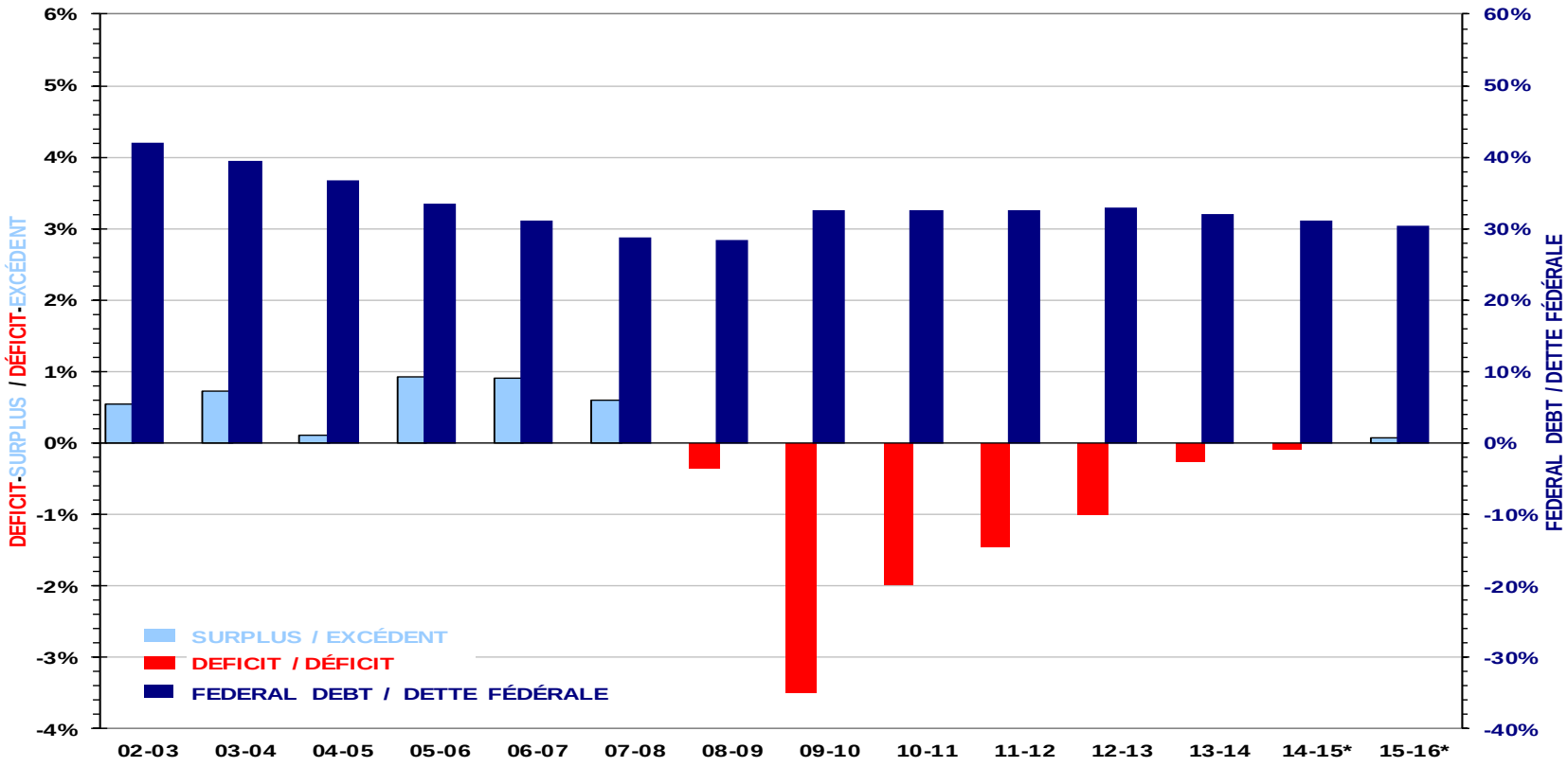
TENDANCE DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE FÉDÉRALE (DÉFICIT ACCUMULÉ) EN POURCENTAGE DU PIB

Depuis l'AF 1996-1997, la dette fédérale a progressivement diminué de 562,9 G$ à 457,6 G$ pour l'AF 2007-2008. Selon la mise à jour des projections économiques et budgétaires de 2015, elle s'établira à 617,0 G$ pour l'AF 2015-2016. Ce graphique illustre l'importance de la dette fédérale et des déficits/excédents annuels par rapport à l'économie, telle que mesurée par le produit intérieur brut (PIB). En pourcentage du PIB, la dette fédérale a atteint un sommet de 68,4 % pour l'AF 1995-1996, avant de baisser à 28,5 % pour l'AF 2008-2009. On estime qu'elle augmentera à 30,4 % du PIB durant l'AF 2015-2016.

De l'AF 1997-1998 à l'AF 2007-2008, le gouvernement fédéral a affiché des excédents budgétaires variant entre 0,1 % et 1,8 % du PIB. Le déficit historique le plus élevé enregistré au cours de l'AF 2009-2010 était de 3,5 % du PIB. On prévoit que l'excédent sera 0,1 % du PIB pour l'AF 2015-2016.

TREND IN ANNUAL FEDERAL DEFICIT AND FEDERAL DEBT (ACCUMULATED DEFICIT) / TENDANCE DU DÉFICIT ANNUEL ET DE LA DETTE FÉDÉRALE (DÉFICIT ACCUMULÉ)

% OF GDP / % DU PIB



SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014) AND BUDGET 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014) ET BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

* ESTIMATE / ESTIMATION

TREND IN GOVERNMENT SPENDING BY LEVEL OF GOVERNMENT AS PERCENTAGE OF GDP

Under Canada's multi-tiered government system, expenditures are undertaken at different levels. At each level the funds spent are raised directly through taxation or borrowing. However, provincial governments also receive transfer payments from the federal government. The expenditures as a percentage of GDP, as shown here, are after adjustment for transfers. Thus, the Federal spending amount shown here as a percentage of GDP is actually lower than the amount of total Federal spending when presented in isolation. The same logic applies to the provincial and local governments regarding these adjustments.

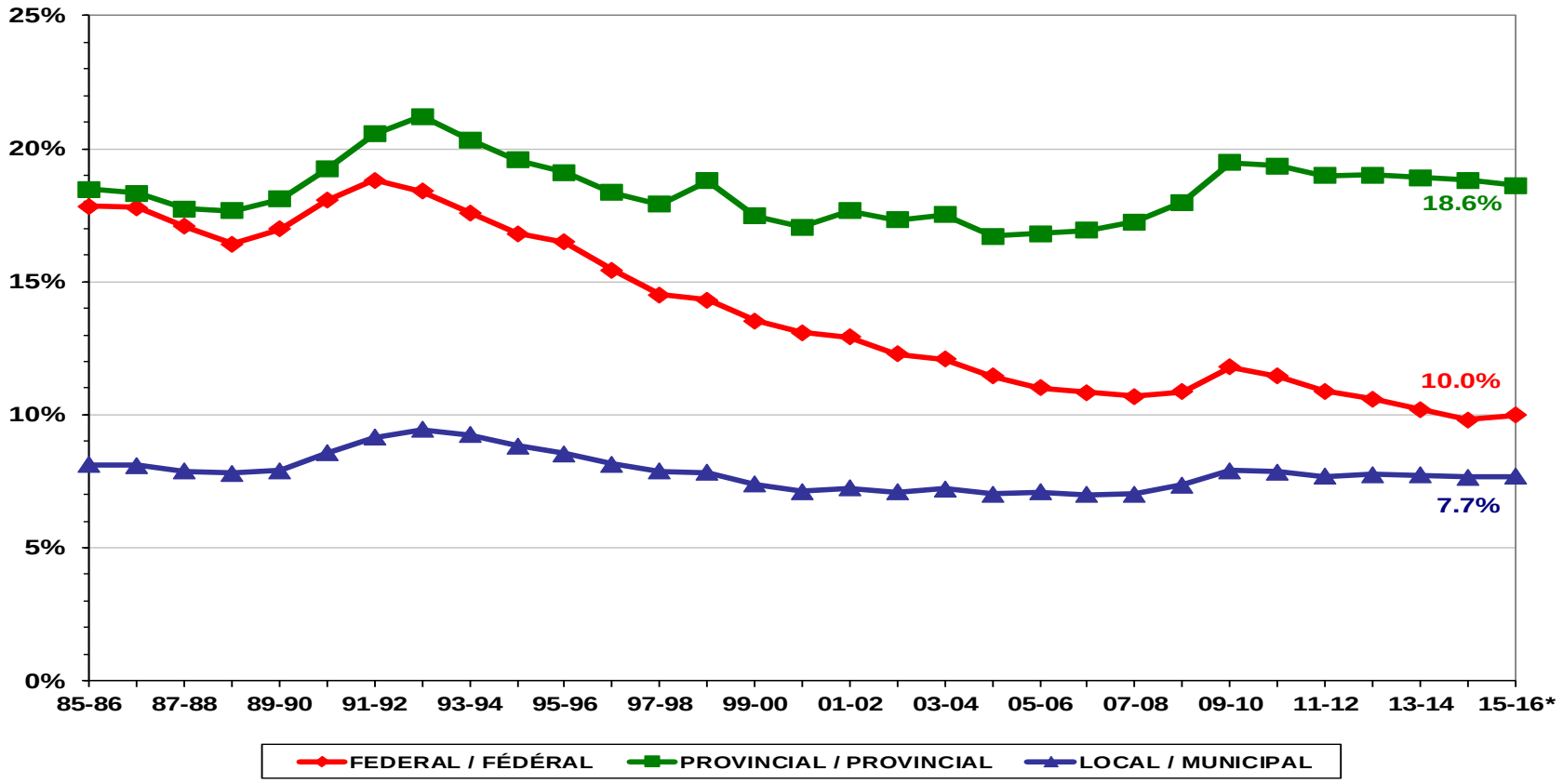
Federal spending fluctuated between 16.4% and 18.8% of GDP between FY 1984-85 and FY 1992-93. Since then, it has gradually decreased to 9.8% in FY 2014-15. It is expected to be 10.0% in FY 2015-16. Provincial spending has displayed similar fluctuations, increasing from 18.0% of GDP in FY 1984-85, to a peak of 21.2% in FY 1992-93. Some of that increase was attributable to the costs of public health care introduced during the 1960s. Since then, it has remained between 16.7% and 19.6%. It is expected to be 18.6% in FY 2015-16. Local government spending has remained relatively steady between 7% and 9% of GDP since FY 1984-85. It is expected to be 7.7% in FY 2015-16.

TENDANCE DES DÉPENSES DES DIFFÉRENTS ORDRES DU GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PIB

Avec le système canadien de paliers multiples de gouvernance, les dépenses sont entreprises à différents niveaux. À chaque niveau, des fonds dépensés proviennent directement des impôts ou des emprunts. Cependant, les gouvernements provinciaux reçoivent aussi des paiements de transfert du gouvernement fédéral. Comme illustrées ici, les dépenses calculées en pourcentage du PIB sont ajustées en tenant compte des transferts. Ainsi, le montant des dépenses fédérales indiqué ici en pourcentage du PIB est moins élevé que celui des dépenses totales fédérales lorsque présentées séparément. Le même raisonnement s'applique aux ajustements des gouvernements provinciaux et des administrations municipales.

Les dépenses fédérales ont fluctué entre 16,4 % et 18,8 % du PIB entre l'AF 1984-1985 et l'AF1992-1993. Depuis lors, elles ont progressivement diminué à 9,8 % au cours de l'AF 2014-2015. Il est projeté qu'elles se situeront à 10,0 % pour l'AF 2015-2016. Les dépenses provinciales ont affiché des fluctuations similaires, de 18,0 % du PIB durant l'AF 1984-1985 à un sommet de 21,2 % durant l'AF 1992-1993. Une partie de cette augmentation s'explique par les coûts des soins de santé publics introduits durant les années 60. Depuis lors, elles sont restées entre 16,7 % et 19,6 %. On prévoit qu'elles seront de 18,6 % pour l'AF 2015-2016. Les dépenses des municipalités sont demeurées relativement stables, entre 7 % et 9 % du PIB depuis l'AF 1984-1985. On prévoit qu'elles seront de 7,7 % pour l'AF 2015-2016.

TREND IN GOVERNMENT SPENDING BY LEVEL OF GOVERNMENT AS PERCENTAGE OF GDP / ÉVOLUTION DES DÉPENSES DES DIFFÉRENTS ORDRES DU GOUVERNEMENT EN POURCENTAGE DU PIB



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: STATISTICS CANADA AND THE CONFERENCE BOARD OF CANADA
SOURCE: STATISTIQUE CANADA ET LE CONFERENCE BOARD DU CANADA

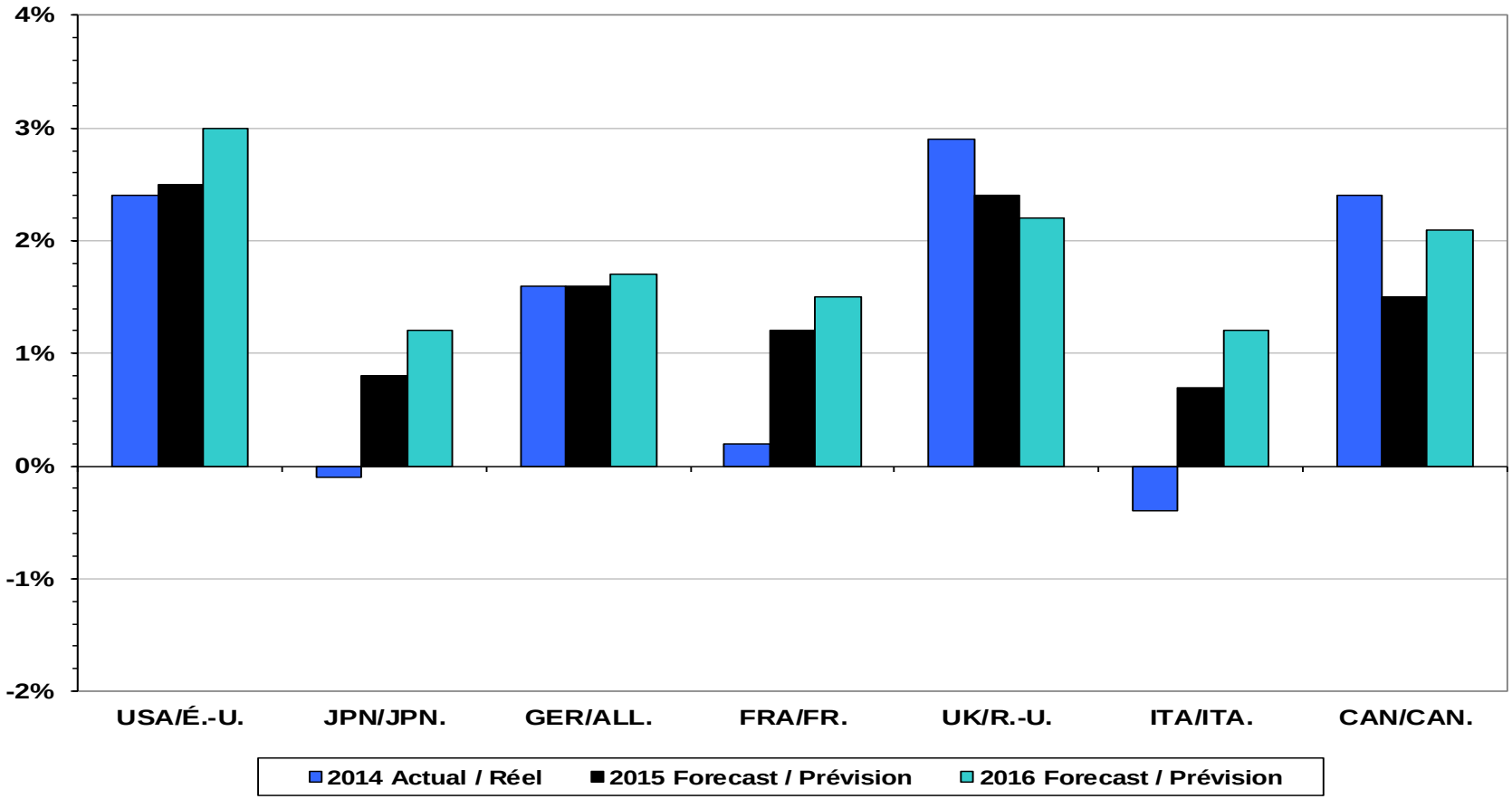
G-7 COUNTRIES REAL GDP GROWTH

CROISSANCE DU PIB RÉEL – PAYS DU G-7

Canada was among G-7 leaders in economic growth before the global recession and experienced the least economic contraction during the recession. According to the International Monetary Fund (IMF), the Canadian economy is expected to record the fourth-highest real GDP growth in 2015 and the third-highest in 2016 among G-7 countries. The growth for 2015 was revised down from previous projections to reflect the impact of lower oil prices on the Canadian economy.

Le Canada était parmi les meneurs des pays du G-7 en ce qui concerne la croissance économique avant la crise économique et a connu une contraction économique moindre durant celle-ci. Selon le Fond monétaire international (FMI), l'économie canadienne afficherait le deuxième niveau de croissance réelle du PIB le plus élevé parmi les pays du G-7 en 2015 et le troisième en 2016. La prévision de croissance économique de 2015 fut révisée à la baisse suite à la diminution du prix du pétrole et de son impact sur l'économie canadienne.

G-7 COUNTRIES REAL GDP GROWTH / CROISSANCE DU PIB RÉEL – PAYS DU G-7



SOURCE: WORLD ECONOMIC OUTLOOK, IMF (JULY 2015)
SOURCE: PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, FMI (JUILLET 2015)

G-7 COUNTRIES – FISCAL BALANCE

From 1997 to 2007 Canada was in a surplus position. Canada is the only G-7 country to have recorded eleven consecutive surpluses since 1960, the first year for which comparable international fiscal statistics are available.

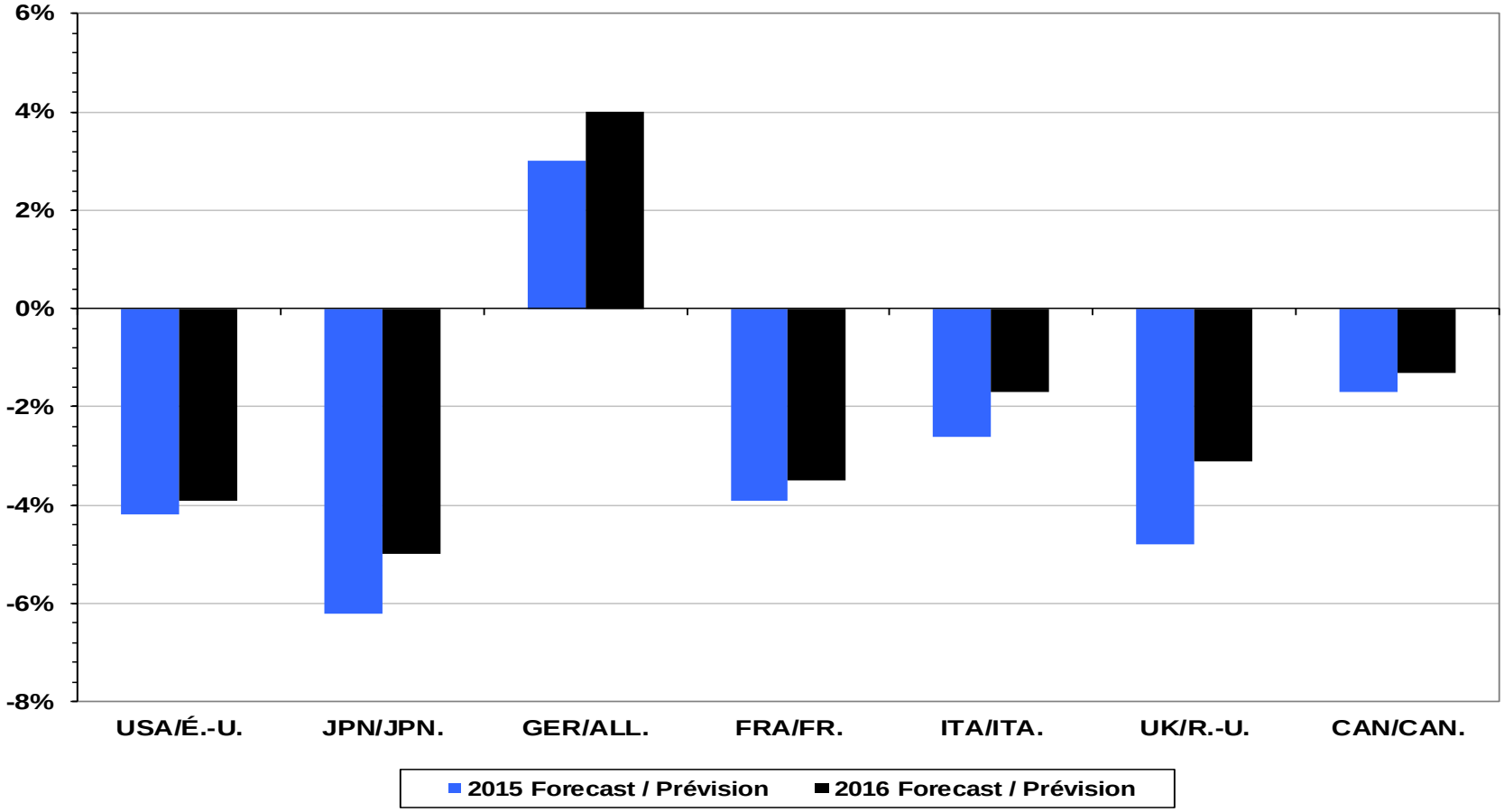
According to the International Monetary Fund (IMF), it is expected that Canada will have the second-lowest fiscal deficit, as a percentage of GDP among G-7 members in both 2015 and 2016.

PAYS DU G-7 – SOLDE BUDGÉTAIRE

De 1997 à 2007, le Canada était en position d'excédent budgétaire. Le Canada est le seul pays du G-7 à avoir enregistré onze années consécutives d'excédents depuis 1960, la première année pour laquelle des statistiques financières internationales comparables sont disponibles.

Selon le Fond monétaire international (FMI), il est prévu que le Canada enregistre le deuxième plus faible déficit budgétaire en pourcentage du PIB parmi les membres de G-7 en 2015 et en 2016.

G-7 COUNTRIES – FISCAL BALANCE AS PERCENTAGE OF GDP / PAYS DU G-7 – SOLDE BUDGÉTAIRE EN POURCENTAGE DU PIB



Note: The fiscal balance-to-GDP figure for Canada may differ from the information provided on page 15 due to differences in sources of data.
Nota :Les chiffres de l'équilibre budgétaire en proportion du PIB pourraient être différents de ceux apparaissant à la page 15 en raison des références non identiques.

SOURCE: WORLD ECONOMIC OUTLOOK, IMF (APRIL 2015)
SOURCE: PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE, FMI (AVRIL 2015)

REAL GDP GROWTH BY MAJOR COMPONENT

The size of the Canadian economy, in constant terms as measured by GDP, has doubled from 1985 to 2015. The major components of GDP, consumption, investment and government spending, have increased at differing rates. Consumption grew at an average annual rate of 2.8%, government spending at 1.9%, and investment at 3.1%.

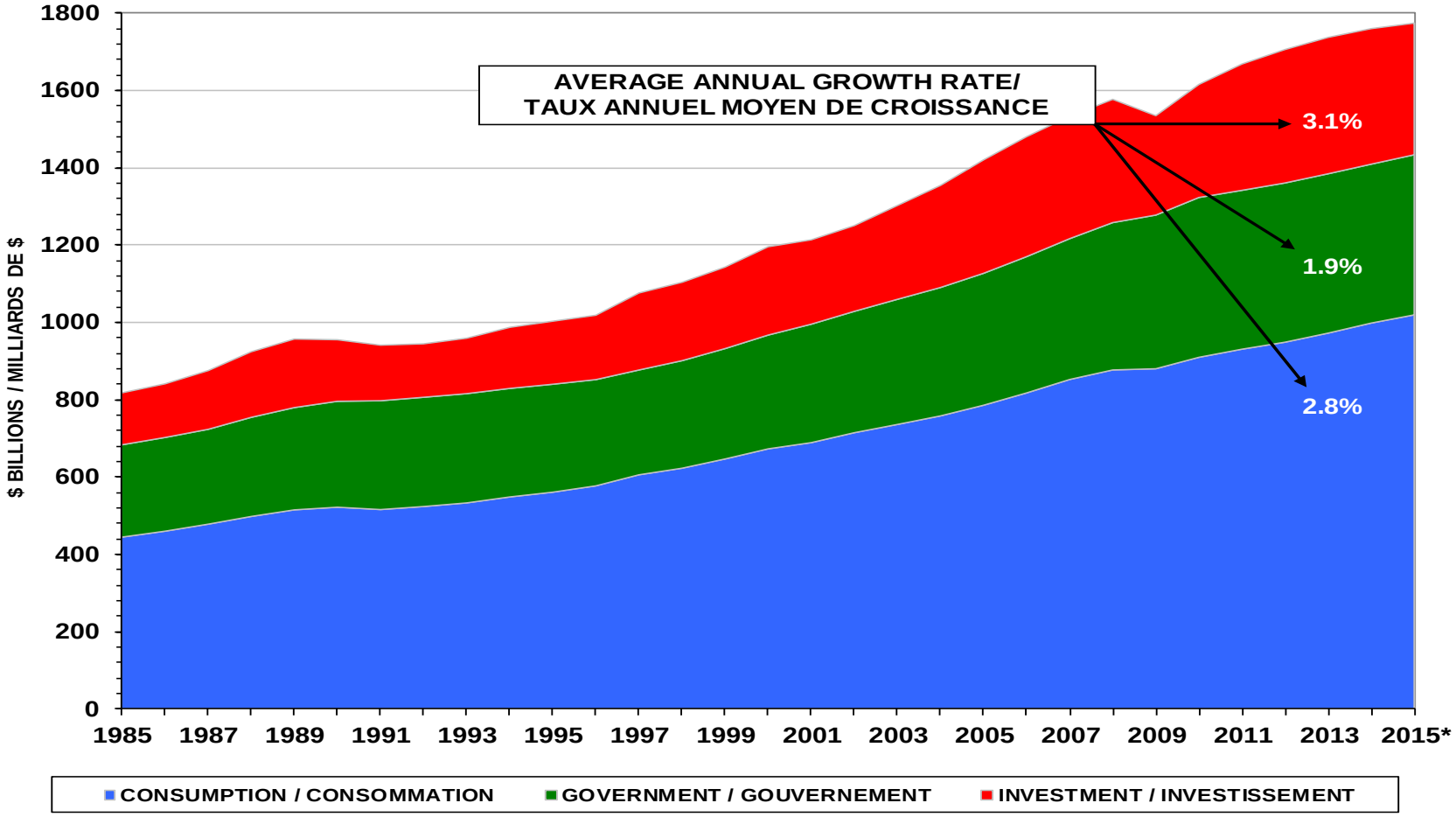
Growth trends over the recent past reflect the ongoing economic recovery from the financial crisis. After increasing by just 0.4% in 2009, consumption growth has averaged 2.6% per year from 2010 to 2014 and is projected to increase by 2.1% in 2015. Investment growth has averaged 6.5% over the same period after declining by 19.3% in 2009. However, it is projected to decline by 2.9% in 2015 due to the decline in oil price. Growth in government spending, meanwhile, has averaged -0.1% from 2011 to 2014 as the Federal Government shifted its focus from fiscal stimulus to spending control. The Government plans to balance the budget by FY 2015-16.

CROISSANCE RÉELLE DU PIB PAR COMPOSANTE MAJEURE

La taille de l'économie canadienne en termes réels telle que mesurée en PIB a doublé de 1985 à 2015. Les principales composantes du PIB, les dépenses de consommation, d'investissement et des gouvernements, ont toutes augmenté, à des taux différents. La consommation a progressé à un taux annuel moyen de 2,8 %, les dépenses gouvernementales de 1,9 %, et les dépenses d'investissement de 3,1 %.

Les récentes tendances de croissance reflètent la reprise économique en cours après la récession. Après une croissance faible de 0,4 % en 2009, la croissance annuelle de la consommation était de 2,3 % au cours de la période 2012-14 ; la projection est une croissance de 2,5%. La croissance annuelle de l'investissement était de 3,2 % au cours de la même période, après avoir reculé de 19,3% en 2009 ; la projection pour 2015 est une décroissance de 2,9% causée par la chute du prix du pétrole. Au cours de la période 2011-14, les dépenses gouvernementales ont diminué de 0,1% puisque l'attention du gouvernement fédéral s'est déplacé de stimulant budgétaire vers le contrôle des dépenses. Le gouvernement prévoit équilibrer le budget pendant l'AF 2015-2016.

REAL GDP GROWTH BY MAJOR COMPONENT / CROISSANCE DU PIB PAR COMPOSANTE MAJEURE



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: STATISTICS CANADA AND BUDGET 2015 (APRIL 2015)
SOURCE: STATISTIQUE CANADA ET BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015)

PROVINCIAL GDP PER CAPITA RELATIVE TO NATIONAL AVERAGE

Per capita GDP varies widely across the country. In 2013, the ratio of “Provincial GDP per capita-to-National average” varied from 74% in Prince Edward Island to 157% in Alberta. The dispersion of wealth has widened slightly in the last 10 years. In 2003, the per capita GDP in Alberta was 1.95 times higher than in PEI. That ratio was 2.13 in 2013.

Newfoundland and Labrador and Saskatchewan recorded the largest growth over the last 10 years while Ontario and Quebec exhibited the most significant decline.

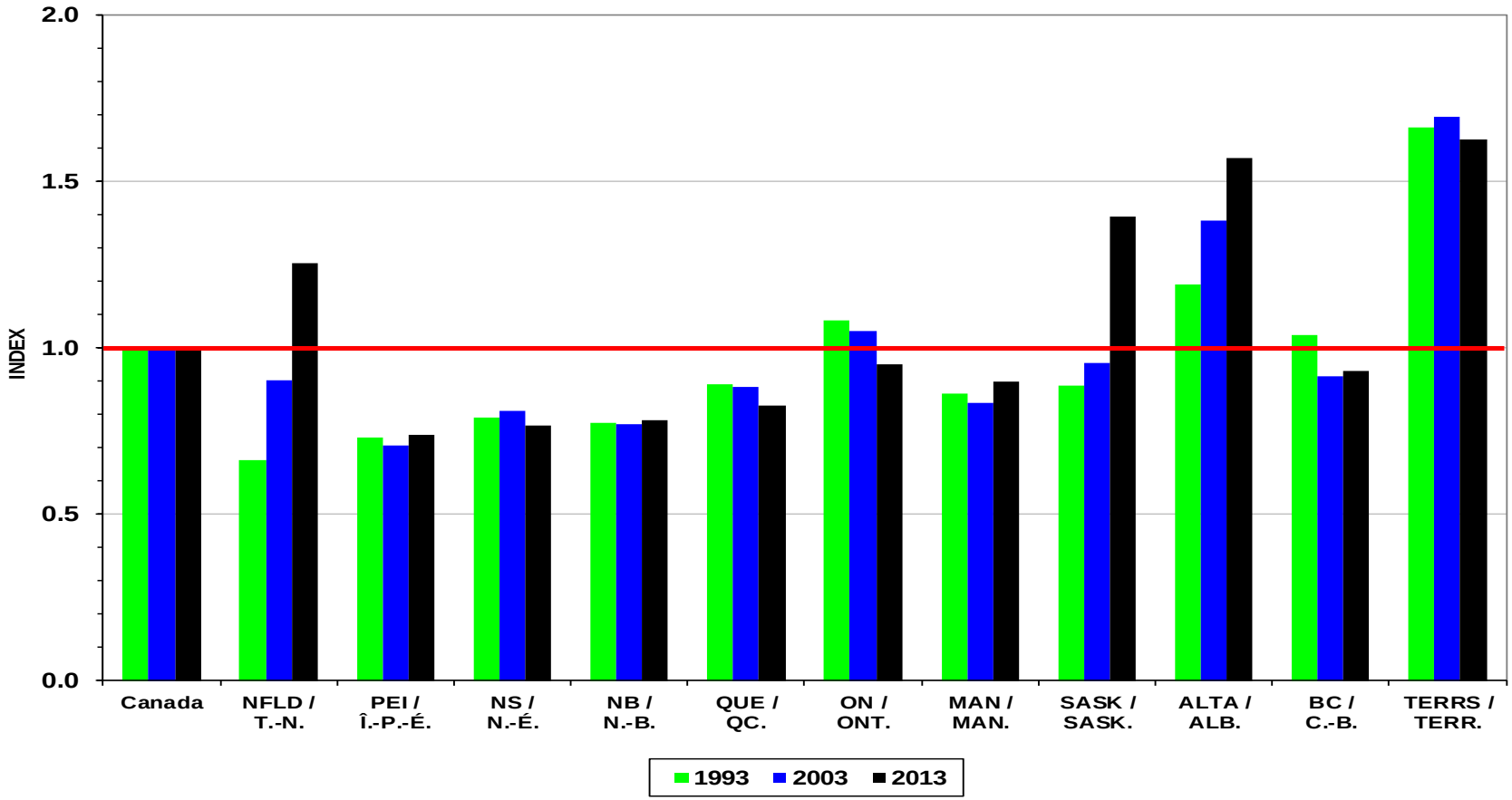
PIB PROVINCIAL PAR HABITANT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

Le PIB par habitant varie largement à travers le pays. En 2013, le rapport «PIB provincial par habitant/ moyenne nationale» variait de 74 % à l’Île-du-Prince-Édouard à 157 % en Alberta. La distribution des richesses s’est élargie légèrement au cours des 10 dernières années. En 2003, le PIB par habitant en Alberta était 1,95 fois plus élevé que celui de l’IPE. Cette proportion est passée à 2,13 fois en 2012.

Terre-Neuve et Labrador et Saskatchewan ont aussi enregistré la plus large croissance au cours des 10 dernières années alors que l’Ontario et le Québec sont les deux seules provinces à montrer des signes de baisse.

PROVINCIAL GDP PER CAPITA RELATIVE TO NATIONAL AVERAGE / PIB PROVINCIAL PAR HABITANT PAR RAPPORT À LA MOYENNE NATIONALE

(CANADIAN AVERAGE / MOYENNE CANADIENNE = 1)



SOURCE: STATISTICS CANADA
SOURCE: STATISTIQUE CANADA

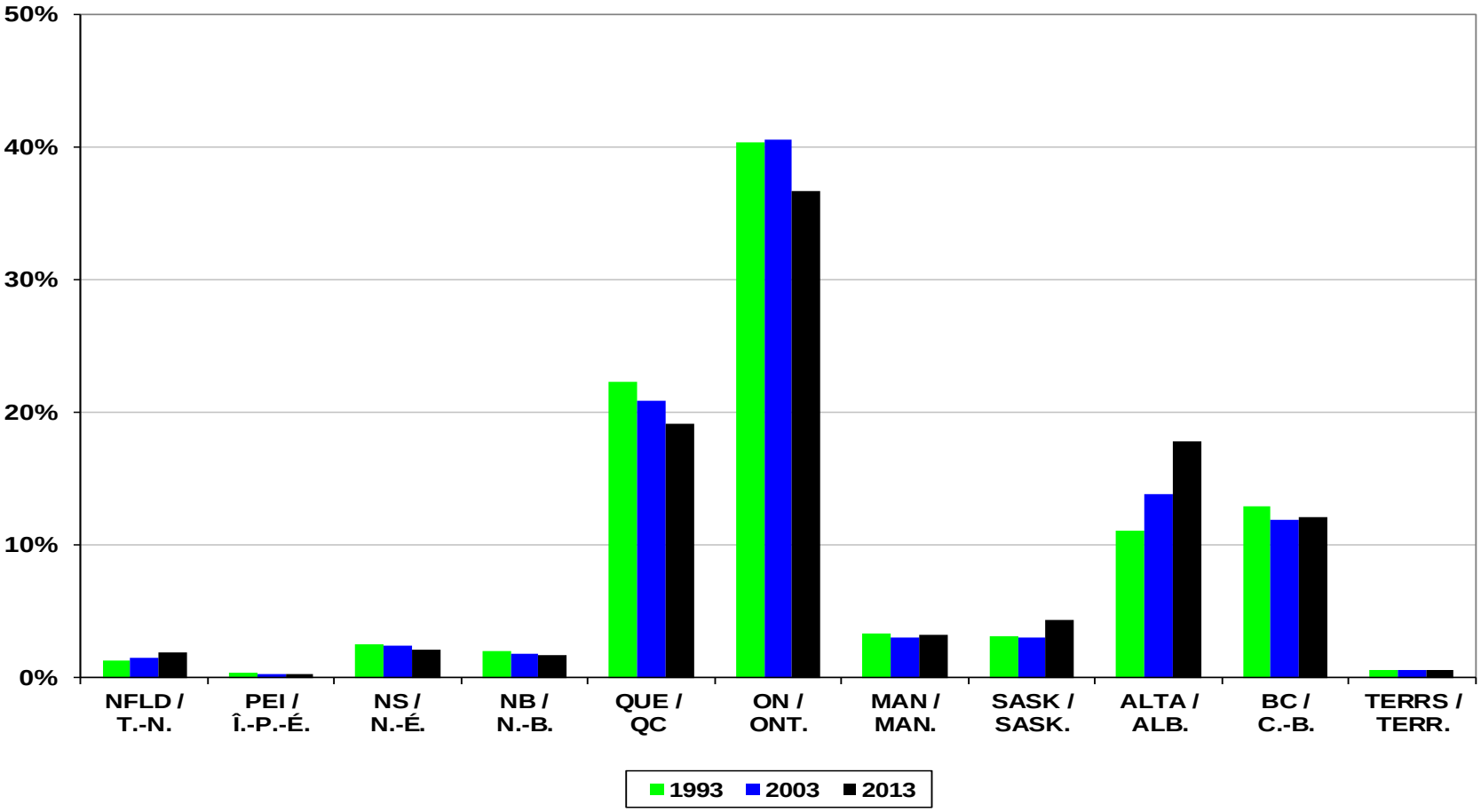
PROVINCIAL GDP SHARES

The provincial shares of Canada's GDP are a good indicator of the existing wide variation in economic strength amongst the Canadian provinces. With the exception of Newfoundland and Labrador, the Atlantic region's share has declined over the past 20 years. Likewise, Quebec's and Ontario's shares have also declined. Newfoundland and Labrador, Alberta, Saskatchewan, and British Columbia recorded gains in their respective shares over the same period. Despite the decline, Ontario (36.7%) and Quebec (19.2%) retained the largest shares in 2013, combining to form 55.9% of the national economy. Alberta's share, however, has grown considerably over the past 10 years. In 2003, Quebec outpaced Alberta 20.9% to 13.9%, but by 2013, that difference had shrunk to 19.2% to 17.9%.

PART DU PIB PAR PROVINCE

L'apport des provinces au PIB du Canada est un bon indicateur de l'existence d'une large variation de la force économique parmi les provinces canadiennes. À l'exception de Terre Neuve et Labrador, la part des provinces de l'Atlantique a baissé au cours des 20 dernières années. Les parts du Québec et de l'Ontario ont aussi baissé. Terre Neuve et Labrador, l'Alberta, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont enregistré des gains quant à leurs parts respectives au cours de la même période. Malgré cette baisse, l'Ontario (36,7 %) et le Québec (19,2 %) ont conservé les plus grandes parts en 2012 pour un total de 55,9 % de l'économie nationale. La part de l'Alberta, cependant, a considérablement augmenté au cours des 10 dernières années. En 2003, le Québec dépassait l'Alberta à 20,9 % contre 13,9 %, mais en 2013 l'écart s'est rétréci à 19,2 % contre 17,9 %.

PROVINCIAL GDP SHARES /
PART DU PIB PAR PROVINCE



SOURCE: STATISTICS CANADA
SOURCE: STATISTIQUE CANADA

GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP) IN PERSPECTIVE

This chart portrays the relative size of total GDP, government debts, Federal Government spending and Defence spending.

GDP, is the value of all goods and services produced in the Canadian economy, is estimated at $2,032.5B for FY 2015-16 for Canada. The forecasted total government debt includes $687.4B of federal debt and $537.1B of provincial debt. The estimated Federal Government FY 2015-16 spending figure of approximately $288.9B includes program spending for major transfers to persons, major transfers to other levels of government, direct program spending, Crown Corporations, Defence, and Public Debt charges. Defence spending, totaling approximately $18.9B, is expected to be 0.9% of GDP in FY 2015-16.

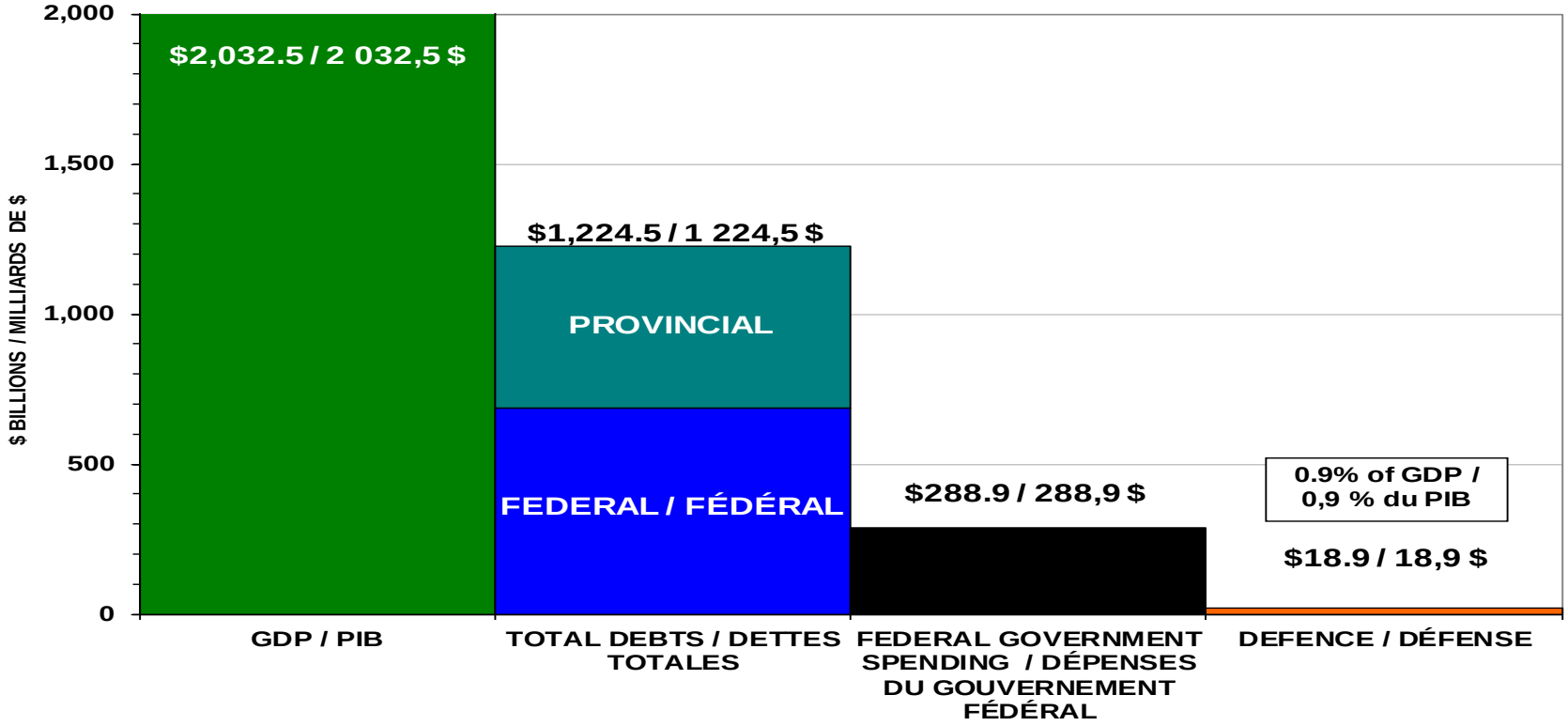
PERSPECTIVE SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Ce graphique indique l'importance relative du PIB, de la dette gouvernementale, des dépenses du gouvernement fédéral et des dépenses pour la défense.

Le PIB, la valeur de tous les biens et services produits dans l’économie d’un pays est estimé à 2 032,5 G$ pour l'AF 2015-2016 pour le Canada. La dette gouvernementale totale prévue comprend la dette fédérale de 687,4 G$ et la dette provinciale de 537,1 G$. Le montant estimatif d'environ 288,9 G$ des dépenses du gouvernement fédéral pour l'AF 2015-2016 comprennent les dépenses de programmes pour les principaux transferts aux particuliers, les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement, les dépenses directes des programmes, les paiements aux sociétés d’État, la défense, et le fardeau de la dette publique. On prévoit que les dépenses de défense d'environ 18,9 G$ atteindront 0,9 % du PIB pour l'AF 2015-2016.

GROSS DOMESTIC PRODUCT (GDP) IN PERSPECTIVE / PERSPECTIVE SUR LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

2015-16 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015-2016
$ BILLIONS / MILLIARDS DE $



SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014), BUDGET 2015 (APRIL 2015), AND 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014), BUDGET DE 2015 (AVRIL 2015), ET BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES 2015-2016

DND SHARE OF FEDERAL EXPENDITURES BY OBJECT

The figures from Government of Canada Main and Supplementary Estimates show planned expenditures by object. The term object identifies the nature of the items on which expenditures are made, starting with *standard objects* reported to Parliament (as portrayed here), further subdivided into *reporting objects*, and *departmental objects* (General Ledger Accounts).

Personnel expenditures are clearly the predominant expenditure item for the Department of National Defence as well as the other departments, accounting for close to one-half of the planned total. Defence expenditures represent a large share of total federal government expenditures in most objects, particularly in “Machinery and Equipment”.

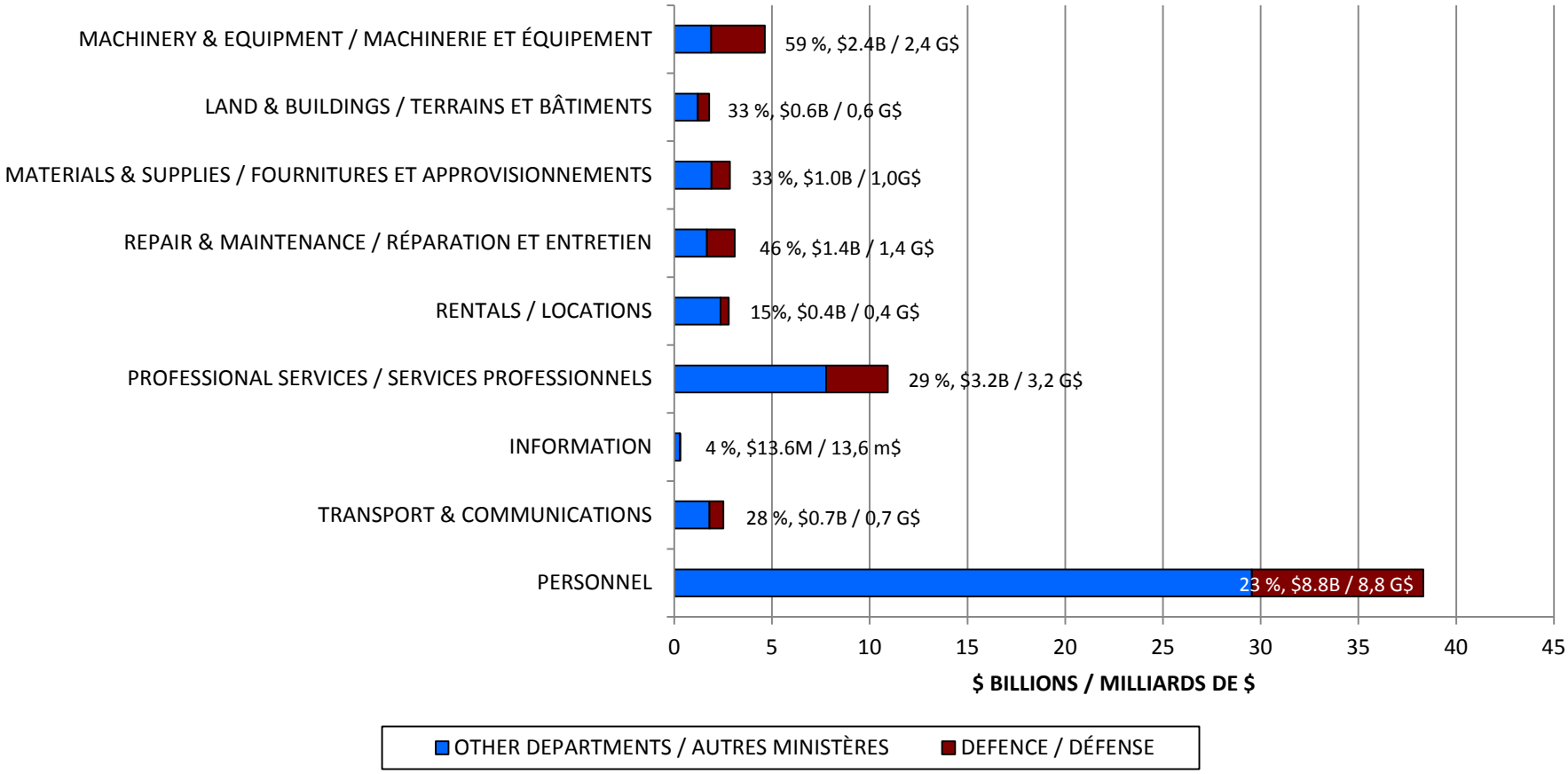
PART DU MDN DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR ARTICLE

Les chiffres des Budgets principal et supplémentaire du Gouvernement du Canada présentent des dépenses prévues par article. Le mot «article» désigne l'objet sur lequel portent les dépenses, commençant avec des articles courants devant faire l'objet d'un rapport au Parlement (tel qu’illustré ici), subdivisées ensuite en *«articles de rapport»* et *«articles d'exécution»* (comptes du grand livre général).

Les dépenses du personnel sont nettement prédominantes pour le Ministère de la Défense nationale aussi bien que pour les autres ministères, soit près de la moitié du total prévu. Les dépenses pour la Défense représentent une part importante du total des dépenses du gouvernement fédéral pour la plupart des articles, particulièrement pour la « machinerie et l'équipement ».

DND SHARE OF FEDERAL EXPENDITURES BY OBJECT / PART DU MDN DES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR ARTICLE

2015-16 ESTIMATES / ESTIMATION DE 2015-2016



SOURCE: 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES DE 2015-2016

CAF MILITARY INSTALLATIONS

This chart displays the various Canadian Armed Forces (CAF) installations in Canada. CAF presence is further extended by over 300 Reserve units, over 125 Canadian Ranger patrols and over 1,100 Cadets units and Junior Ranger patrols. The importance of these units can be viewed as a “Link” or “Bridge” between the CAF and the community at large. In total, the CAF has a presence in every province and territory, and in more than 3,000 communities across the country.

INSTALLATIONS MILITAIRES DES FAC

Ce graphique affiche les diverses installations militaires des Forces armées canadiennes (FAC) au Canada. À cela s'ajoutent plus de 300 unités de la Réserve, plus de 125 patrouilles de Rangers canadiens et plus de 1 100 unités de cadets et patrouilles de Junior Rangers. Ces unités sont importantes, car elles servent de «lien» ou de «pont» entre les FAC et la collectivité dans l’ensemble. Au total, les FAC sont présentes dans chaque province et territoire et dans plus de 3 000 collectivités à travers le pays.

CAF MILITARY INSTALLATIONS / INSTALLATIONS MILITAIRES DES FAC

SOURCE: DIRECTOR GENERAL REAL PROPERTY
SOURCE: DIRECTEUR GÈNÈRAL BIENS IMMOBILIERS

DND's Military (Regular and Reserve Force) and Civilian personnel distribution in Canada, while heavily concentrated in Ontario and Quebec, is quite comparable to that of the Canadian population.

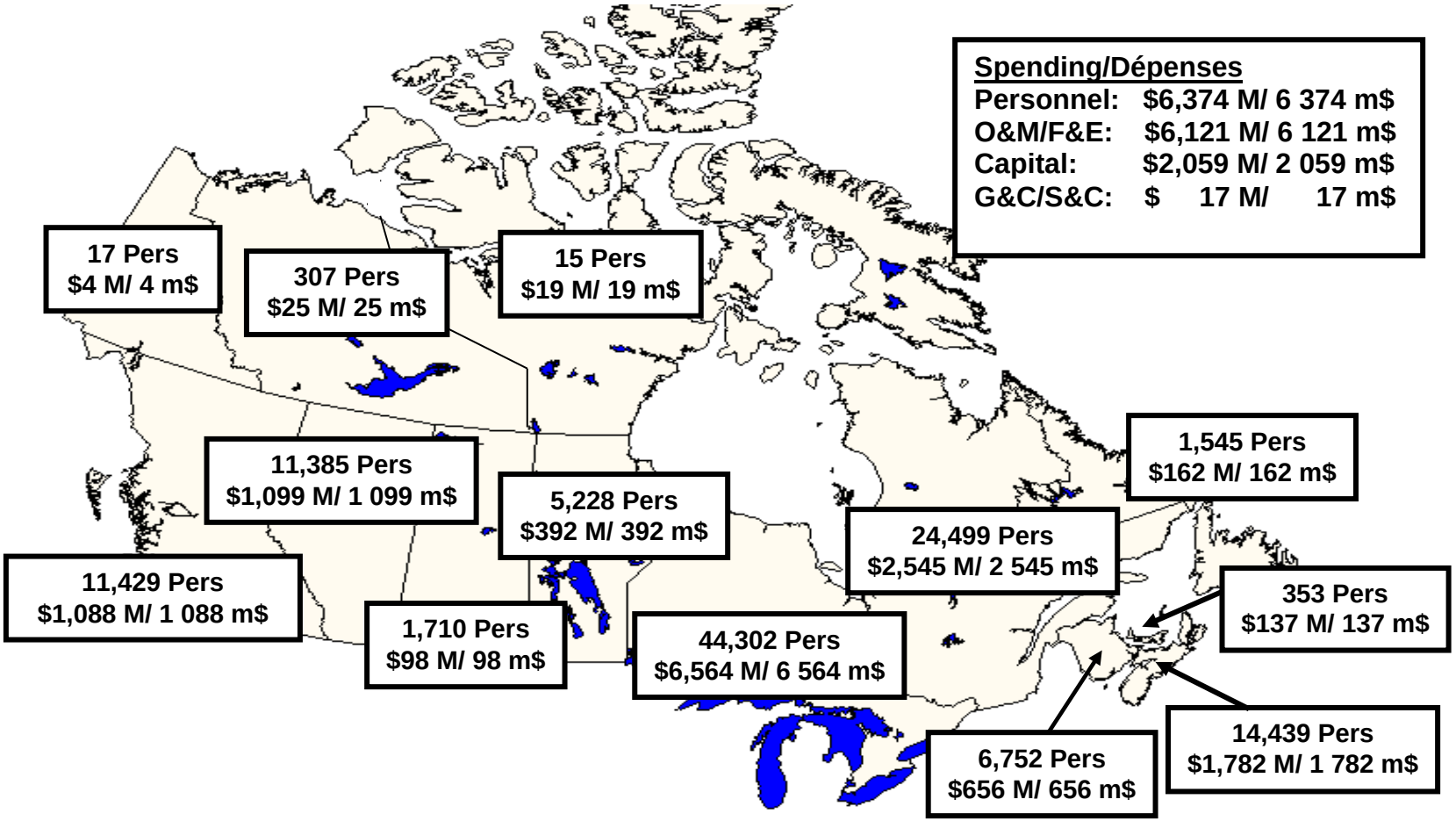
The dollar amounts in each of the boxes on this chart represent DND Personnel, Operations and Maintenance, and Capital spending by provinces and territories in FY 2013-14. The dispersion of the expenditures is not directly comparable to that of the population. This can be explained by the fact that CAF Capital expenditures, which vary by project and by location, can be more concentrated in some provinces than others. Therefore, more spending would be tied to the province where the equipment/building construction has occurred. Also, the number of facilities (Headquarters, Bases/Stations, Reserve and Cadet units) located in certain provinces is greater than others due to military requirements; therefore, expenditures in all provinces will vary accordingly.

La répartition du personnel militaire (Force régulière et Réserve) et civil du MDN au Canada, quoique fortement concentrée en Ontario et au Québec, est comparable à celle de la population canadienne.

Les montants en dollars dans chacune des cases du graphique représentent les frais de personnel, de fonctionnement et d'entretien du MDN, ainsi que ses dépenses en capital, par province et par territoire pour l'AF 2013-2014. La distribution des dépenses n'est pas directement comparable à celle de la population. Cela peut s'expliquer par le fait que les dépenses en capital des FAC, qui varient selon le projet et l'endroit, peuvent être plus concentrées dans certaines provinces que dans d'autres. Par conséquent, il y aurait plus de dépenses dans la province où l'équipement est acheté et où les bâtiments sont construits. En outre, le nombre d'installations (quartiers généraux, bases/stations, unités de la Réserve et de cadets) situées dans certaines provinces est supérieur à celui d'autres provinces en raison des besoins militaires, et les dépenses varient donc en conséquence.

OUR ECONOMIC PRESENCE / NOTRE PRÉSENCE ÉCONOMIQUE

2013-2014



SOURCE: DND ESTIMATED EXPENDITURES BY ELECTORAL DISTRICT AND PROVINCE FOR FISCAL YEAR 2013-14
SOURCE: ESTIMATION DES DÉPENSES DU MDN PAR CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE ET PAR PROVINCE POUR L'AF 2013-2014

DEFENCE EXPENDITURES HISTORICAL TREND

The trend in Defence spending is shown in this chart, which depicts Defence spending in constant 2015-16 dollars, adjusted with the DND Economic Model. The period of real growth in Defence spending observed in the 1980s was followed by a period of decline from 1990-91 to 1998-99. Since 2000-01, Defence spending has posted real growth. Despite recent declines, today's spending level has a purchasing power slightly superior to the peak level registered in the second half of the 1980s.

Comparing the two trend lines shows that the cuts to Defence spending in the mid-1990s are more severe when depicted in real terms than in nominal terms. By the same rationale, the increase in spending from 2000-01 is less when shown in real terms than nominal terms.

Note: The Economic Model (EM) is an official internal publication produced by DND and is used as a means of measuring the impact of inflation on the purchasing power of DND budget dollars. The requirement for the EM came from the realization that Defence specific inflation differs from the generally used inflation indicators derived from the GDP and consumer price indexes due to the uniqueness of DND consumption basket.

TENDANCE DES DÉPENSES DE LA DÉFENSE

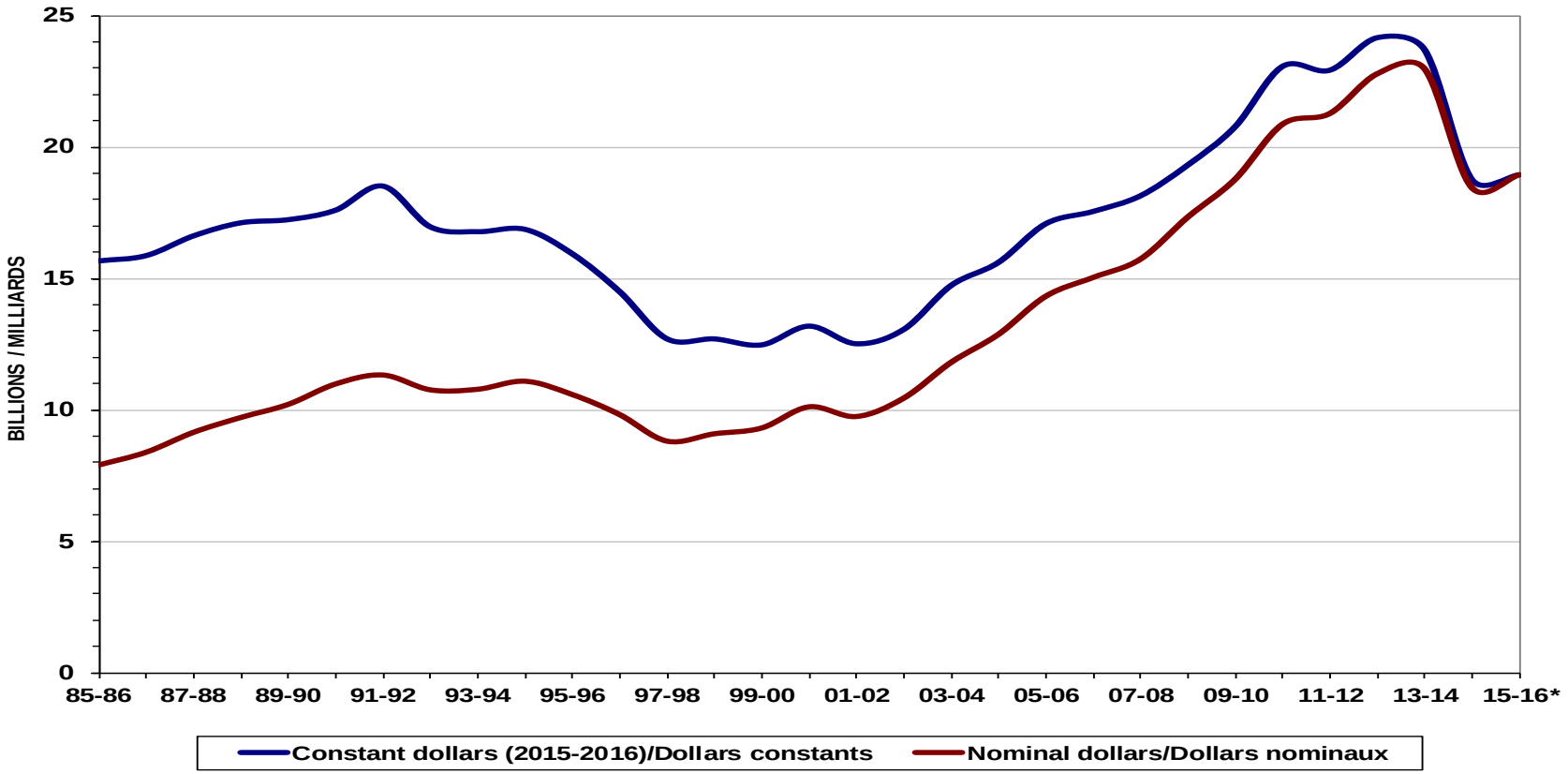
Le graphique suivant illustre la tendance des dépenses de Défense en dollars constants de 2015-2016, indexées suivant le Modèle économique du MDN. La période de croissance réelle des dépenses des années 80 était suivie d'une période de décroissance de 1990-1991 à 1998-1999. Depuis 2000-2001, les dépenses pour la Défense ont affiché une croissance réelle. Malgré des baisses récentes, le niveau de dépenses d'aujourd'hui a un pouvoir d'achat légèrement supérieur à celui du sommet enregistré à la seconde moitié des années 1980.

La comparaison des tendances montre que les réductions de dépenses de défense au milieu des années 1990 sont plus sévères en termes réels qu'en termes nominaux. Par le même raisonnement, l'augmentation des dépenses à partir de 2000-2001 est moindre lorsque indiqué en termes réels que nominaux.

Nota: Le Modèle économique (MÉ) est une publication officielle interne du MDN. Il a été développé dans le but de mesurer les effets de l'inflation sur le pouvoir d'achat du MDN. Le besoin pour le MÉ est né de l'hypothèse que l'inflation spécifique à la défense diffère de celle généralement mesurée à partir des indices de prix du PIB et de la consommation, en raison du panier de consommation unique du MDN.

DEFENCE EXPENDITURES HISTORICAL TREND / TENDANCE DES DÉPENSES DE LA DÉFENSE

2015-16 CONSTANT YEAR DOLLARS / EN DOLLARS CONSTANTS DE 2015-2016



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: FISCAL REFERENCE TABLES (OCTOBER 2014), 2015-16 MAIN ESTIMATES, AND THE DND ECONOMIC MODEL
SOURCE: TABLEAUX DE RÉFÉRENCE FINANCIERS (OCTOBRE 2014), BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES DE 2015-2016 ET LE MODÈLE ÉCONOMIQUE DU MDN

DND ESTIMATES BY PROGRAM ACTIVITY

DND's strategic alignment to the government's priorities is described in the Program Activity Architecture (PAA). The following graph shows departmental resource allocations across the PAA structure.

As indicated in the 2015-16 Main Estimates, DND contributes to the following Government of Canada outcome areas: economic affairs, social affairs, international affairs, and government affairs. For a detailed description of the relationship between the activity programs and strategic outcomes please refer to the aforementioned report.

Note: The FY 2015-16 total estimate of $18.9B on page 40 may differ from the one presented on page 44 due to the exclusion of certain spending elements from the breakdown by program activity.

DÉPENSES PRÉVUES DU MDN PAR ACTIVITÉ DE PROGRAMME

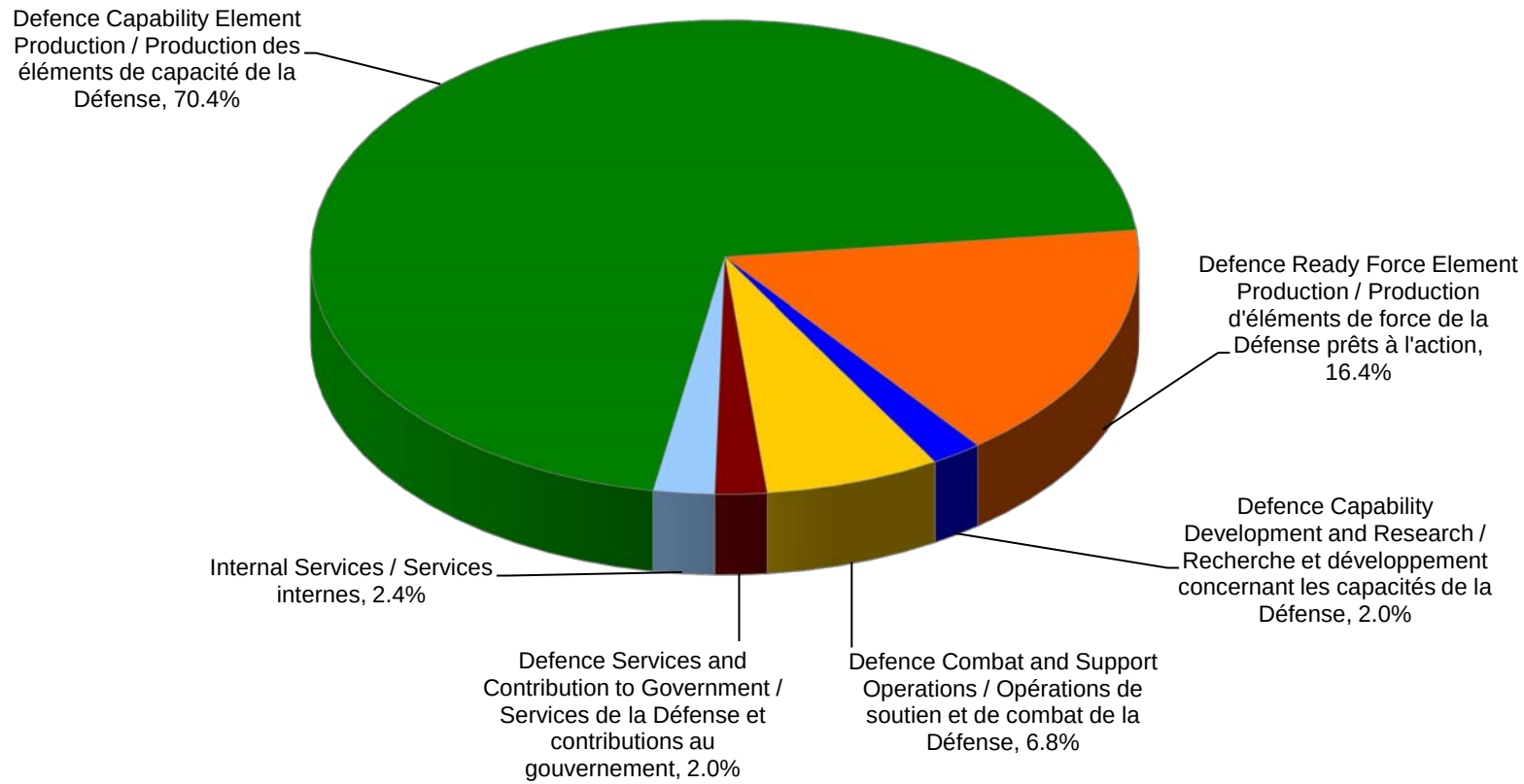
L'alignement stratégique de MDN aux priorités du gouvernement est décrit dans l'architecture des activités de programme (AAP). Le graphique suivant présente l'allocation des ressources financières du ministère selon la structure de l'AAP.

Comme indiqué dans le budget principal des dépenses de 2015-2016 le MDN contribue aux résultats des secteurs suivants du Gouvernement du Canada : affaires économiques, affaires sociales, affaires internationales, et affaires gouvernementales. Pour une description détaillée de la relation entre les programmes d'activité et les résultats stratégiques, prière de se référer au rapport mentionné ci-dessus.

Note: Le budget estimé de 18,9 G$ (l'AF 2015-2016) qui apparaît à la page 40 peut être différent de celui présenté à la page 44 puisque certains éléments n'apparaissent pas dans la répartition par activité de programme.

DND ESTIMATES BY PROGRAM ACTIVITY / DÉPENSES PRÉVUES DU MDN PAR ACTIVITÉ DE PROGRAMME

2015-16 ESTIMATES OF $18.9 BILLION / BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 18,9 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: 2015-16 MAIN ESTIMATES
SOURCE: BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES DE 2015-2016

TRENDS IN DND EXPENDITURE BREAKDOWN

This graph displays, on an annual basis for the past 30 years, the share of Defence expenditures devoted to each major category.

Personnel costs account for the largest portion of total spending and Operations following by Maintenance (O&M) account. Since FY 2005-06, the gap between the two categories has declined due to CAF transformation and overseas operations.

Capital spending, the third largest category, has declined steadily since the mid-1990s; period during which it received residual funding after other requirements were met. That pattern ended with the Budget 2005 allocations to capital investment.

Grants and contributions, the smallest category, have fluctuated between 1% and 5%.

As of FY 1995-96, expenditures on ammunition, as well as research and development (previously accounted for as capital expenditures) were assigned to operating expenditures in accordance with Treasury Board guidelines.

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN

Le graphique qui suit illustre la part annuelle de chacune des grandes catégories de dépenses du MDN pour les 30 dernières années.

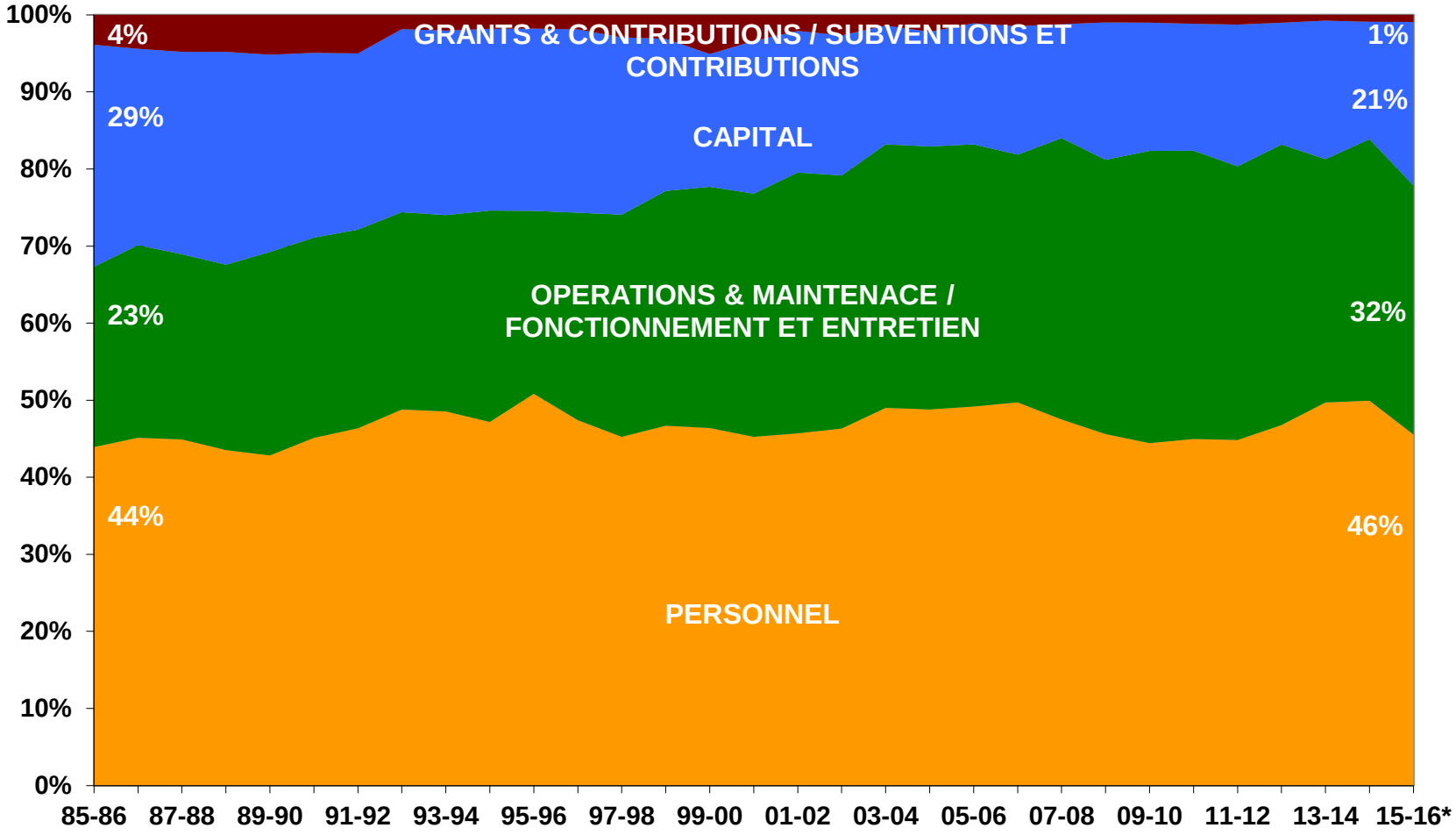
Les coûts du personnel comptent pour la plus grande portion des dépenses totales suivis par les dépenses de fonctionnement et entretien (F&E). Depuis l'AF 2005-2006, l'écart entre les deux catégories a diminué en raison des transformations des FAC et des opérations outre-mer.

Troisième plus grande catégorie, les dépenses en capital, ont régulièrement diminué depuis le milieu des années 90; période au cours de laquelle elles recevaient un financement résiduel après que les paiements requis soient effectués. Ce modèle a pris fin avec les allocations aux investissements en capital annoncés dans le Budget 2005.

Plus petite catégorie, les subventions et contributions ont varié entre 1 % et 5 %.

Depuis l'AF 1995-1996, les dépenses en munition et en recherche et développement (autrefois comptabilisées comme dépenses en capital) ont été assignées aux dépenses de fonctionnement conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor.

TRENDS IN DND EXPENDITURE BREAKDOWN / ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES DU MDN



* ESTIMATE / ESTIMATION

SOURCE: DIRECTOR BUDGET
SOURCE: DIRECTEUR BUDGET

DND EXPENDITURE BREAKDOWN (VOTED AUTHORITIES)

The Defence envelope can be categorized by spending authority. The following table depicts the estimated breakdown for FY 2015-16:

	Billions $
Military and Civilian Personnel	8.6
Operations and Maintenance	6.1
Capital	4.0
Grants and Contributions	0.2
TOTAL	18.9

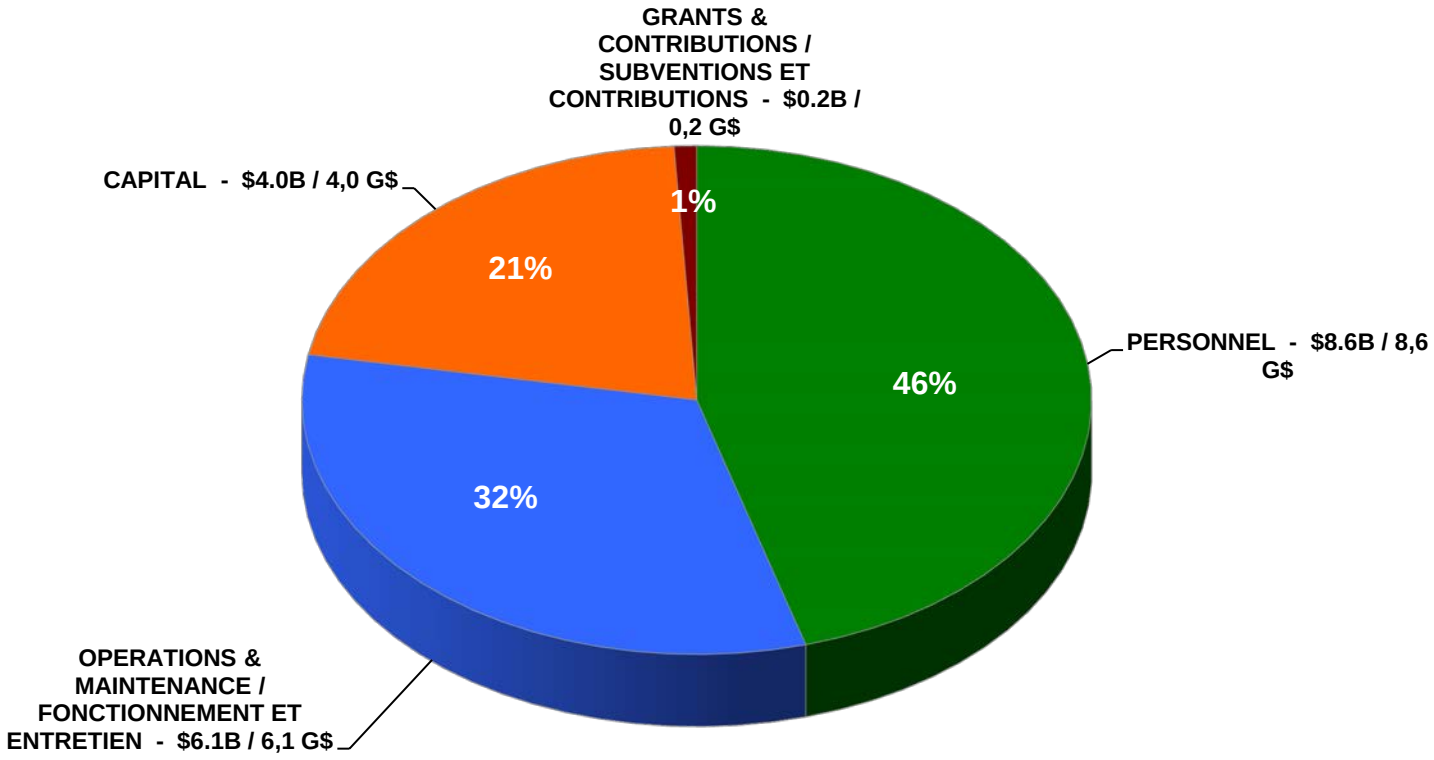
RÉPARTITION DES DÉPENSES PAR DES (AUTORISATIONS VOTÉES)

L'enveloppe de la Défense peut être divisée en autorisations de dépenser. Le tableau suivant présente les autorisations de dépenser pour l'AF 2015-2016:

	Milliards $
Personnel militaire et civil	8,6
Fonctionnement et entretien	6,1
Dépenses en capital	4,0
Subventions et contributions	0,2
TOTAL	18,9

DND EXPENDITURE BREAKDOWN (VOTED AUTORITIES) / RÉPARTITION DES DÉPENSES (PAR DES AUTORISATIONS VOTÉES)

2015-16 ESTIMATES OF $18.9 BILLION / BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 18,9 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: DIRECTOR BUDGET
SOURCE: DIRECTEUR BUDGET

PERSONNEL SHARE OF DND SPENDING

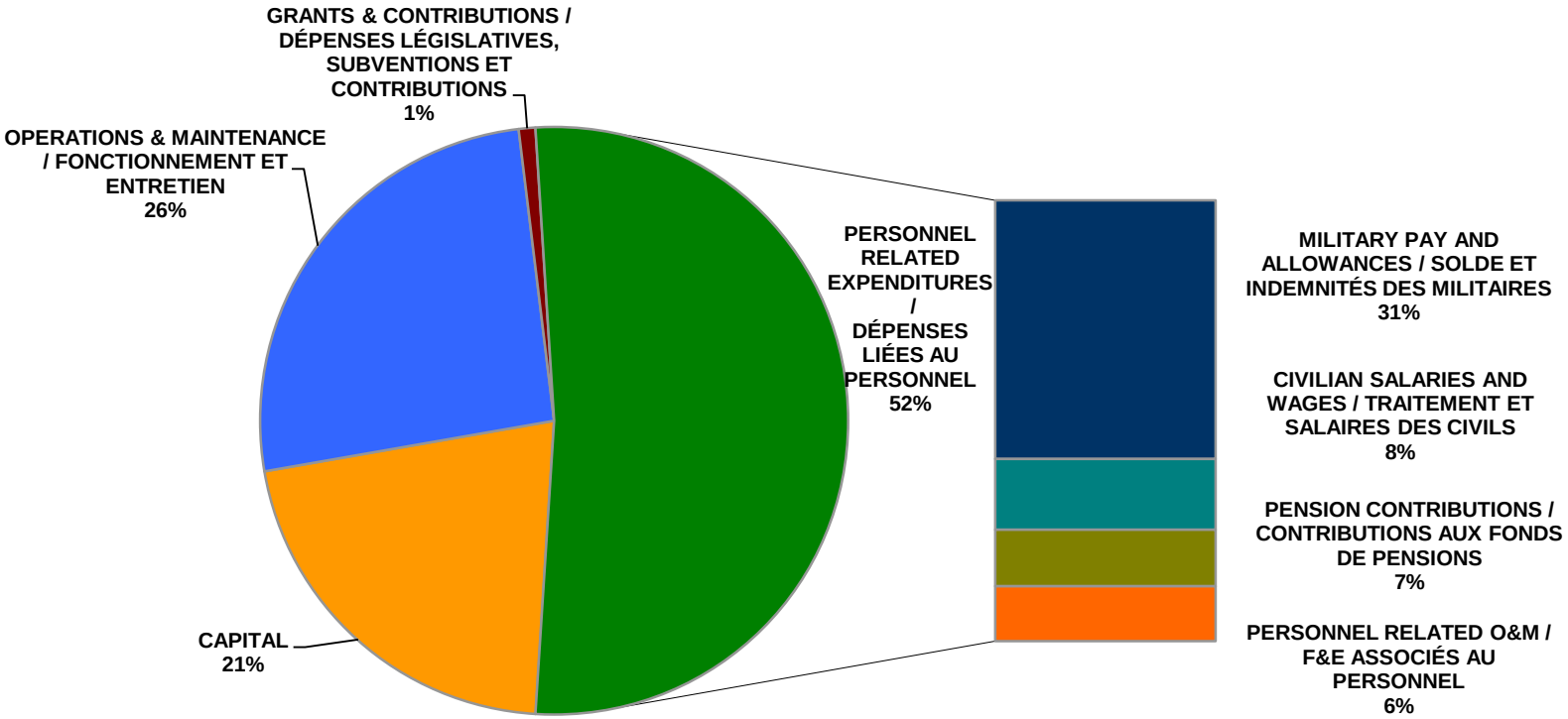
The estimated $8.6B, as shown on page 44, budgeted to pay DND personnel, including civilians, does not include all personnel-related costs. The total personnel-related costs are approximately $9.9B or 52% of gross National Defence expenditures. These are divided as follows: $5.8B for Military Pay and Allowances, $1.6B for Civilian Salaries and Wages, $1.3B for Pension Contributions, and $1.2B for Personnel Related O&M items such as travel, food, clothing, education of dependents, tuition, medical, rental of living quarters, and rental of buildings and facilities for education, training and recreation.

PART DES DÉPENSES DU MDN CONSACRÉE AU PERSONNEL

Le montant de 8,6 G$, apparaissant à la page 44, consacré à la rémunération du personnel du MDN, y compris le personnel civil, ne comprend pas tous les coûts liés au personnel. Les frais totaux liés au personnel sont d'environ 9,9 G$, soit 52 % des dépenses brutes de la Défense nationale. Ces dépenses se divisent comme suit: 5,8 G$ pour la solde et les indemnités des militaires, 1,6 G$ pour le traitement et les indemnités des civils, 1,3 G$ pour les cotisations aux régimes de pension, et 1,2 G$ pour les dépenses de F&E liées au personnel comme les frais de déplacements, vivres, vêtements, éducation des personnes à charge, scolarité, soins médicaux et la location de bâtiments et des installations pour l'éducation, la formation et les loisirs.

PERSONNEL SHARE OF DND SPENDING /
PART DES DÉPENSES DU MDN CONSACRÉE AU PERSONNEL

2015-16 ESTIMATES OF $9.9 BILLION /
BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 9,9 MILLIARDS DE $



SOURCE: DIRECTOR BUDGET
SOURCE: DIRECTEUR BUDGET

DND GROSS OPERATIONS AND MAINTENANCE (O&M) SPENDING

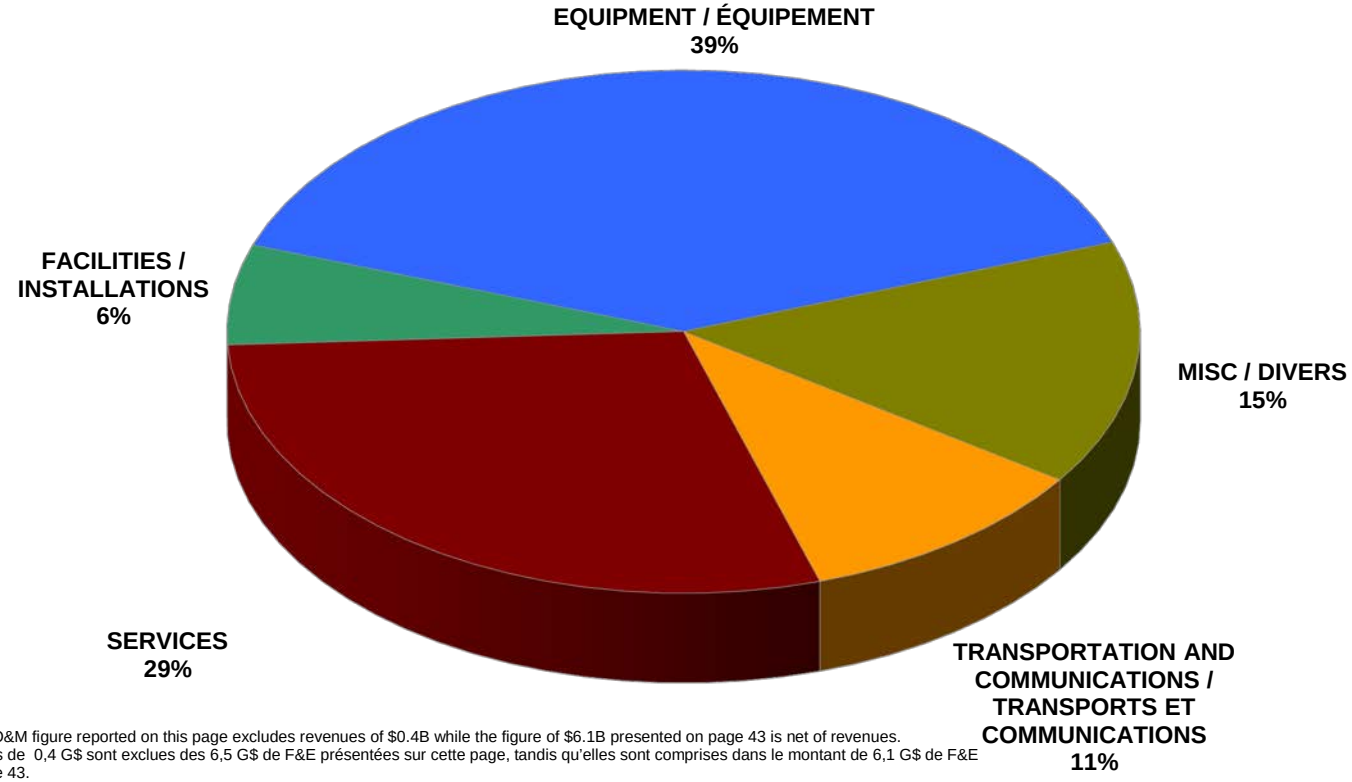
The operation of military equipment requires approximately 39% of the $6.5B gross Operations and Maintenance (O&M) budget. This includes such items as petroleum, oil and lubricants, as well as spares and repair and overhaul of equipment. The Department spends 6% of its O&M budget on the maintenance of facilities and other infrastructure-related costs, including contracts for janitorial services. Transportation and communication costs account for 11%. Another 29% is spent on a wide range of services, including professional services and special services and information. Finally, 15% of O&M spending goes towards the purchase of miscellaneous support items such as food and clothing, and equipment rentals.

DÉPENSES BRUTES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN (F&E) DU MDN

L'opération des équipements militaires absorbe environ 39 % du budget de 6,5 G$ des dépenses brutes de fonctionnement et d'entretien (F&E). Ceci inclut des articles tels que des produits pétroliers, huiles et lubrifiants, pièces de rechange et réparation et révision d'équipements. Le Ministère consacre aussi 6 % du budget de F&E à l'entretien des installations et autres coûts reliés aux infrastructures, y compris les contrats liés aux services de nettoyage et d'entretien. Les dépenses relatives aux transports et aux communications comptent pour 11 %. Un autre 29 % du budget est alloué à une vaste gamme de services, incluant les services professionnels et spéciaux, et l'information. Enfin, 15 % des dépenses de F&E sont pour l'achat de divers articles de soutien tels que de la nourriture et des vêtements et la location d'équipements.

DND GROSS OPERATIONS AND MAINTENANCE SPENDING / DÉPENSES BRUTES DE FONCTIONNEMENT ET D'ENTRETIEN DU MDN

2015-16 ESTIMATES OF $6.5 BILLION / BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 6,5 MILLIARDS DE DOLLARS



Note: The $6.5B O&M figure reported on this page excludes revenues of $0.4B while the figure of $6.1B presented on page 43 is net of revenues.
Note: Des recettes de 0,4 G$ sont exclues des 6,5 G$ de F&E présentées sur cette page, tandis qu'elles sont comprises dans le montant de 6,1 G$ de F&E présenté à la page 43.

SOURCE: DIRECTOR BUDGET
SOURCE: DIRECTEUR BUDGET

DND CAPITAL SPENDING

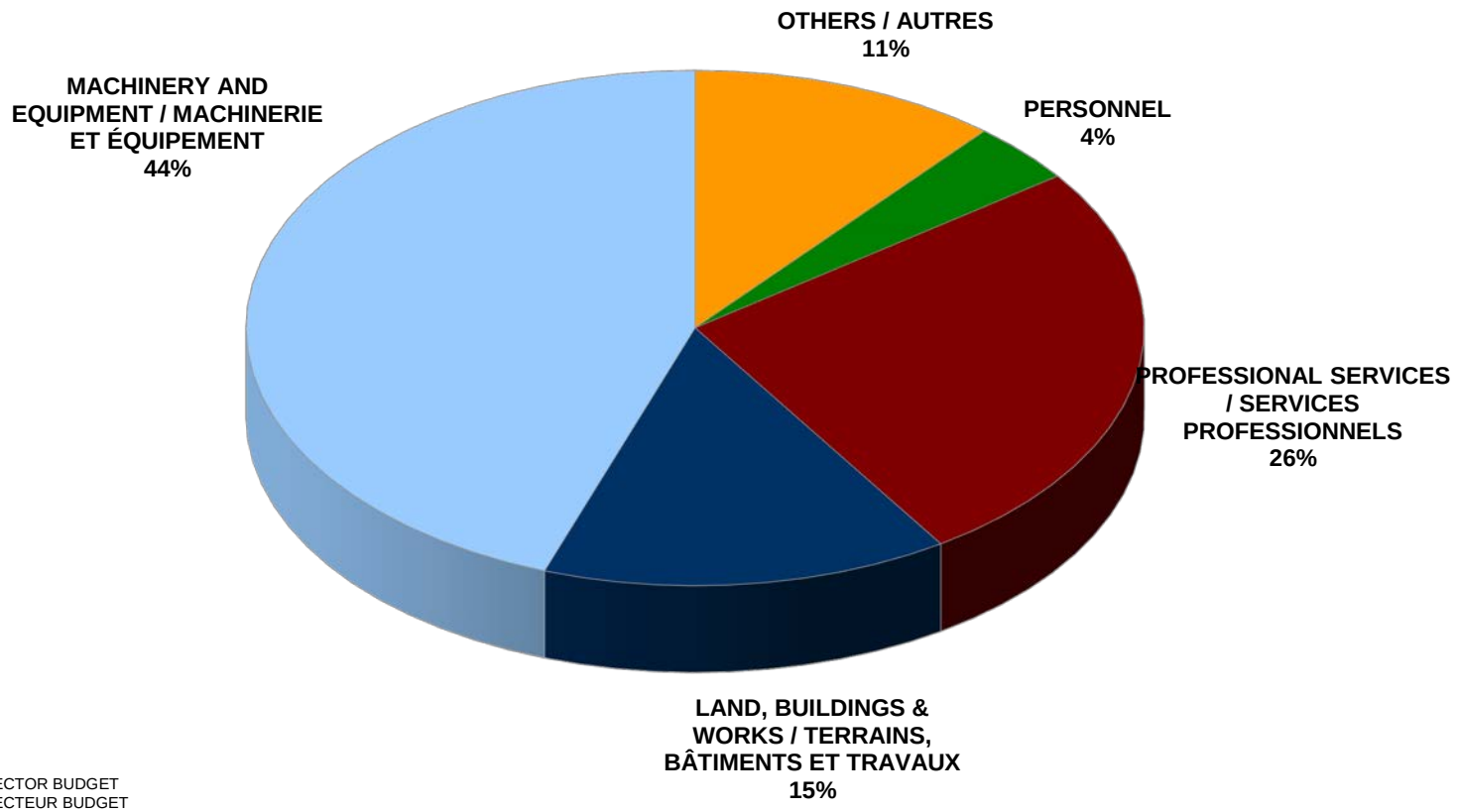
In FY 2015-16, the Department plans to spend approximately 44% of its $4.0B Capital budget on the acquisition of machinery and equipment. These include aircrafts, ships, motorized vehicles, weapons, ammunition, and informatics equipment. The remainder of the budget is distributed amongst professional services (26%), acquisition of land buildings, and works (15%), personnel (4%), and other services (11%). The other services category includes items such as travel, transportation, rentals, repairs, maintenance, utilities, materials, and supplies.

DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN

Durant l'AF 2015-2016, le Ministère planifie de dépenser environ 44 % de son budget de 4,0 G$ en immobilisation pour l'acquisition de machines et d'équipements. Ceci inclut les avions, les bateaux, les véhicules motorisés, les armes, les munitions et l'équipement informatique. Le reste du budget est distribué parmi les services professionnels (26 %), l'acquisition de terrains, les bâtiments et les travaux (15 %), les frais de personnel (4 %), et les autres services (11 %). La catégorie « autres services » inclut des articles comme les déplacements, le transport, les locations, les réparations, l'entretien, les services d'utilités publiques, les fournitures et l'approvisionnement.

DND CAPITAL SPENDING / DÉPENSES EN CAPITAL DU MDN

2015-16 ESTIMATES OF $4.0 BILLION / BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 4,0 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: DIRECTOR BUDGET
SOURCE: DIRECTEUR BUDGET

SELECTED DND CAPITAL PROJECTS

This graph portrays the impact of selected DND capital projects on planned FY 2015-16 Capital spending. The selected projects are major crown projects that have been identified in the 2015-16 Reports on Plans and Priorities (RPP) and have individual estimated expenditures totalling more than $30M in FY 2015-16. The planned expenditures for these 16 projects total $2.2B and account for approximately 55% of the total Capital portion of the FY 2015-16 budget. Detailed descriptions of the acronyms for the projects shown on the graph are as follows:

AOPS	Artic Offshore Patrol Ship
HCM	Halifax-Class Modernization
LAV III	Light Armoured Vehicle III Upgrade
MHP	Maritime Helicopter Project
FMEP	Force Mobility Enhancement Project
MHLH	Medium- to Heavy-Lift Helicopter Project
TAPV	Tactical Armoured Patrol Vehicle
TRP	Tank Replacement Project
CNR-E	Combat Net Radio Enhancement
ACP-T	Airlift Capability Project - Tactical
LRSS	Light Armoured Vehicle Reconnaissance Surveillance System
UOTS	Urban Ops Training System Project
AIMP	Aurora Incremental Modernization Project
LCSS LE	Land Command Support System Life Extension
LWTH	Light Weight Towed Howitzer
MG	Mercury Global

More details on these selected capital projects and other capital projects are available in the National Defence 2015-16 RPP.

SÉLECTION DE PROJETS D'IMMOBILISATIONS DU MDN

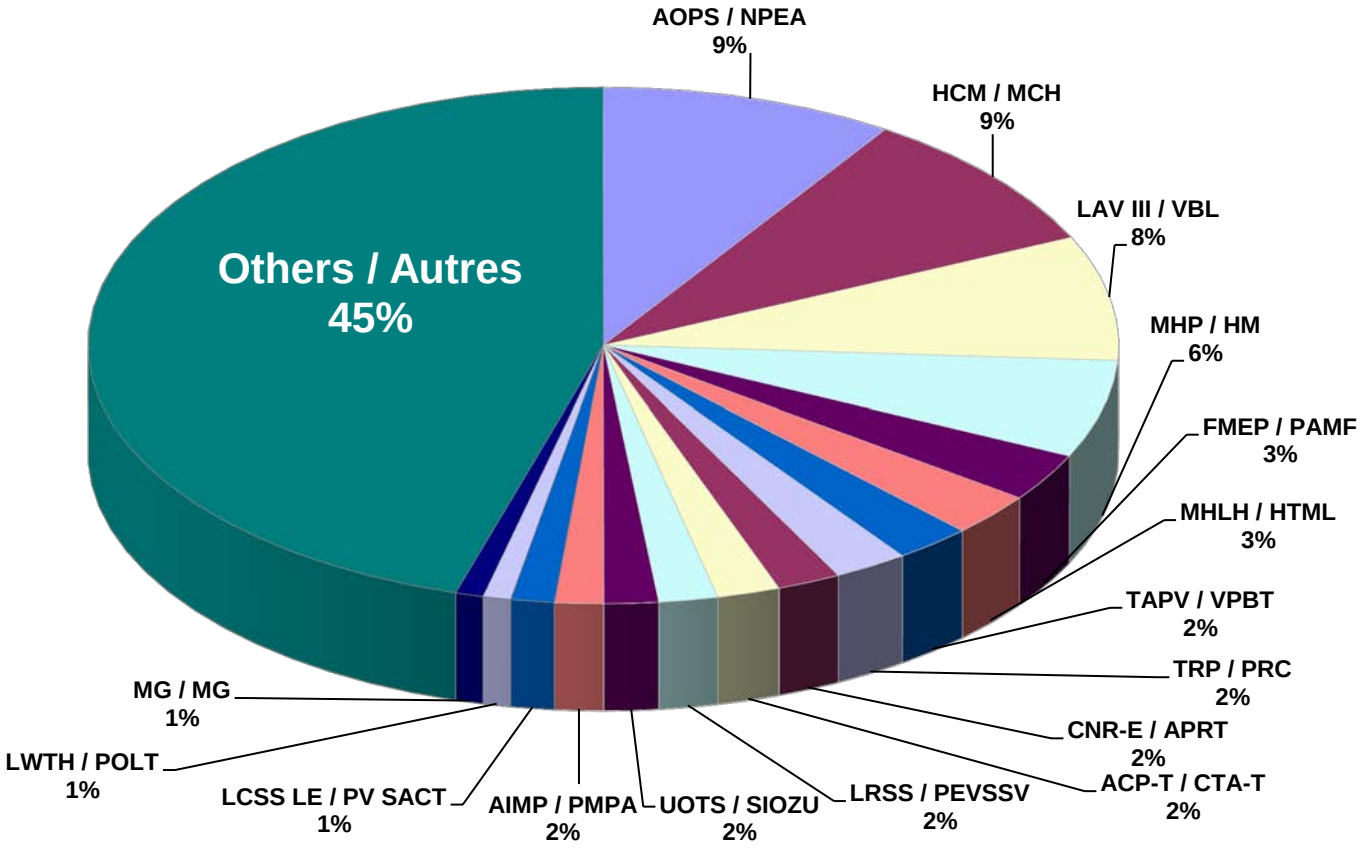
Ce graphique illustre l'impact que certains projets en immobilisation du MDN ont sur les dépenses d'immobilisation pour l'AF 2015-2016. Les projets retenus sont les grands projets de l'État qui ont été identifiés dans le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) 2015-2016 et sont estimés individuellement à plus de 30 m$ pour l'AF 2015-2016. Les dépenses prévues pour les 16 projets retenus totalisent 2,2 G$ et représentent approximativement 55 % des dépenses en capital du budget de l'AF 2015-2016. Les descriptions détaillées des acronymes des projets figurant sur le graphique sont comme suit :

NPEA	Navire de patrouille extracotier de l'arctique
MCH	La modernisation de la classe HALIFAX
VBL	Projet d'amélioration du véhicule blindé léger III
HM	Projet de l'hélicoptère maritime
PAMF	Projet d'amélioration de la mobilité de la force
HTML	Hélicoptère de transport moyen à lourd
VPBT	Véhicule de patrouille blindé tactique
PRC	Projet de remplacement du char d'assaut
APRT	Amélioration du poster radio tactique
CTA-T	Projet de capacité de transport aérien - Tactique
PEVSSV	Projet d'extension de vie du système de surveillance du VBL - Reco
SIOZU	Projet de système d'instruction sur les opérations en zone urbaine
PMPA	Projet de modernisation progressive de l'Aurora
PV SACT	Projet de prolongation de vie du système d'aide au commandement terrestre
POLT	Projet d'obusier léger tracté
MG	Projet Mercury Global

De plus amples renseignements sur ces projets et autres projets d'immobilisations figurent dans le RPP 2015-2016.

SELECTED DND CAPITAL PROJECTS / SÉLECTION DE PROJETS D'IMMOBILISATIONS DU MDN

2015-16 ESTIMATES OF $4.0 BILLION / BUDGET ESTIMÉ DES DÉPENSES 2015-2016 DE 4,0 MILLIARDS DE DOLLARS



SOURCE: DIRECTOR MATERIEL GROUP COMPTROLLERSHIP
SOURCE: DIRECTEUR – CONTRÔLE (GROUPE DES MATÉRIELS)

ALLIED SPENDING IN LOCAL ECONOMIES

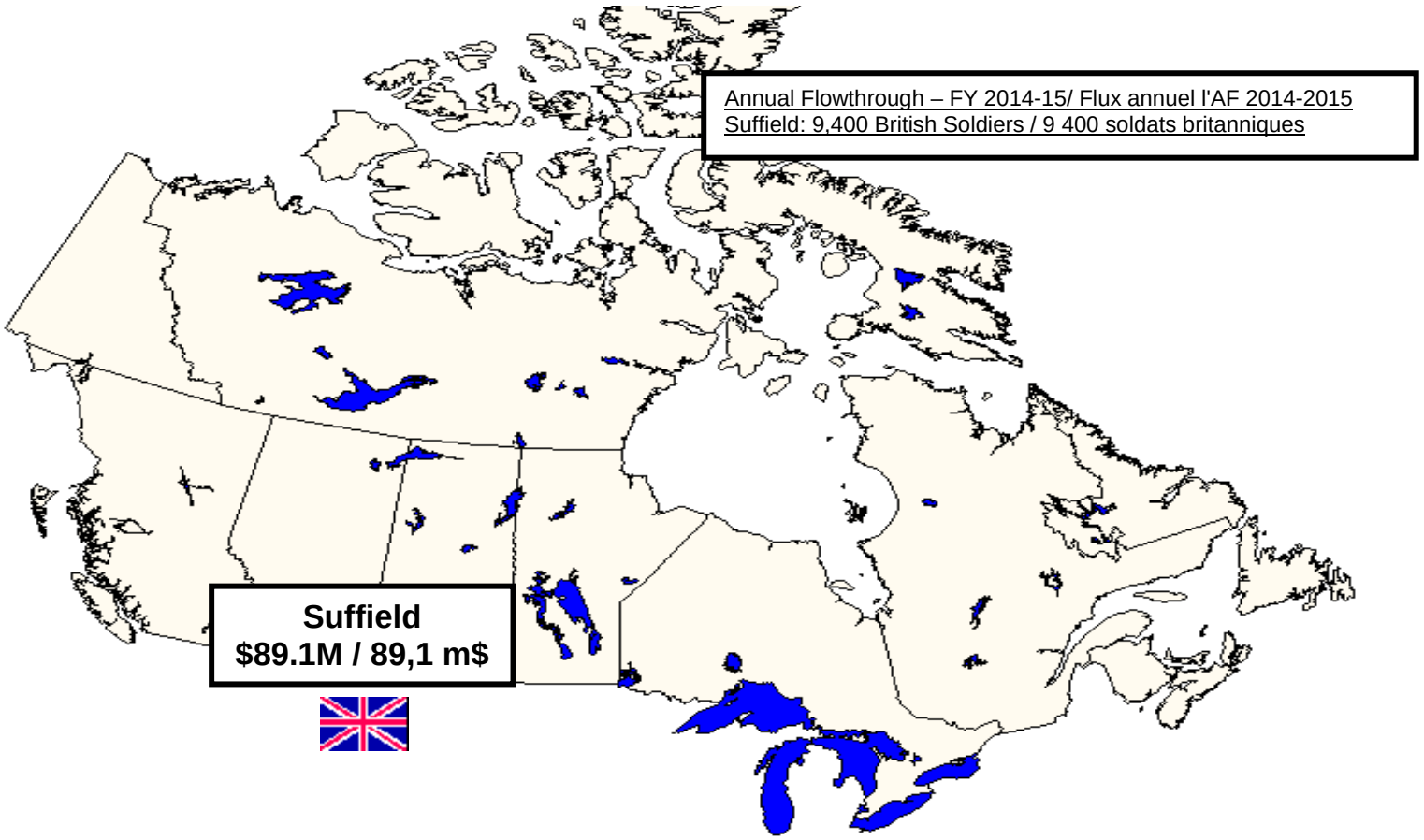
Suffield is the only location with an on-going foreign military presence for training purposes. In FY 2014-15, DND recovered $89.1 million for the training of 9,400 British soldiers at Suffield.

DÉPENSES DES ALLIÉS DANS LES ÉCONOMIES LOCALES

Suffield demeure le seul endroit actuellement en service pour l’entraînement des forces étrangères. Le MDN a recouvré 89,1 million $, en l'AF 2014-2015 pour l’entraînement de 9 400 soldats britanniques à Suffield.

ALLIED SPENDING IN LOCAL ECONOMIES / DÉPENSES DES ALLIÉS DANS LES ÉCONOMIES LOCALES

2014-2015



SOURCE: DIRECTOR CORPORATE SUBMISSIONS AND FINANCIAL ARRANGEMENTS
SOURCE: DIRECTEUR – SOUMISSIONS MINISTÉRIELLES ET DES ARRANGEMENTS FINANCIERS

DEFENCE INDUSTRIAL ACTIVITIES

This chart shows the business sector dispersion of the goods and services purchased by DND in FY 2014-15. The amounts are derived from expenditures captured by general ledger (G/L) accounts and matched to the Statistics Canada commodity and industrial classification system. The expenditures are further refined to extract financial transactions that do not belong to the Canadian business sector such as intergovernmental transactions, direct foreign purchases and grants to non-business sectors.

The narrowly defined defence industrial base includes aerospace, ammunition, shipbuilding, military vehicles and defence electronics industries. Typical defence industries expenditures in FY 2014-15 accounted for $4.1B, up from $3.8B in FY 2013-14. The rise was primarily due to increases in spending on aircraft and engineering and scientific services.

Defence expenditures of approximately $4.5B were spent in FY 2014-15 on “not so typical” defence-related goods and services such as: construction, fuel, transportation, telecommunications and related services, utilities and the “other” category. The “other” category is composed of miscellaneous expenditures such as education, information and advertising, health, rental of land and buildings, etc.

ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DE LA DÉFENSE

Ce graphique indique la distribution par secteur industriel des biens et services achetés par le MDN durant l'AF 2014-2015. Les montants sont dérivés des dépenses inscrites aux comptes du grand livre général (GL) et correspondent au système de classification des produits et des industries de Statistique Canada. Les dépenses sont peaufinées en extrayant les opérations financières qui ne se rapportent pas à l’industrie canadienne, notamment les transactions intergouvernementales, les achats effectués à l’étranger et les subventions accordées aux secteurs non commerciaux.

La base industrielle étroitement définie de la défense englobe les industries de l’aérospatiale, des munitions, de la construction navale, des véhicules militaires et de l'électronique de la défense. Les dépenses pour ces types d’industries ont été de 4,1 G$ pour l'AF 2014-2015, soit moins que les 3,8 G$ affichés pour l'AF 2013-2014. La hausse des dépenses provient principalement des catégories « aréonefs » et « services techniques et scientifiques ».

Des dépenses de défense d’environ 4,5 G$ pour l'AF 2014-2015 ont servi à l'achat de biens et services «moins typiques» à la défense tels que la construction, les carburants, le transport, les télécommunications et services connexes, les services publics et la catégorie «Autres». La catégorie «Autres» se compose des dépenses telles l’éducation, l’information et la publicité, la santé, la location de terrain et d’édifices, etc.

DEFENCE INDUSTRIAL ACTIVITIES / ACTIVITÉS INDUSTRIELLES DE LA DÉFENSE

2014-2015

Ships Purchase & Rental / Achat et location de navires
$73.0M / 73,0 m$

Firearms & Ammunition / Armes et munitions
$274.2M / 274,2 m$

Construction / Construction
$705.5M / 705,5 m$

Fuels / Carburants
$271.5M / 271,5 m$

Military Equipment & Motor Vehicles / Équipement et véhicules militaires
$249.1M / 249,1 m$

Electronic & Navigational Instruments / Instruments électroniques et de navigation
$367.2M / 367,2 m$

Transportation / Transports
$436.1M / 436,1 m$

Utilities / Services publics
$194.5M / 194,5 m$

Aircraft/ Aéronefs
$1,355.8M / 1 355,8 m$

Engineering & Scientific Services / Services techniques et scientifiques
$1,768.0M / 1 768,0 m$

Telecommunications and Related Services / Télécommunications et services connexes
$248.0M / 248,0 m$

Other / Autres
$2,622.5M / 2 622,5 m$

The "Typical" Defence Industries / Industries de défense "typiques"
$4.1 Billion / 4,1 milliards de dollars

The "Not So Typical" Defence Industries / Industries de défense "moins typiques"
$4.5 Billion / 4,5 milliards de dollars

SOURCE: NATIONAL DEFENCE – DEFENCE RESOURCE MANAGEMENT INFORMATION SYSTEM
SOURCE: DÉFENSE NATIONALE – SYSTÈME D'INFORMATION DE LA GESTION DES RESSOURCES DE LA DÉFENSE

TREND IN CANADIAN ARMED FORCES STRENGTH (REGULAR AND RESERVE) AND DND CIVILIAN WORKFORCE

From 83,037 in FY 1985-86, the Regular Force peaked at 87,016 in FY 1989-90, before falling to 58,852 in FY 2000-01. According to Report on Plans and Priorities 2015-16, the Regular Force is forecasted to number 68,000 for FY 2015-16.

The Primary Reserve strength remained steady through the 1970s and 1980s, averaging 20,700. In the early 1990s, Primary Reserve strength increased and stabilized around the 30,000 level. The planned level for FY 2015-16 is 27,000. The Canadian Rangers are not included in the Primary Reserves.

The DND Civilian workforce line depicts a decrease in authorized person-years from 35,597 in FY 1985-86 to 19,188 in FY 1998-99. Civilian human resources are currently being measured in terms of employee “full-time equivalents” (FTE). In FY 2014-15, the average Defence civilian workforce was at 24,269 employee FTEs. In FY 2015-16 it is expected to be 24,418.

The trends for both Regular force strength and Civilan workforce are consistent with the historical trend for Defence expenditure shown on page 38.

ÉVOLUTION DES FORCES ARMÉES CANADIENNES (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE) ET DU PERSONNEL CIVIL DU MDN

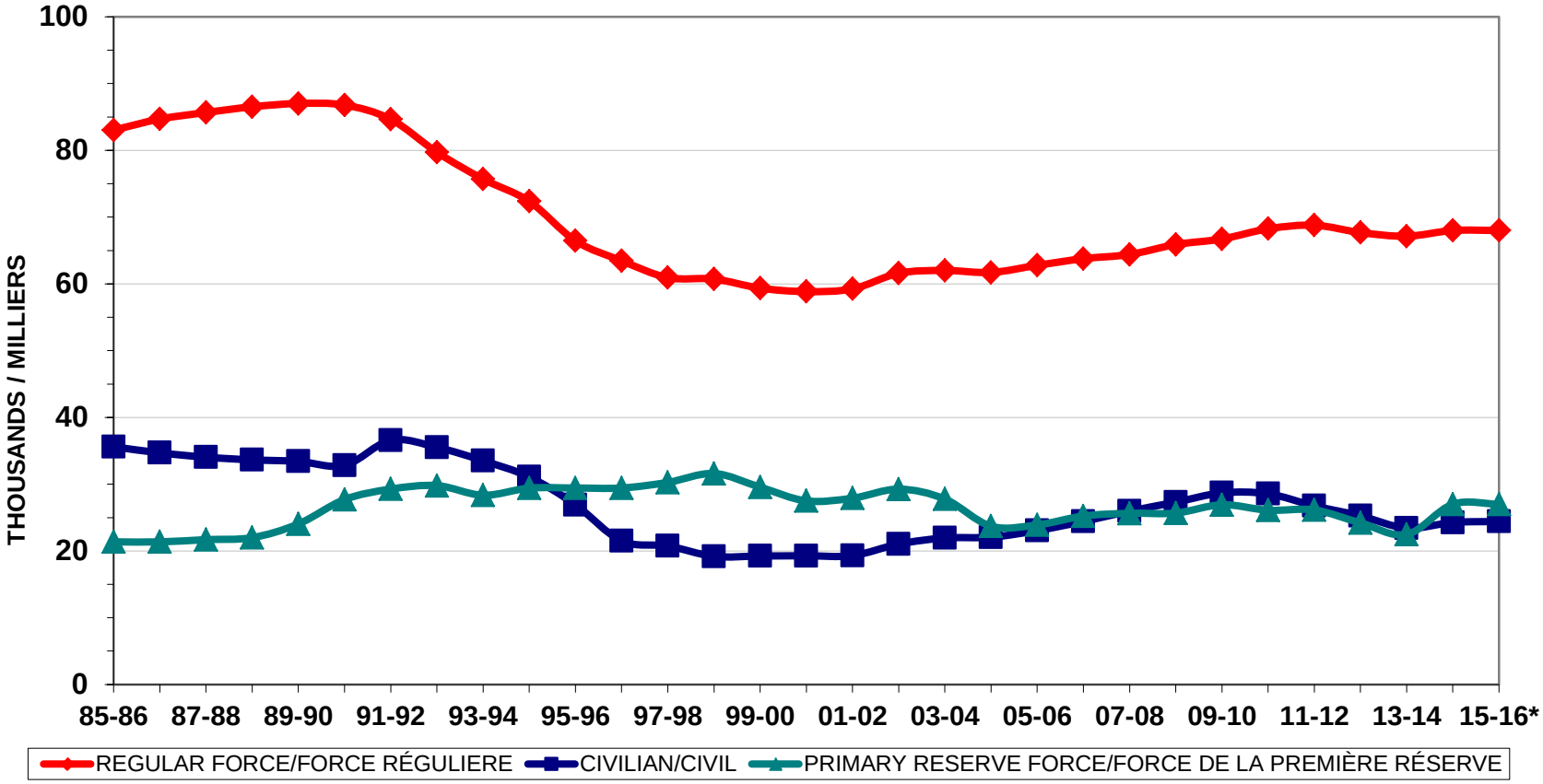
De 83 037 pour l'AF 1985-1986, l’effectif de la Force régulière a plafonné à 87 016 pour l’AF 1989-1990, avant de chuter à 58 852 pour l’AF 2000-2001. Selon le rapport sur les plans et priorités 2015-2016, on prévoit que la Force régulière atteindra 68 000 membres pour l'AF 2015-2016.

L'effectif de la Première Réserve est demeuré stable au cours des années 70 et 80 à 20 700 en moyenne. Au début des années 90, l’effectif de la Première Réserve s’est accru et stabilisé à environ 30 000 membres. Le niveau prévu de l’effectif pour l'AF 2015-2016 est de 27 000. Les Rangers canadiens ne sont pas inclus dans les nombres de la Première Réserve.

Quant à l'effectif civil du MDN, le graphique indique une baisse du nombre d'années-personnes autorisées à 35 597 pour l'AF 1985-1986 à 19 188 pour l’AF 1998-1999. Les ressources humaines civiles sont actuellement mesurées en «équivalents temps plein» (ÉTP) plutôt qu’en «effectif». Pour l'AF 2014-2015, le personnel civil de la Défense était de 24 269 ÉTPs en moyenne. On prévoit qu’il sera de 24 418 ÉTPs pour l'AF 2015-2016.

Les tendances pour l’effectif de la Force régulière et des Civils sont conformes à la tendance historique des dépenses de défense indiquée à la page 38.

TREND IN CANADIAN ARMED FORCES (REGULAR AND RESERVE) AND DND CIVILIAN PERSONNEL STRENGTH / ÉVOLUTION DES FORCES ARMÉES CANADIENNES (FORCE RÉGULIÈRE ET RÉSERVE) ET DU PERSONNEL CIVIL DU MDN



SOURCE: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE — REPORT ON PLANS AND PRIORITIES 2015-16
SOURCE: MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE — RAPPORTS SUR LES PLANS ET LES PRIORITÉS DE 2015-2016

NATO DEFENCE BUDGETS IN AMERICAN DOLLARS

In 2015, the estimated defence budget for the United States was approximately US$649.9B. United Kingdom was second with US$58.5B and France third with US$42.1B. Canada ranked sixth with an estimated defence budget of US$15.6B.

All budget amounts are based on the NATO definition of defence expenditures and may differ from the countries' national budget. However, the use of a unique definition allows for a comparative analysis.

For reference purposes, explanations of the abbreviations used on the graph are as follows:[1]

ALB – Albania
BEL – Belgium
BGR – Bulgaria
CAN – Canada
CZE – Czech Republic
DEU – Germany
DNK – Denmark
ESP – Spain
EST – Estonia
FRA – France
GBR – United Kingdom
GRC – Greece
HRV – Croatia
HUN – Hungary
ITA – Italy
LTU – Lithuania
LUX – Luxembourg
LVA – Latvia
NLD – Netherlands
NOR – Norway
POL – Poland
PRT – Portugal
ROU – Romania
SVK– Slovakia
SVN – Slovenia
TUR – Turkey
USA – United States

[1] Please note that, while Iceland is a member of NATO, it has no armed forces.

BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS AMÉRICAINS

En 2015, le budget estimatif de la défense aux États-Unis était d'environ 649,9 G$ US. Le Royaume-Uni était deuxième à 58,5 G$ US et la France, troisième à 42,1 G$ US. Le Canada s'est classé 6e en terme de budget pour la défense avec un budget prévu de 15,6 G$ US.

Les montants du budget sont établis d'après la définition des dépenses de défense de l'OTAN et peuvent différer des budgets nationaux. Cependant l'utilisation d'une définition commune permet une analyse comparative.

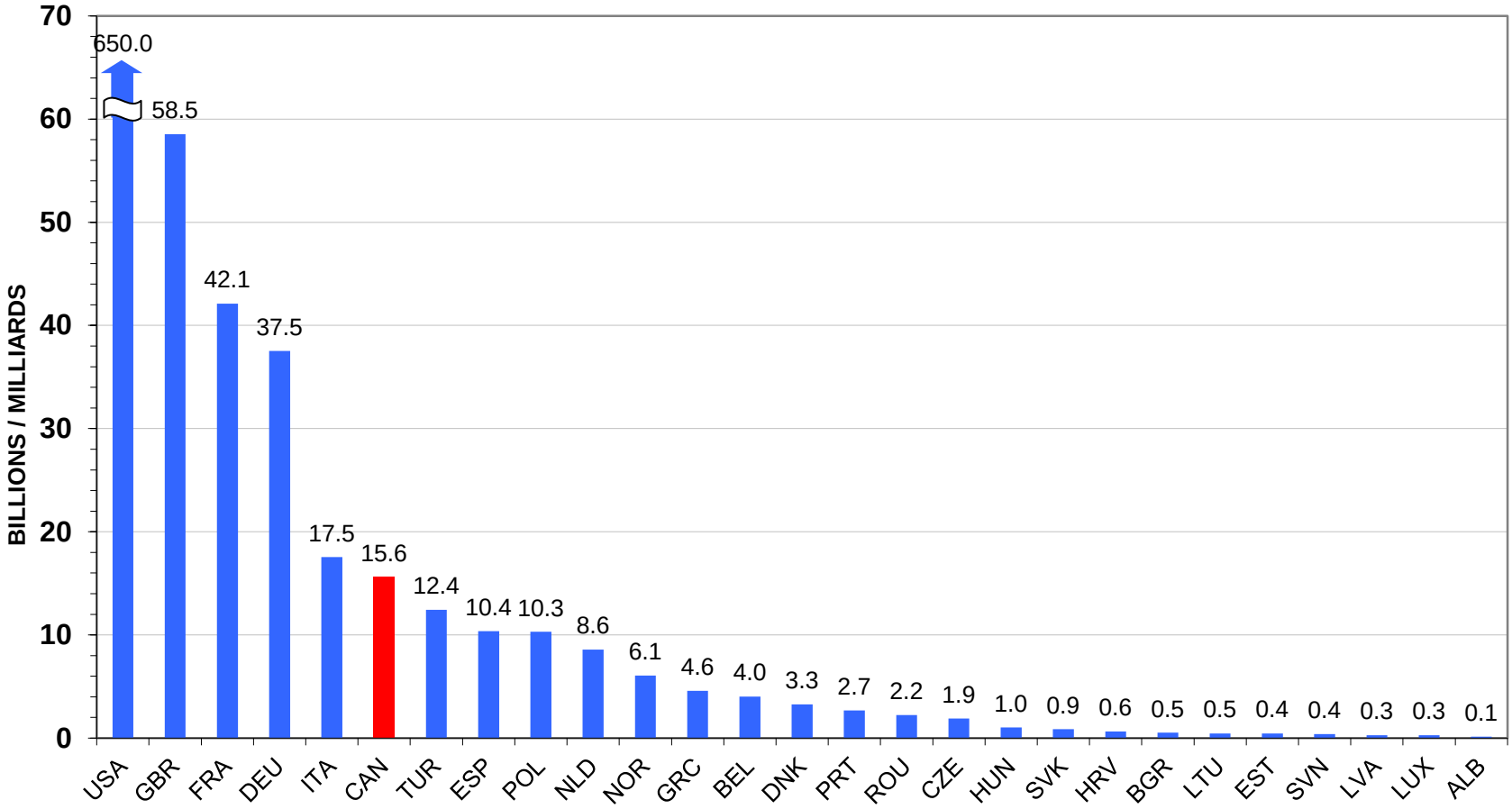
Les acronymes et abréviations employés dans le graphique sont comme suit:[2]

ALB – Albanie
BEL – Belgique
BGR – Bulgarie
CAN – Canada
CZE – République tchèque
DEU – Allemagne
DNK – Danemark
ESP – Espagne
EST – Estonie
FRA – France
GBR – Royaume-Uni
GRC – Grèce
HRV – Croatie
HUN – Hongrie
ITA – Italie
LTU – Lituanie
LUX – Luxembourg
LVA – Lettonie
NLD – Pays-Bas
NOR – Norvège
POL – Pologne
PRT – Portugal
ROU – Roumanie
SVK – Slovaquie
SVN – Slovénie
TUR – Turquie
USA – États-Unis

[2] Bien que l'Islande soit membre de l'OTAN, il est important de noter qu'elle ne dispose pas des forces armées.

NATO DEFENCE BUDGETS IN AMERICAN DOLLARS / BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS AMÉRICAINS

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP

Based on NATO measurement standards, it is estimated that Canada spent 1.0% of its Gross Domestic Product (GDP) on Defence in 2015. The top three countries in terms of Defence spending to GDP ratio are the United States (3.6%), the Greece (2.4%), and Poland (2.2%).

Although this ratio is commonly used to compare the relative defence effort of various countries, it does not provide a valid means of comparing defence capability and should not be used for this purpose.

For reference, the abbreviations used in this graph are explained on page 61.

DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PIB

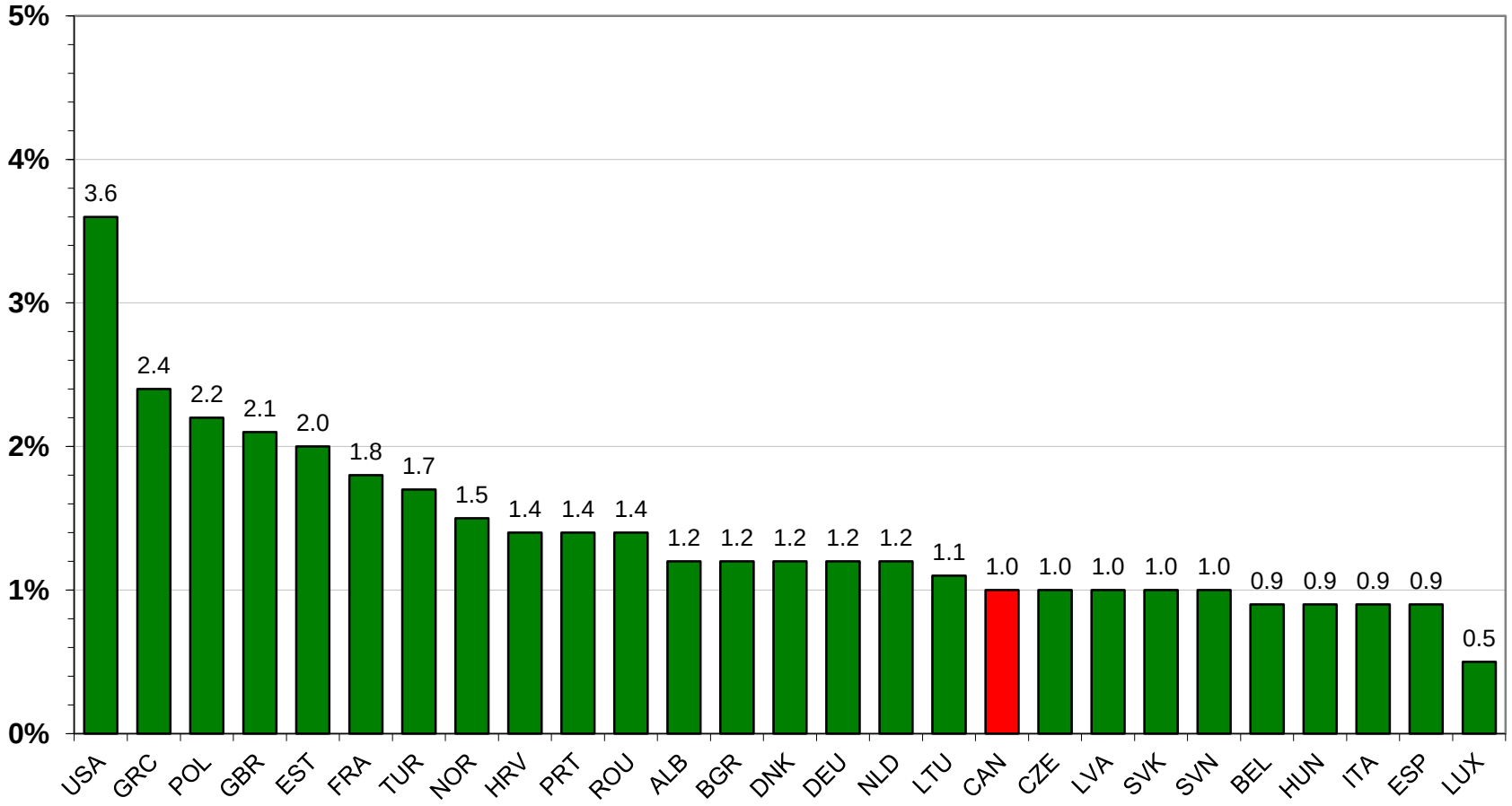
Selon les normes d'évaluation de l'OTAN, on estime que le Canada a consacré 1,0 % de son produit intérieur brut (PIB) à la défense en 2015. Les trois pays avec des rapports « dépenses de défense/PIB » les plus élevés sont les États-Unis (3,6 %), le Grèce (2,4 %) et la Pologne (2,2 %).

Bien que le PIB soit couramment employé pour comparer l'effort relatif fait en matière de défense des pays, il ne fournit pas un indicateur valide de comparaison de la capacité de défense, et ne devrait pas être utilisé à cet effet.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 61.

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP / DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PIB

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO DEFENCE EXPENDITURES GROWTH RELATIVE TO ECONOMIC PERFORMANCE

This chart complements page 64 by offering another presentation of defence spending framed against economic growth. Similar to one from a Deloitte report[3], the chart depicts economic growth plotted against defence spending growth for NATO countries from 2010 to 2014. The information is normalized in order to make comparisons across countries possible. Defence spending growth, depicted on the vertical axis, is adjusted for inflation; economic growth, plotted on the horizontal axis, is adjusted to account for population growth. This information is obtained from the most recent annual NATO report related to defence expenditures.

In real terms, the defence budgets of the majority of NATO countries shrank from 2010 to 2014. The average annual decrease of all NATO countries is 2.52% while the median is Hungary with a decrease of 2.97%. Canada's average annual decrease in defence spending, at 0.95%, is less than those of close allies such as Great Britain (1.22%) and the United States (4.01%). Furthermore, several countries, such as the United States and Germany, had defence spending reductions greater than Canada despite stronger economic growth.

Please note that Estonia and Latvia were excluded for data adjustment purposes. For a list NATO country abbreviations, please refer to page 61.

[3] "Global Defense Outlook 2015", *Deloitte*, accessed August 18, 2015, *http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Public-Sector/gx-2015-deloitte-global-defense-outlook.pdf.*

LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN COMPARATIVEMENT À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

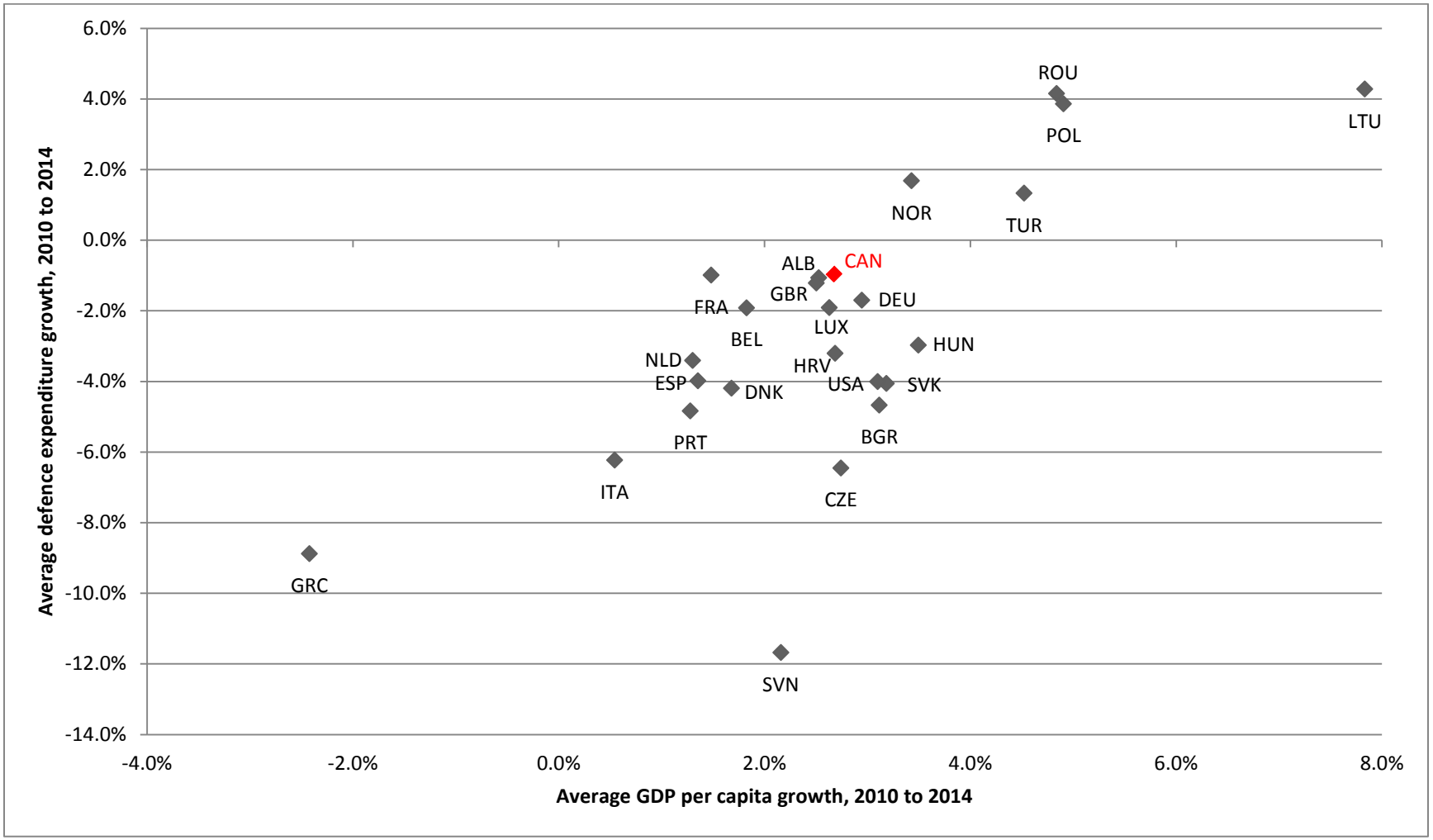
Le graphique ci-contre complète celui de la page 64 puisqu'il permet de mettre en perspective les dépenses de la défense et la croissance économique. À l'instar d'un graphique similaire dans un rapport de Deloitte[4], le graphique illustre la croissance économique observée ainsi que les dépenses de défense des pays de l'OTAN de 2010 à 2014. L'information est normalisée en vue de permettre des comparaisons entre les pays. La croissance des dépenses de défense, représentée sur l'axe vertical, est ajustée en fonction de l'inflation; la croissance économique, reprise sur l'axe horizontal, est ajustée pour tenir compte de la croissance démographique. Cette information est obtenue à partir du plus récent rapport annuel de l'OTAN sur les dépenses de défense.

En termes réels, les budgets de la défense de la majorité des pays de l'OTAN ont diminué de 2010 à 2014. La moyenne de la diminution annuelle de tous les pays de l'OTAN est de 2,52 % alors que la Hongrie est la médiane avec une diminution de 2,97 %. À 0,95 %, la diminution annuelle moyenne des dépenses canadiennes de défense est inférieure à celles des proches alliés tels la Grande-Bretagne (1,22 %) et les États-Unis (4,01 %). De plus, la décroissance des dépenses de défense de plusieurs pays, tels que les États-Unis et l'Allemagne, est supérieure à celle du Canada malgré une croissance économique plus forte.

Veuillez noter que l'Estonie et la Lettonie ont été exclues pour les besoins d'ajustement de données. Pour obtenir une liste des abréviations des pays de l'OTAN, veuillez vous reporter à la page 61.

[4] « Global Defense Outlook 2015 », Deloitte, rendu accessible le 18 août 2015, *http://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/global/Documents/Public-Sector/gx-2015-deloitte-global-defense-outlook.pdf.*

NATO DEFENCE EXPENDITURES GROWTH RELATIVE TO ECONOMIC PERFORMANCE / LA CROISSANCE DES DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN COMPARATIVEMENT À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES

It is estimated that Canada spent 15.9% of its total Defence expenditures on equipment in 2015 as per NATO definition. Compared to other NATO countries, Canada's share is above the spending average (15.4%). Luxembourg devoted the largest percentage of its defence budget to equipment at 34.7%, followed by Poland (31.1%) and the United States (26.1%).

Also note that equipment expenditures shown on this chart make up only a portion of Canada's overall capital expenditures as shown on some earlier charts. For example, construction, which is part of capital under Canadian reporting practices, is not included in the NATO comparison.

All budgets are based on the NATO definition of Defence Expenditures and it may differ from the countries' national budget. However, the classification is consistent across all countries and is, therefore, useful for comparative analysis.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 61.

DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

On estime que le Canada a consacré 15,9 % de ses dépenses totales de défense à l'équipement en 2015, selon la définition de l'OTAN. Par rapport aux autres pays de l'OTAN, le Canada se situe au-dessus de la moyenne (15,4 %). La plus grande proportion du budget de défense allouée aux équipements est effectuée par la Luxembourg (34,7 %), suivi des Pologne (31,1 %) et du États-Unis (26,1 %).

On note également que les dépenses d'équipements dans ce graphique ne constituent qu'une partie des dépenses en capital du Canada comme présentées dans les graphiques précédents. Par exemple, la construction qui fait partie des dépenses en capital au Canada n'est pas incluse dans la comparaison de l'OTAN.

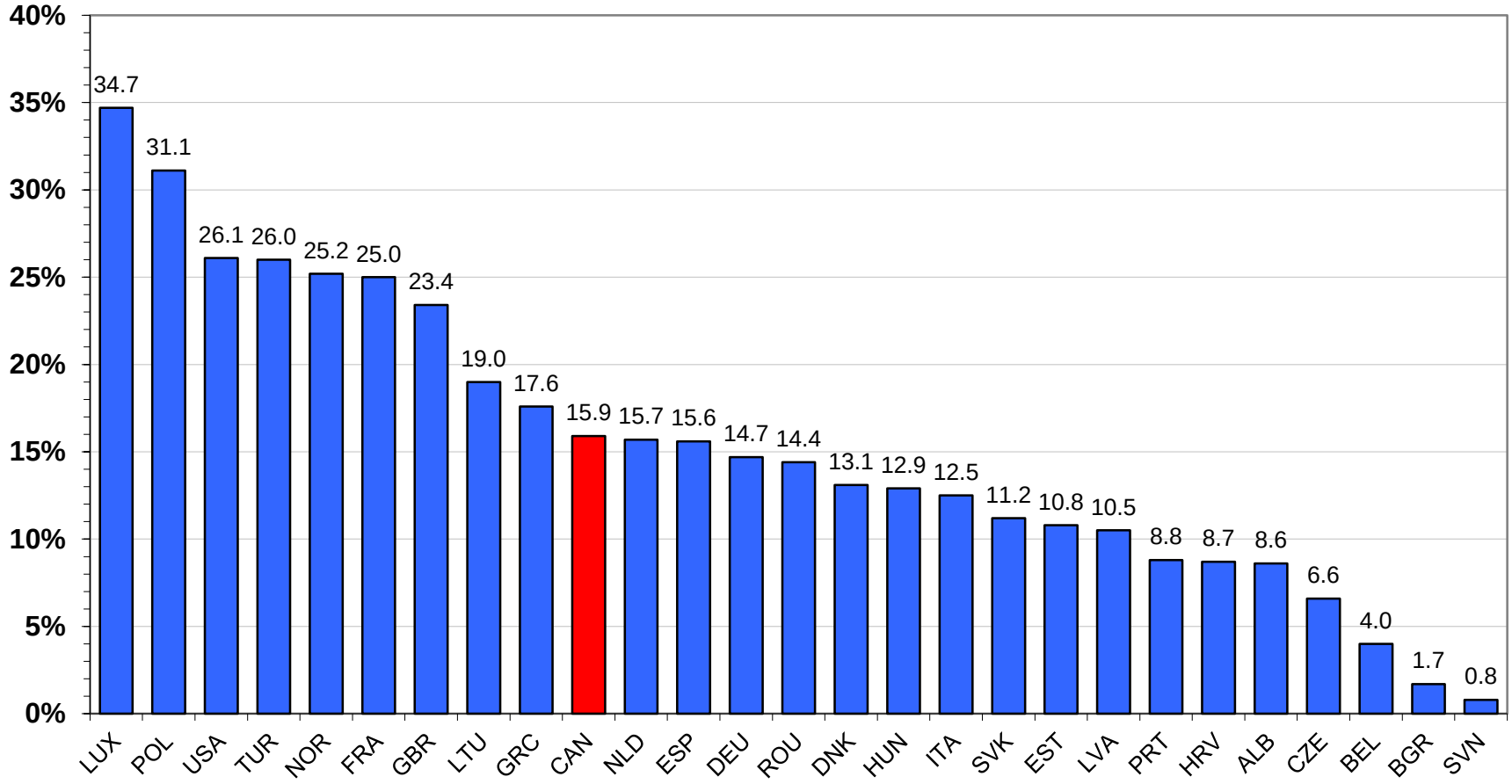
Les budgets sont établis d'après la définition des dépenses de défense de l'OTAN et peuvent donc différer de ceux présentés dans les budgets nationaux. Cependant, l'utilisation d'une définition commune permet une analyse comparative.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 61.

SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES

Personnel represent the largest single expenditure item for all the NATO countries' armed forces. This item is less significant for Canada than most other countries. For countries at the far end of the chart, the lower expenditure shares for personnel are indicative of armed forces that are more equipment and technology intensive. The use of conscripted military personnel also skews the information for some countries.

It is noteworthy that, for Canada, the personnel share has shrunk from an average of approximately 61% through the late 1970's to an estimated 47.1% in 2015.

All budgets are based on the NATO definition of defence expenditures and it may differ from the countries' national budget. However, the classification is consistent across all countries and is, therefore, useful for comparative analysis.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 61.

DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

Le personnel représente le compte de dépense le plus important pour les forces armées de tous les pays de l'OTAN. Toutefois, cette dépense est moins élevée au Canada que dans la plupart des autres pays. Pour les pays se situant à l'extrême droite du graphique, les frais de personnel peu élevés indiquent des forces armées plus axées sur l'équipement et la technologie. En outre, le recours à la conscription fausse les données de certains pays.

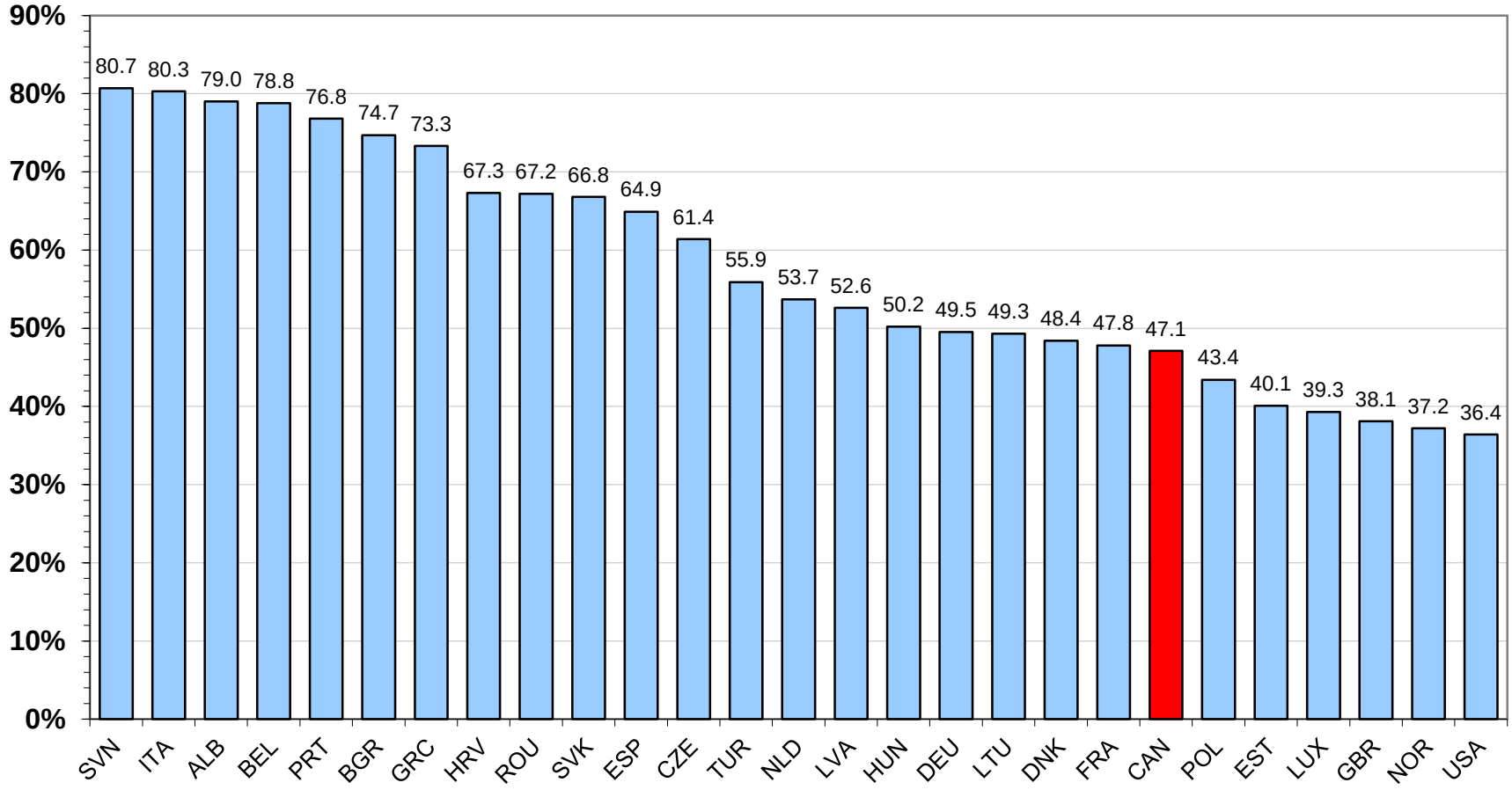
Il est à noter qu'au Canada, la proportion des dépenses en personnel a chuté d'environ 61 % en moyenne à la fin des années 70 à 47,1 % en 2015.

Tous les budgets se fondent sur la définition de l'OTAN des dépenses de défense et peuvent donc différer de ceux présentés dans les budgets nationaux. Cependant l'utilisation d'une définition commune permet une analyse comparative.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 61.

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

It is estimated that during 2015, Canada's labour fource participation rate in defence is 0.5%. Greece had the highest labour force participation rate in defence at 2.3%. Turkey was second at 1.8%. It should be noted that the percentage estimate of a country's population employed in defence, as shown on page 70, includes civilian employees.

It is interesting to note that although the U.S. Department of Defence employs a mere 1.3% of the U.S. labour force, it has over 1.5 million military members.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 61.

On estime qu'en 2015, la défense a employé 0,5 % de la population active du Canada. Le Grèce affiche le taux le plus élevé avec 2,3 %. La Turquie était deuxième à 1,8 %. Il est à noter que l'estimation du pourcentage de la population occupée au secteur de la défense comprend également les employés civils, tel que mentionné à la page 70.

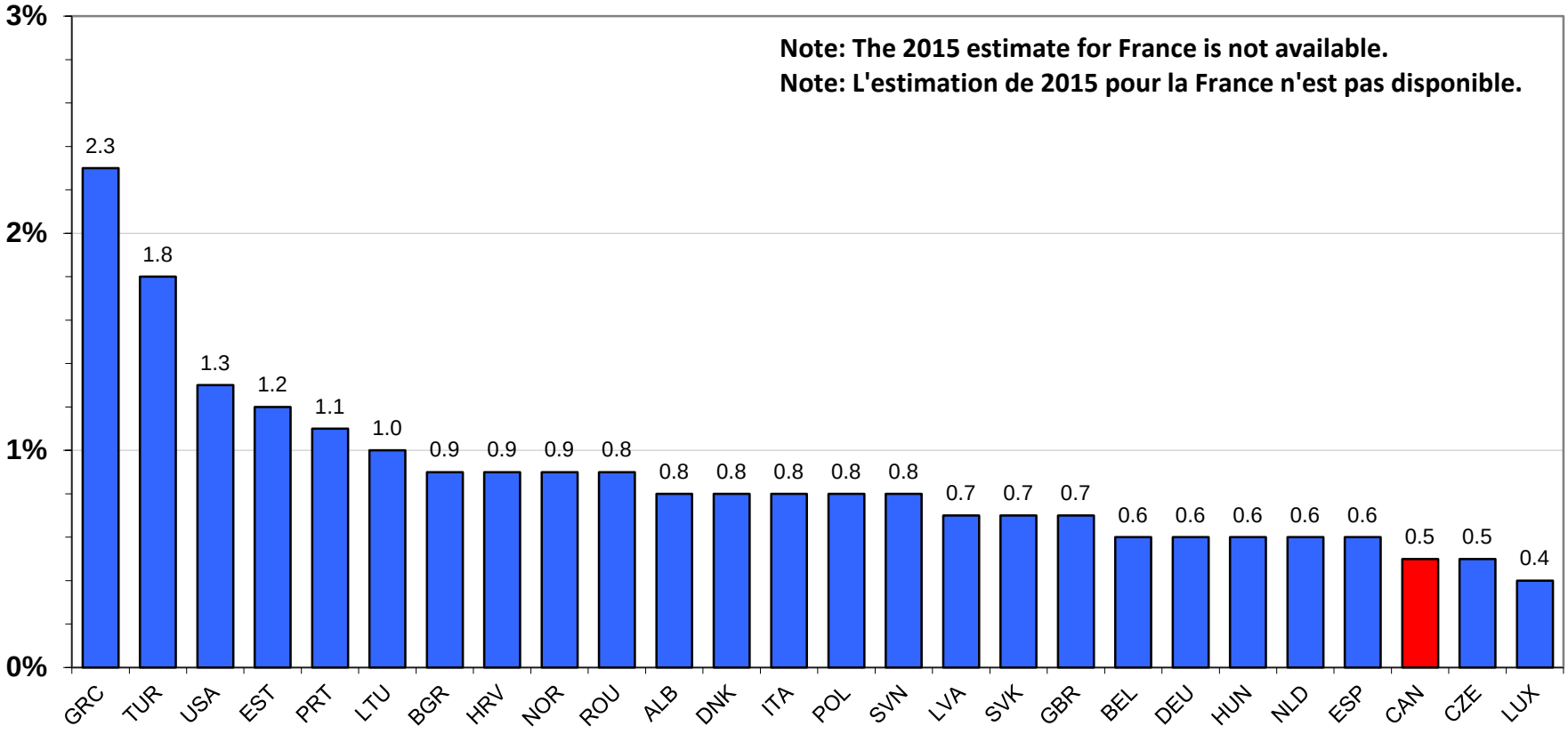
Il est intéressant de noter que même si le Département de la Défense des États-Unis n'emploie que 1,3 % de la population active du pays, il compte plus de 1,5 millions de membre militaires.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 61.

NATO ARMED FORCES / FORCES ARMÉES DE L'OTAN

MILITARY AND CIVILIAN PERSONNEL AS A PERCENTAGE OF LABOUR FORCE / PERSONNEL MILITAIRE ET CIVIL EN POUR CENT DE LA POPULATION ACTIVE

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

COMPARISON OF NATO COUNTRIES' REGULAR AND RESERVE PERSONNEL STRENGTHS

This comparison depicts the relationship between the Regular and Reserve personnel strengths of NATO countries for 2015. Of the 27 NATO countries, 19 rely on a defence structure with more Regular force members than Reserve members. Among these countries are the United States, Canada, France, Germany, Italy and Turkey. *The Military Balance 2015* definition of Regular force strength is very similar to the Department of National Defence definition of Trained Effective Strength (TES).

Readers should note that figures from *The Military Balance 2015* differ from those posted in the 2015-16 Report on Plans and Priorities. In order to provide consistent cross-country comparison, international publications, such as the *The Military Balance*, tend to use definitions for budgets and military personnel that are common to all countries. It should also be noted that the Reserve figures for some of our NATO allies consist of a list of personnel who at some point have had military training.

For reference, the abbreviations used on this graph are explained on page 61.

ÉVALUATION COMPARATIVE DES FORCES RÉGULIÈRES ET DE RÉSERVE DES PAYS DE L'OTAN

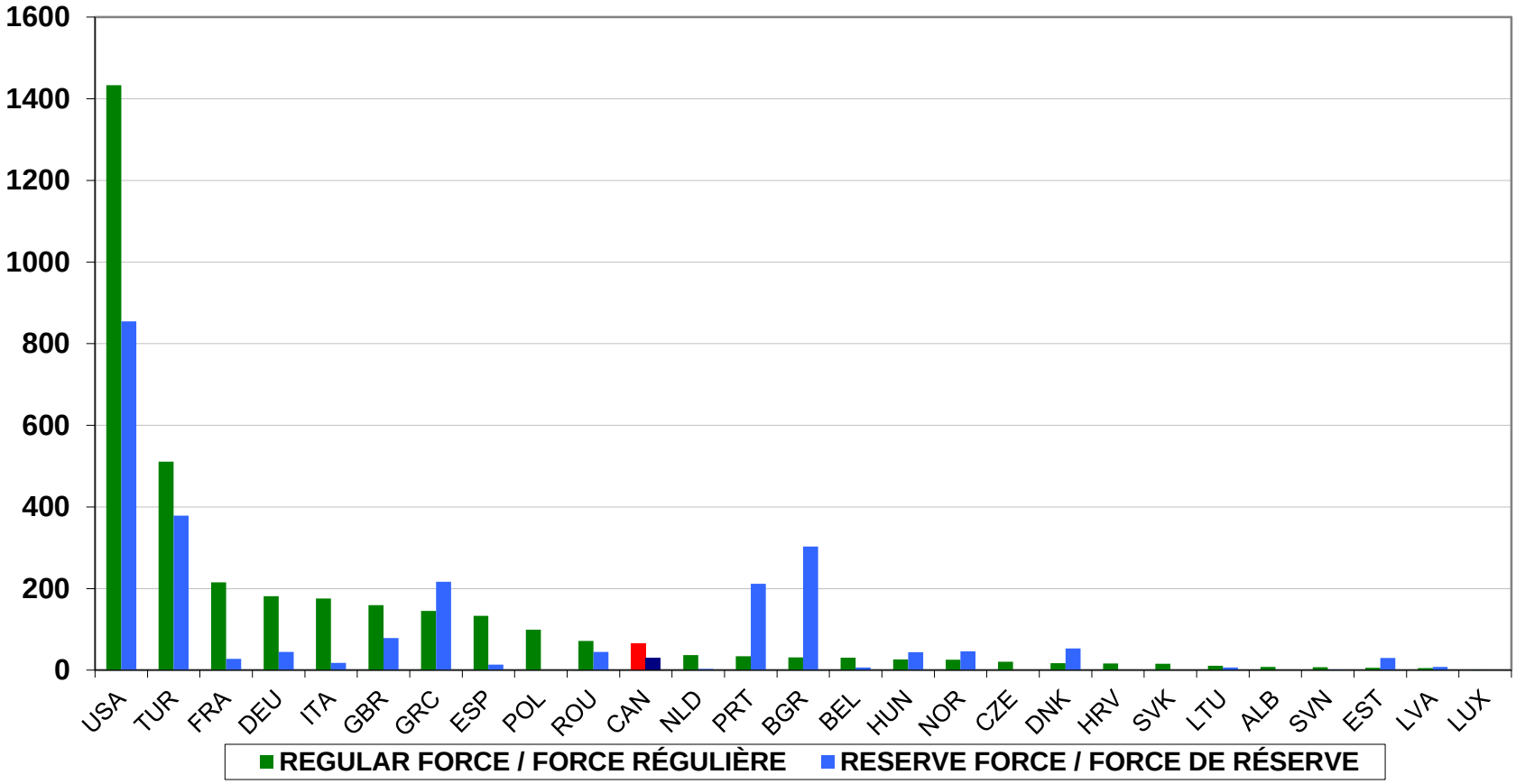
Cette comparaison illustre la relation entre les effectifs des forces régulière et de réserve des pays de l'OTAN pour l'année 2015. Des 27 pays de l'OTAN, 19 reposent sur une structure de défense de plus de membres de la force régulière que de la force de réserve. Parmi ces pays, on retrouve les État-Unis, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. La définition du « *The Military Balance* » 2015 de l'effectif de la force régulière est très similaire à la définition d'effectifs qualifiés en activité du Ministère de la Défense nationale (EQA).

Il est à noter que les données de la publication « *The Military Balance* » 2015 diffèrent de celles du Rapport sur les plans et les priorités du Budget des dépenses de 2015-2016. Afin de fournir une comparaison cohérente entre pays, les publications internationales telles que « *The Military Balance* » tendent à utiliser des définitions pour les budgets et personnel militaire communes à tous les pays. Il convient aussi de noter que les données sur la Réserve pour certains de nos alliés de l'OTAN se composent d'une liste du personnel qui, à un moment donné, ont reçu une formation militaire.

Les abréviations utilisées dans le graphique sont définies à la page 61.

COMPARISON OF NATO COUNTRIES' REGULAR AND RESERVE PERSONNEL STRENGTHS / ÉVALUATION COMPARATIVE DES FORCES RÉGULIÈRES ET DE RÉSERVE DES PAYS DE L'OTAN

2015 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2015



SOURCE: THE MILITARY BALANCE 2015
SOURCE: THE MILITARY BALANCE 2015

ANNEX

This publication contains information from numerous sources. Many of the figures are forecast and estimates, which are subject to revision. The purpose of this annex is to complement the content of this publication by offering a comparison of the estimates with actual figures.

Comparisons of estimates and actual figures of NATO expenditures are shown on pages A2 to A11. The estimates of NATO expenditures appeared in the January 2015 issue of Making Sense Out of Dollars. Please note that 2013 is the latest available comparison of estimates with actuals. While actuals of 2014 spending are available, NATO did not publish 2014 estimates.

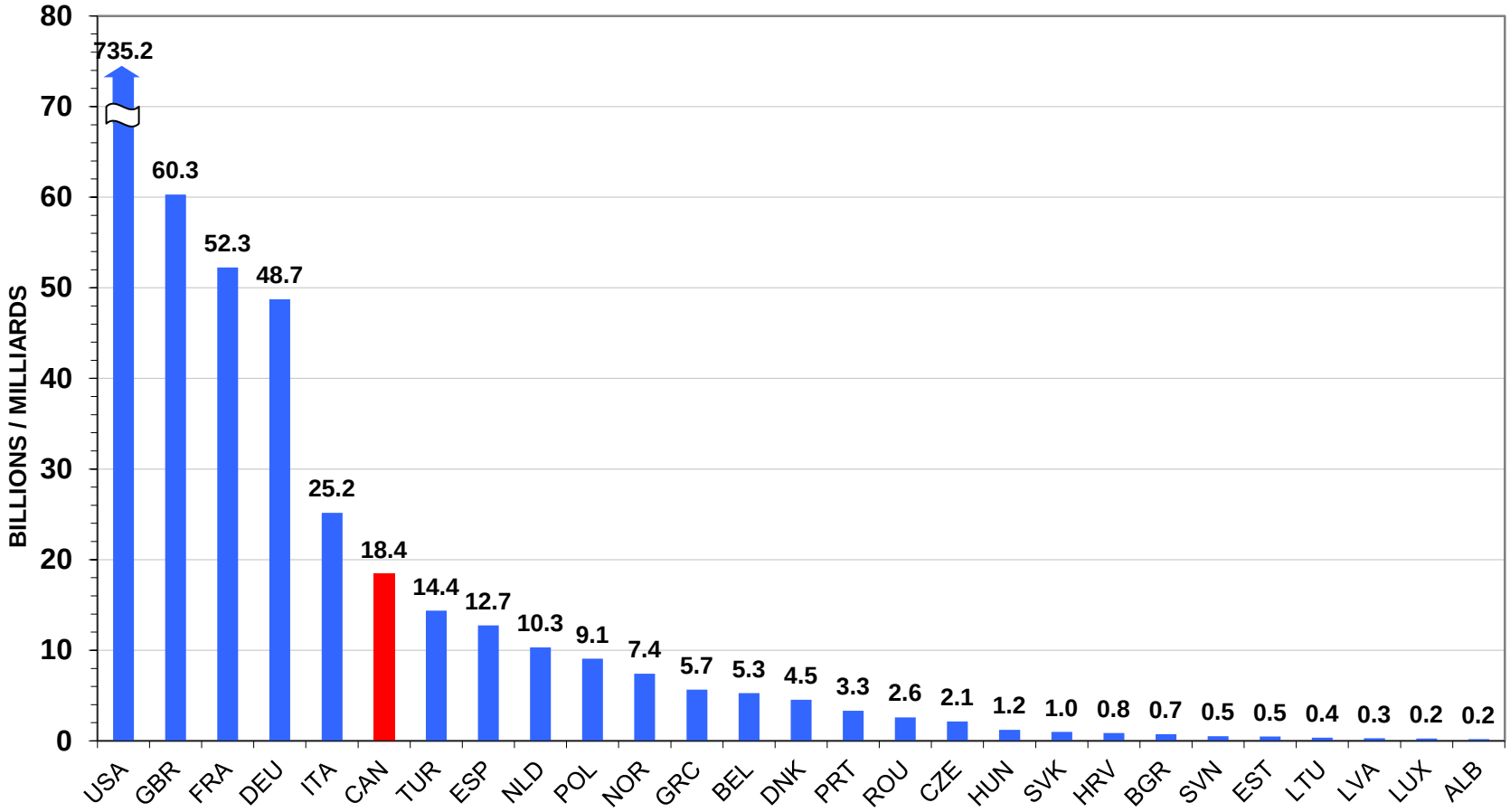
ANNEXE

Cette publication contient des renseignements provenant de nombreuses sources. De nombreux chiffres sont des prévisions et des estimations susceptibles d'être révisées. Le but de cette annexe est de compléter l'information présentée précédemment en comparant les estimations avec les données historiques

Les comparaisons des estimations par rapport aux données historiques des dépenses de l'OTAN sont présentées aux pages A2 à A11. Les estimations des dépenses de l'OTAN sont présentées dans l'édition de Janvier 2013 de « Au-delà des Dollars ». Veuillez noter que les plus récentes comparaisons des statistiques estimées et réalisées sont disponibles pour l'année 2013. Même si les dépenses réalisées sont disponibles pour l'année 2014, l'OTAN n'a pas publié les dépenses estimées pour l'année 2014.

NATO DEFENCE BUDGETS IN AMERICAN DOLLARS / BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS AMÉRICAINS

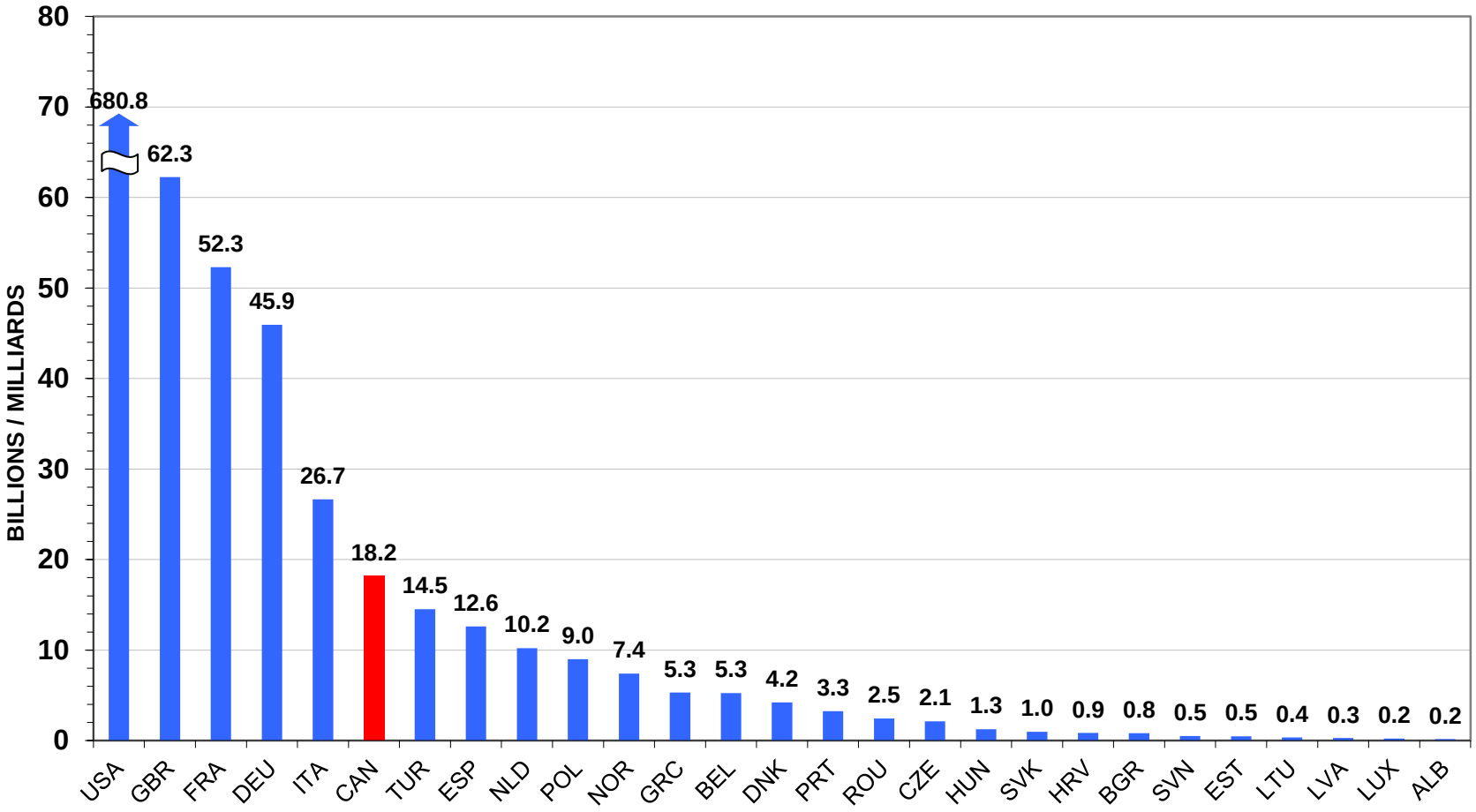
2013 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO DEFENCE BUDGETS IN AMERICAN DOLLARS / BUDGETS DE DÉFENSE DE L'OTAN EN DOLLARS AMÉRICAINS

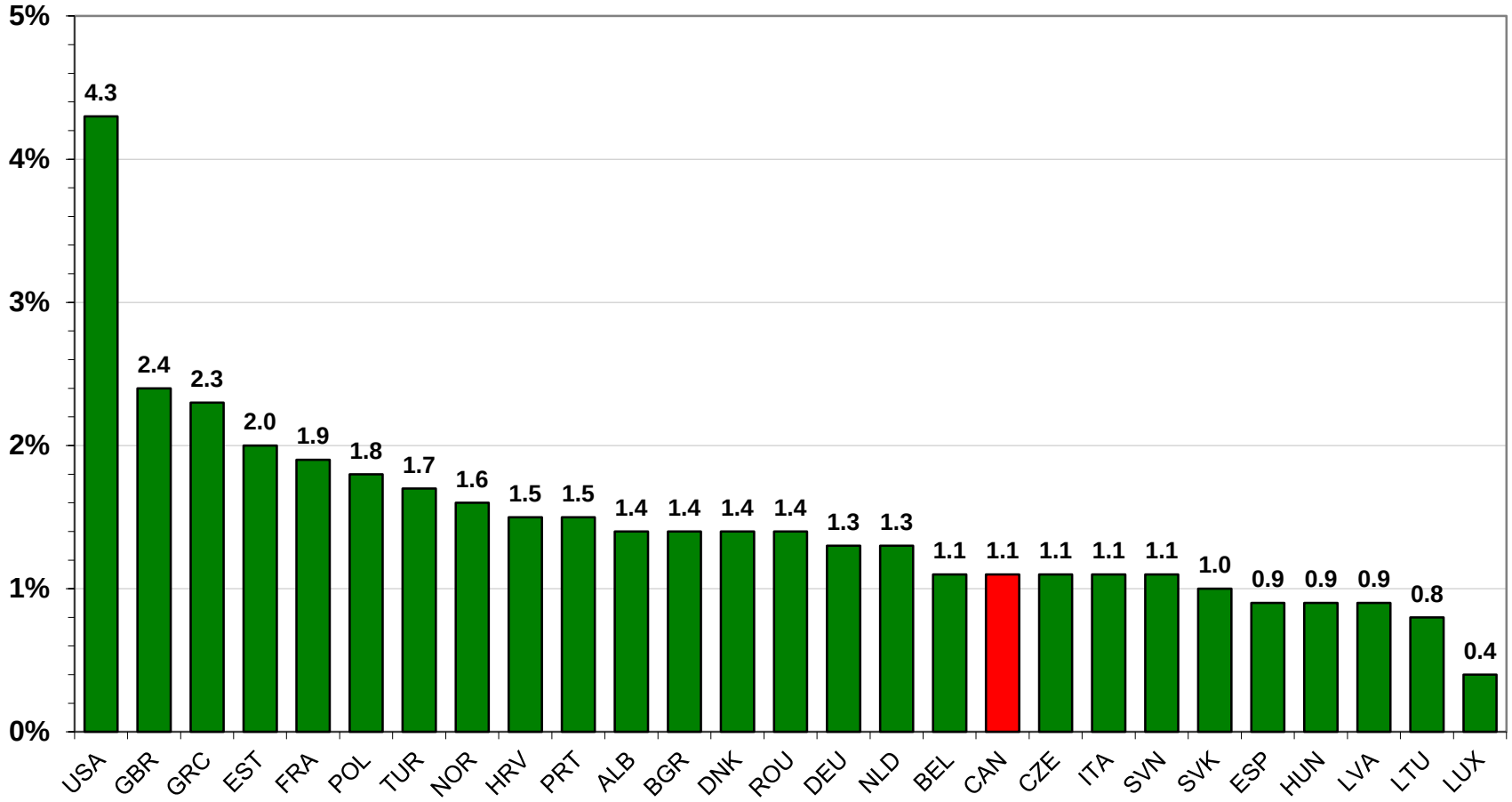
2013 ACTUALS / RÉALISÉS EN 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP / DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PIB

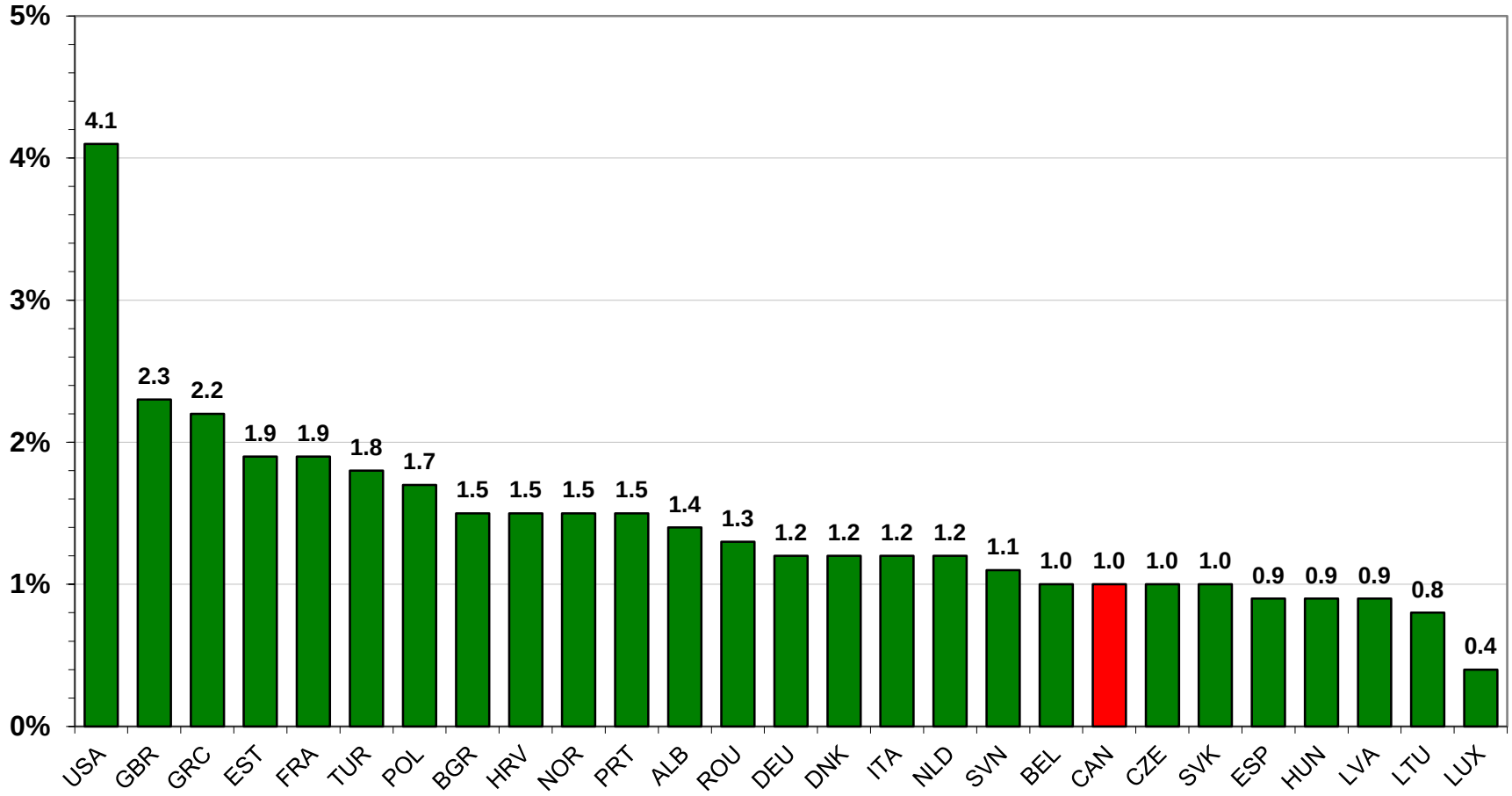
2013 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO DEFENCE EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF GDP / DÉPENSES DE DÉFENSE DE L'OTAN EN POURCENTAGE DU PIB

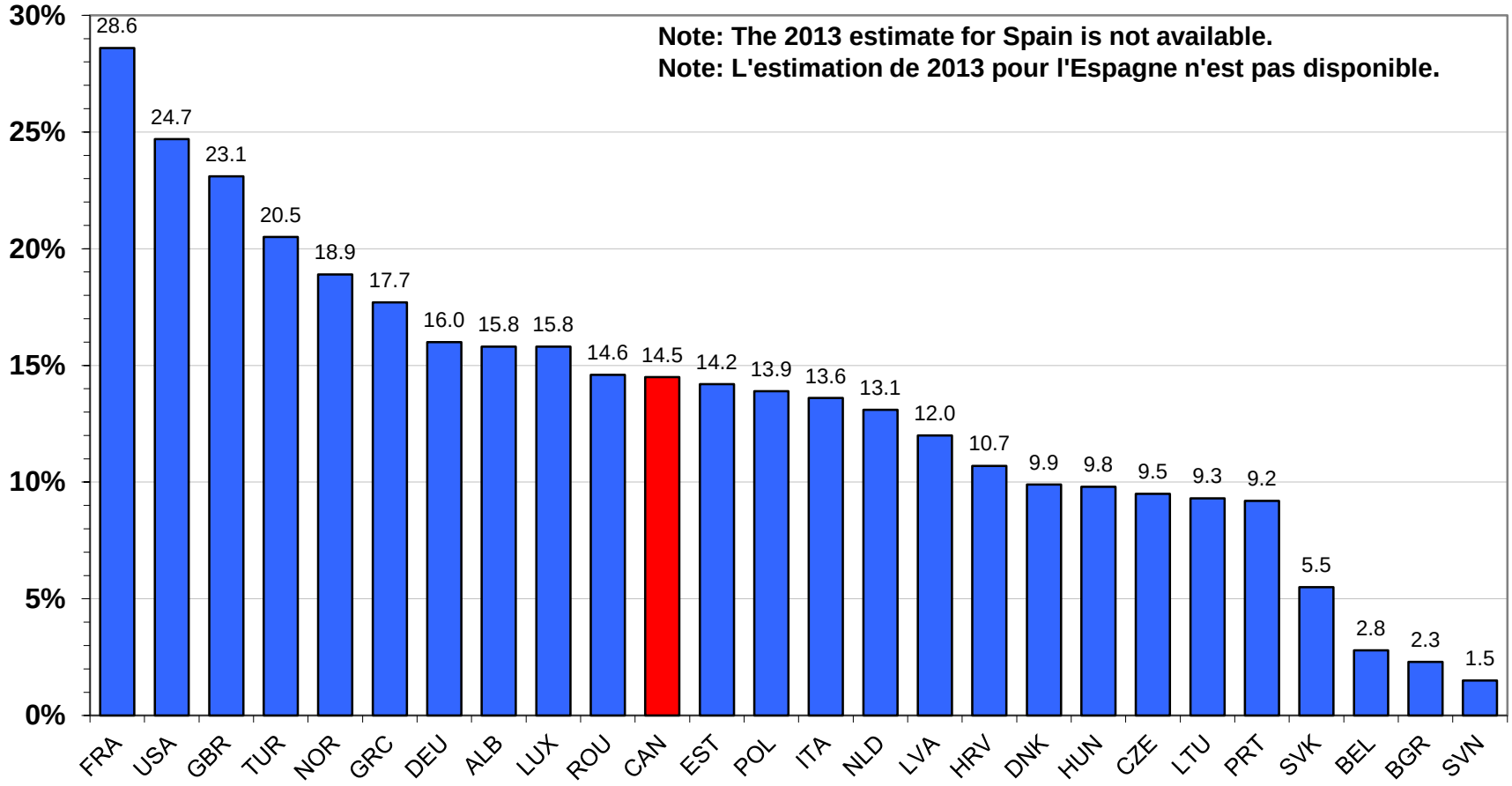
2013 ACTUALS / RÉALISÉES EN 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

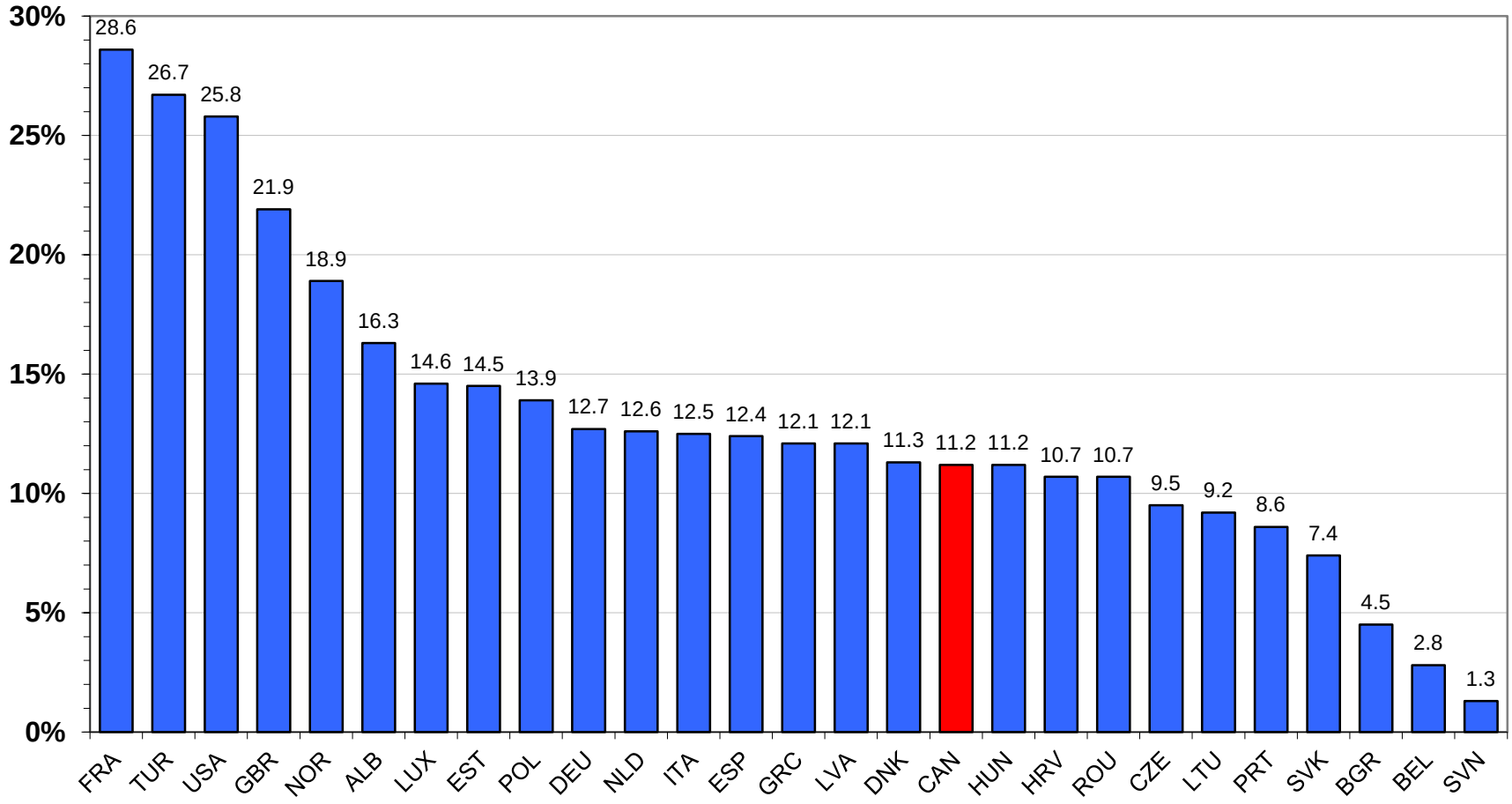
2013 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO EQUIPMENT EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

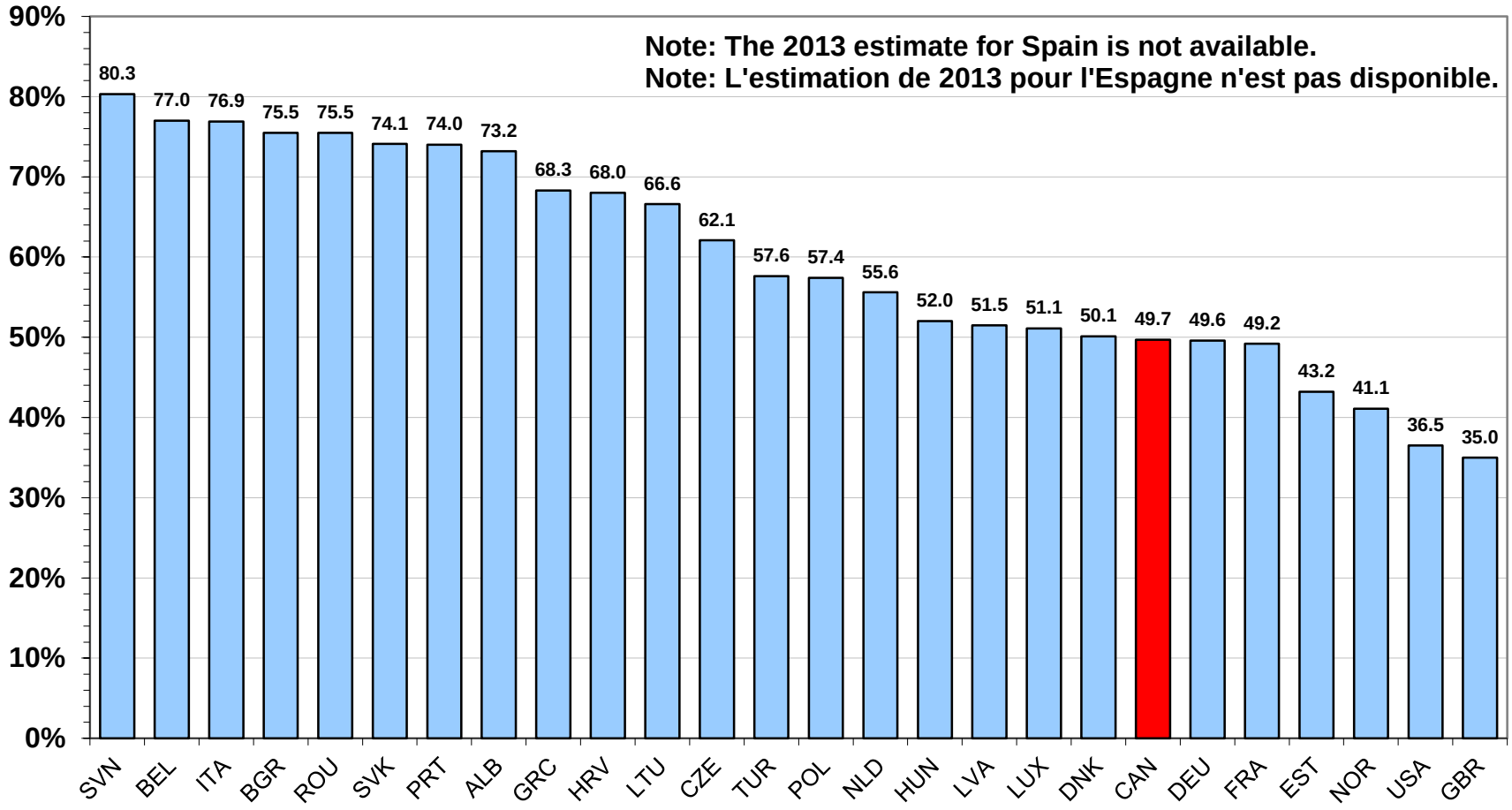
2013 ACTUALS / RÉALISÉES EN 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

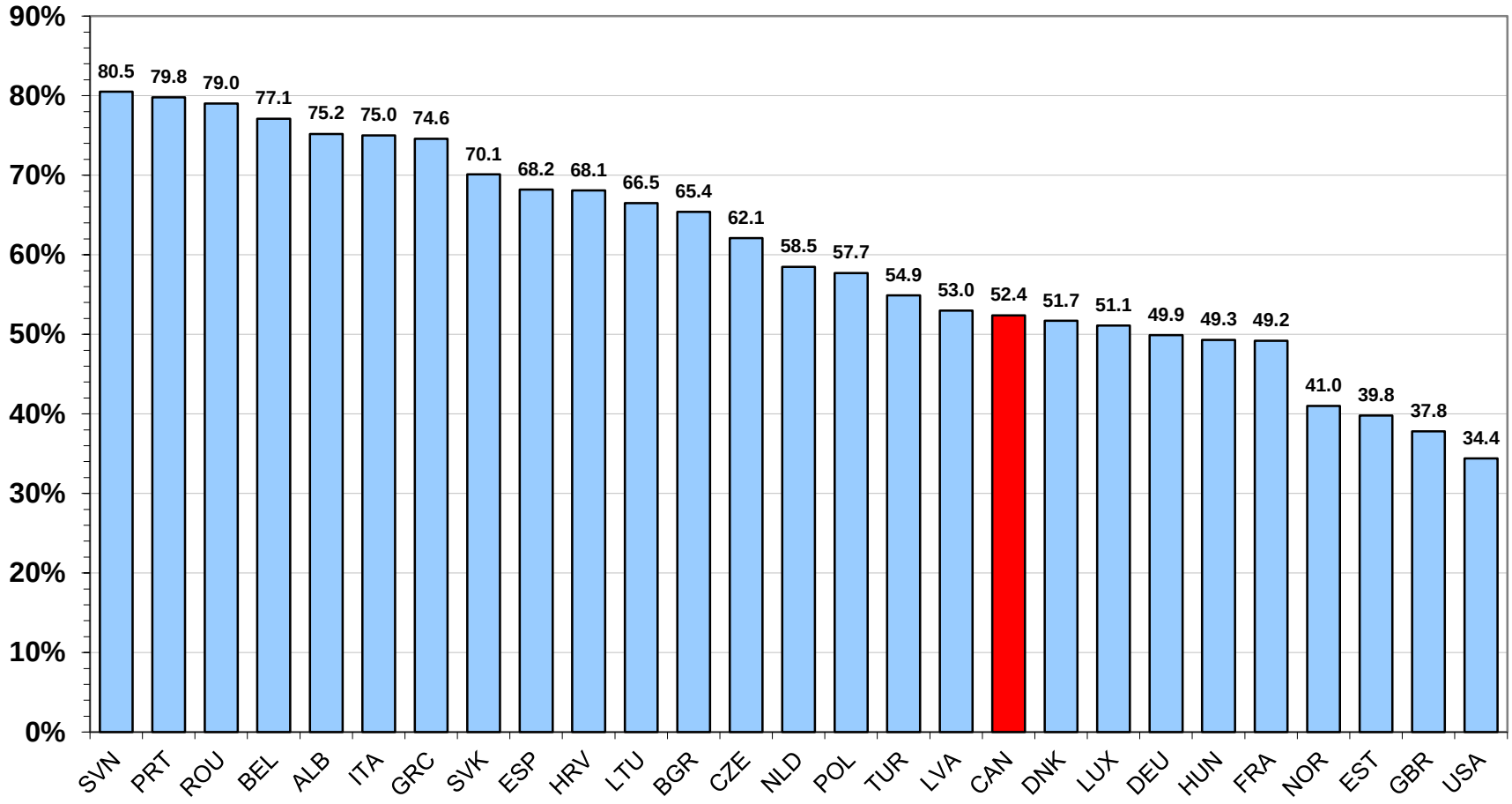
2013 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO PERSONNEL EXPENDITURES AS A PERCENTAGE OF DEFENCE EXPENDITURES / DÉPENSES EN PERSONNEL DE L'OTAN EN POURCENTAGE DES DÉPENSES MILITAIRES

2013 ACTUALS / RÉALISÉES EN 2013

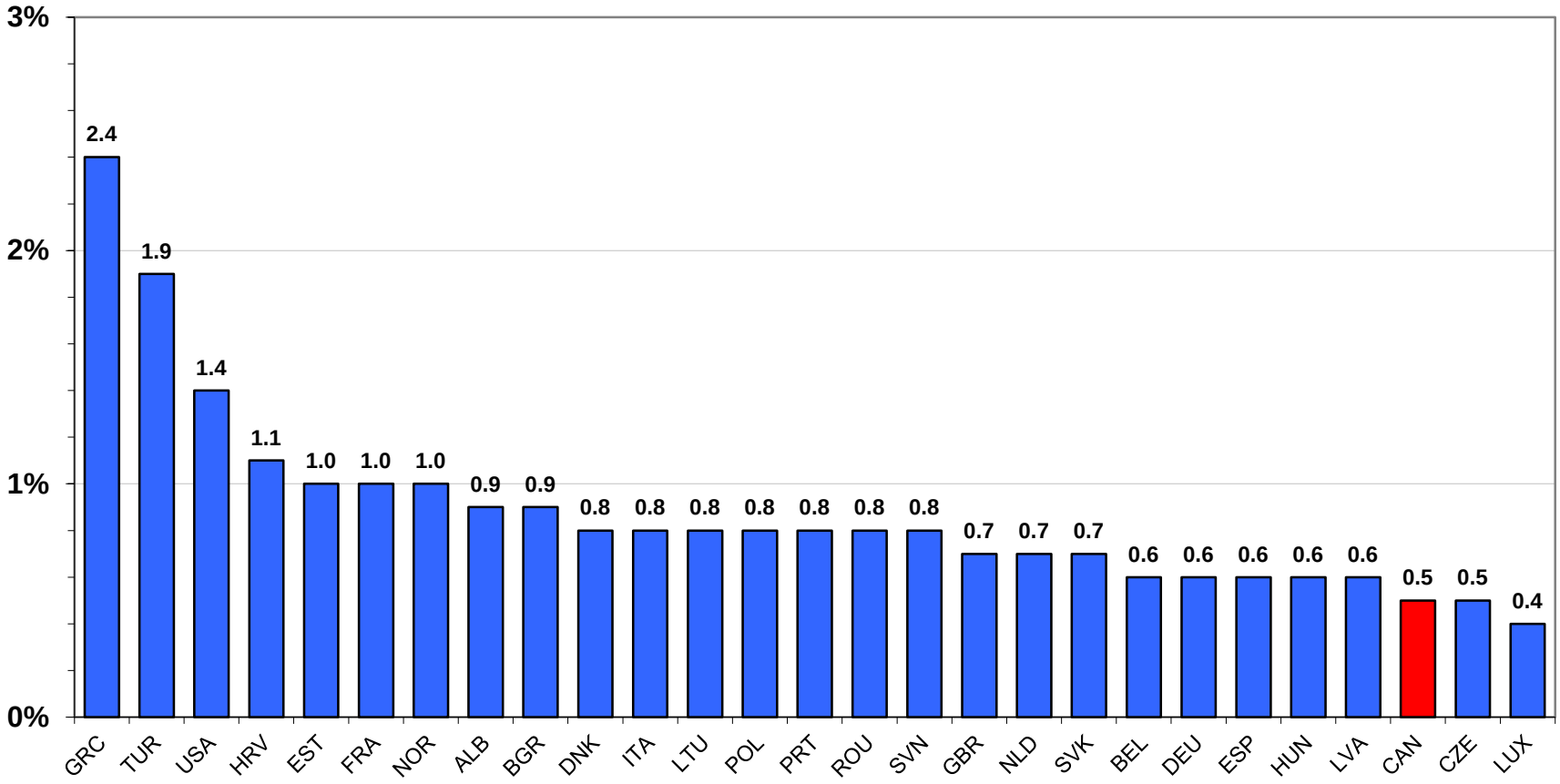


SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO ARMED FORCES / FORCES ARMÉES DE L'OTAN

MILITARY AND CIVILIAN PERSONNEL AS A PERCENTAGE OF LABOUR FORCE / PERSONNEL MILITAIRE ET CIVIL EN POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE

2013 ESTIMATES / ESTIMATIONS DE 2013

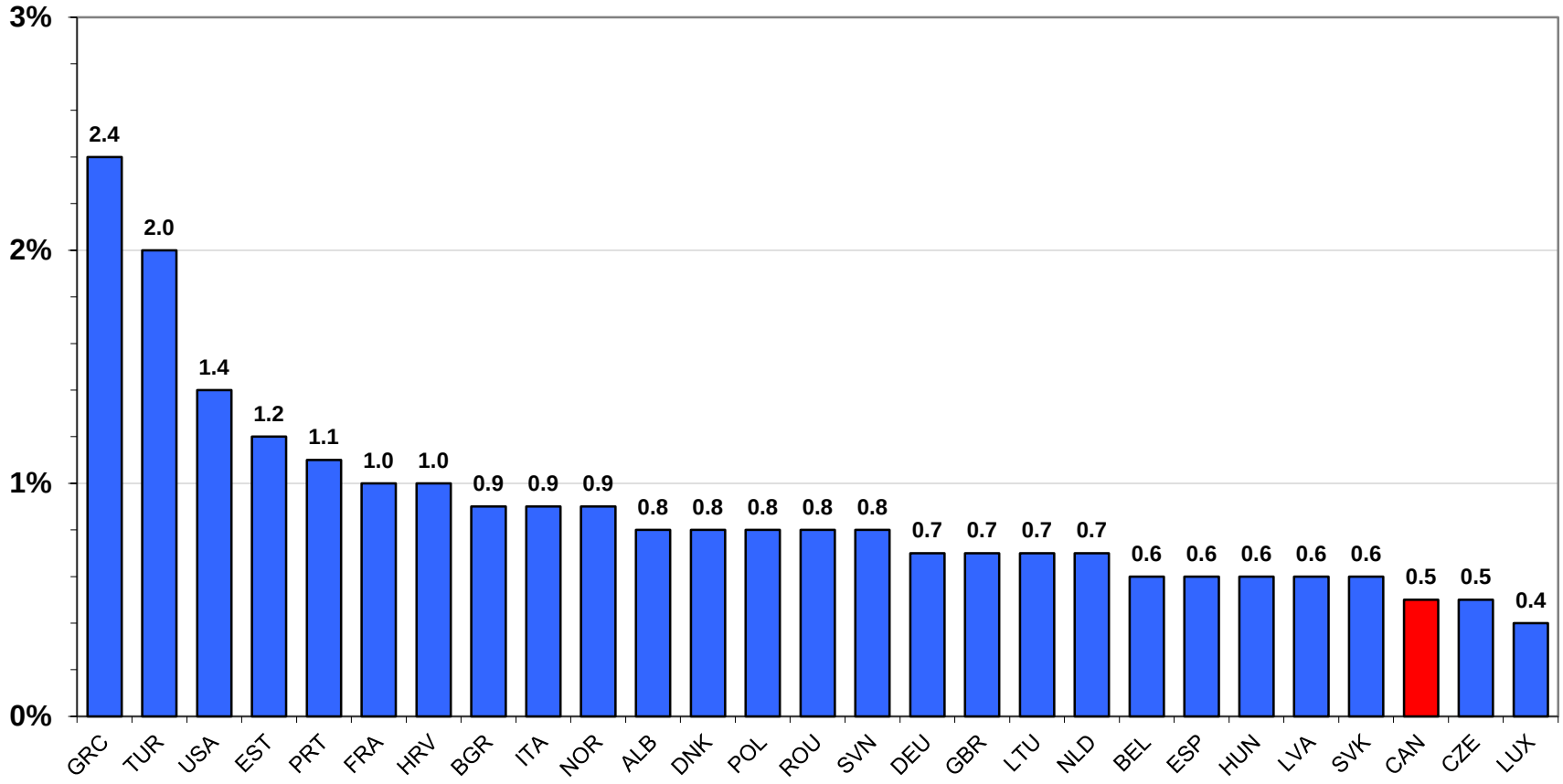


SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN

NATO ARMED FORCES / FORCES ARMÉES DE L'OTAN

MILITARY AND CIVILIAN PERSONNEL AS A PERCENTAGE OF LABOUR FORCE / PERSONNEL MILITAIRE ET CIVIL EN POURCENTAGE DE LA POPULATION ACTIVE

2013 ACTUALS / RÉALISÉS EN 2013



SOURCE: NATO
SOURCE: L'OTAN